

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

CRÉDIT MARITIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

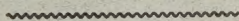
Présentée et soutenue le samedi 29 avril 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Paul DUCASTEL

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants { *MM. ALGLAVE, professeur.*
JAY, professeur.



PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

—
1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
CRÉDIT MARITIME

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 29 avril 1911, à 1 h. 1/2

PAR

Paul DUCASTEL

Président : M. TRUCHY, professeur.

Suffragants { *MM. ALGLAVE, professeur.*
JAY, professeur.



PARIS (V°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot et 12, rue Toullier

1911

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

A MA FAMILLE

A MES AMIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE CRÉDIT MARITIME

INTRODUCTION

Parmi les organisations économiques créées, depuis quelques années dans notre pays, grâce à l'application méthodique du fécondant principe de l'association, et qui se proposent pour but, l'amélioration de la condition des classes laborieuses par l'union des individus, en vue d'une action commune, le crédit mutuel est une des plus intéressantes, à la fois, par l'ingéniosité de son mécanisme et l'importance des services qu'il est appelé à rendre.

Le crédit mutuel populaire est une vaste institution, dont l'objet est de « faciliter au travail l'accession du capital », par le groupement des individus appartenant à une même corporation, et qui se divise en plusieurs branches, suivant les différentes catégories sociales, en faveur desquelles elle est établie. La France, malheureusement, ne se place pas au premier rang des nations civilisées, sous le rapport de la réalisation du

crédit populaire, comme d'ailleurs un peu en tout ce qui a trait à la mise en œuvre des systèmes les plus féconds ; aussi a-t-on pu dire que « si la France occupe une place considérable par l'élaboration des idées, son rang est loin d'être égal au point de vue pratique (1) ». Cependant, grâce à de généreux efforts tentés par l'initiative privée et de hautes personnalités politiques, en particulier M. Méline, nos populations rurales ont été dotées d'une organisation complète de crédit coopératif. Et tout récemment, le Parlement a créé, au profit des marins pêcheurs, une branche nouvelle du crédit populaire, en attendant que la classe ouvrière toute entière soit admise à jouir du même bénéfice.

C'est l'application de ce système de crédit à l'industrie de la pêche que nous nous proposons d'étudier au cours de ce travail ; mais, avant d'aborder notre sujet, nous croyons utile d'exposer brièvement quelle est la nature de ce crédit, considéré en dehors des modalités diverses qu'il revêt, l'opportunité de son institution et de sa diffusion ; après quoi, nous déterminerons les conditions générales nécessaires à son établissement, et nous examinerons, si, dans le milieu des marins pêcheurs, ces dernières se trouvent réalisées.

1. Rampal, *Introduction à l'Économie politique de Schulze-Delitzsch* p. 183.

Le crédit, en général, consiste à faire l'avance de capitaux, aux personnes qui en ont besoin, contre la prestation de certaines garanties, consistant dans la remise d'un gage ou la constitution d'une hypothèque. Dans ces conditions, le crédit ne peut être consenti qu'à des personnes possédant déjà des biens susceptibles d'être assujettis à la garantie de la dette. C'est le crédit *réel*, accordé en considération de la fortune de l'emprunteur.

Le crédit populaire a également pour objet de fournir des avances, mais il diffère profondément du premier par la nature des garanties qu'il exige. Comme l'indique son nom, il est destiné au peuple, c'est-à-dire à des gens dépourvus de bien et qui ne peuvent, par conséquent satisfaire aux conditions imposées pour accéder au crédit réel ; il lui faut donc substituer, aux sûretés réelles, des garanties d'un autre ordre. Aussi le crédit populaire ne s'appuie-t-il que sur les garanties *personnelles* qu'offrent les individus, et consiste-t-il, essentiellement, dans un prêt tout de confiance, fait par le prêteur à l'emprunteur. Le crédit populaire est donc personnel et accordé à l'individu *intuitu personæ*, en considération de la personne. Peu importe ici, en principe, que l'emprunteur possède ou non quelque bien ; sa capacité de crédit dépend surtout de ses qualités morales, de sa valeur personnelle, « de ses habitudes d'ordre, de travail, d'économie, de laborieuse honnê-

teté, garanties morales du remboursement » (1). Suivant ce système, c'est l'individu lui-même qui détermine la mesure du crédit qu'on peut lui consentir, c'est par ses efforts, en vue de développer en lui les qualités morales nécessaires qu'il se rend digne de jouir du crédit. La valeur personnelle constitue donc le seul gage ou tout au moins le gage essentiel, dans le système du crédit populaire, et à cause de cela, il est appelé à rendre de grands services aux classes laborieuses, qui ont la faculté de cultiver et d'accroître leur patrimoine moral,

L'homme, riche de vertus sociales, réalise donc la première condition pour accéder au crédit personnel ; mais ce n'est pas la seule qu'il doive réaliser pour bénéficier de ce dernier. Il lui faut également s'unir à d'autres hommes, doués des mêmes qualités que lui, car, suivant le proverbe, « toute puissance est faible à moins que d'être unie ». Par l'association, ces individus, en se soutenant mutuellement, pourront obtenir des résultats qu'il leur serait impossible d'obtenir s'ils restaient isolés. En effet, en groupant leur puissance de crédit, en organisant la coopération de crédit, ils rendent possible « le prêt là où, sans elle, il n'y en aurait point », ils créent, suivant l'expression de M. Charles Robert, au congrès du crédit populaire de

1. Duformentelle, *le Crédit populaire (Revue politique et parlementaire, 1897, t. XIV)*.

Caen, un faisceau de garanties qui ne pourrait exister en dehors de l'association coopérative. Tous les membres de cette association prennent l'engagement mutuel de se prêter assistance, par l'union de leurs forces, pour la défense des intérêts communs de leur profession. De vastes communautés, des *chrétientés* (1) sont ainsi constituées, dans lesquelles les membres se font mutuellement confiance et se portent garants les uns envers les autres, des engagements pris envers la société. Grâce à cette étroite solidarité, et aussi à la surveillance, qui découle d'ailleurs de la communauté des intérêts, exercée par les sociétaires, ceux-ci peuvent obtenir le crédit à des conditions avantageuses, parce qu'ainsi la garantie de remboursement des sommes avancées est très solide.

Il suit de là que le crédit populaire ne se différencie pas seulement du crédit commercial ordinaire, par son caractère personnel, mais aussi par son caractère mutuel et coopératif. Ce n'est donc pas une institution qui se propose pour but de réaliser des bénéfices sur les opérations effectuées, mais de répandre dans le domaine du crédit la pratique de la mutualité, de l'entraide fraternelle, sous la forme de la coopération.

Par la mise en œuvre de ce système de crédit, avon-nous dit, les classes laborieuses peuvent se procurer

1. Ce mot désignait, au moyen âge, des associations de secours mutuels.

des avances d'argent, pour un délai plus ou moins long ; or, certains contestent qu'il soit utile de répandre dans les classes inférieures la pratique du crédit, en mettant ce dernier à la portée de tous, et ceux-là donnent comme grand argument que, par la pratique du crédit, l'ouvrier, le petit exploitant ne font que s'endetter au lieu d'améliorer leur condition. Les avances de fonds rendent d'utiles services aux producteurs qui possèdent déjà une fortune suffisante pour assurer le remboursement ; un commerçant, par exemple, créancier de sommes payables à terme et qui a besoin, immédiatement, de fonds, peut, avec avantage, avoir recours au crédit, car dans ce cas, il n'emprunte pas sur l'avenir, sur des gains futurs, hypothétiques et n'a pas la crainte, par conséquent, de s'endetter. Au contraire, l'individu, dépourvu de ressources, qui recourt au crédit personnel, n'a rien pour garantir, actuellement, le remboursement des sommes avancées et ne peut offrir que des promesses ou des espérances. Dans ces conditions il est préférable d'écarter de cet homme la tentation de spéculer, facile à éveiller dans le cœur d'un malheureux qui rêve, par le moyen du crédit, de sortir de son état de souffrance. D'après cette théorie, il y aurait donc à distinguer le bon crédit ou le crédit réel, dont la diffusion développe la force productive du pays, et le mauvais crédit, où le crédit personnel qui, le plus souvent nuit aux intérêts de ceux qui en font usage.

C'est là une opinion trop absolue et une distinction quelque peu arbitraire à notre avis. Le crédit, et particulièrement le crédit populaire, est, suivant l'expression de M. Charles Rayneri, directeur de la banque populaire de Menton, une arme à deux tranchants, qu'il faut savoir manier. On ne peut, à priori, diviser, ainsi que nous l'avons vu plus haut, le crédit en deux classes, et condamner, en principe, l'une d'elles, sans tenir compte des applications qui peuvent en être faites.

L'utilité du crédit dépend, avant tout de l'usage qu'on fait de ce dernier, du genre d'opération auquel on veut l'appliquer ; or, on peut classer les opérations économiques en deux catégories : celles qui tendent à la production d'une richesse, et celles qui ont trait à la consommation. Le crédit personnel n'a été institué qu'en vue de développer les forces productives nationales en permettant le rapprochement des principaux facteurs de la production : le capital et le travail, et là, son action est bienfaisante et rémunératrice. Si, au contraire, on ne l'emploie qu'à des œuvres de consommation, il devient un danger pour ceux qui en font usage et peut troubler profondément la vie économique du pays. Voilà la véritable distinction à faire au sujet du crédit, dont le point de départ n'est pas la nature du crédit, mais l'usage qui en est fait. M. de Laveleye la souligne par cet exemple frappant : « La mère dit à son fils ; n'achète rien qu'argent comptant, le

crédit c'est la ruine. Le père dit : le crédit c'est la vie de l'industrie. » Ici, la mère, qui n'a expérimenté que le crédit de consommation, en déplore les funestes conséquences, tandis que le père, conscient des heureux résultats qu'il pourrait obtenir s'il avait, à sa disposition, quelques capitaux, pour seconder ses aptitudes professionnelles, sa capacité de production, en fait l'apologie du crédit de production.

Cet exemple est la meilleure réponse à ceux qui, n'envisageant que le mauvais emploi du crédit, en tirent une conclusion erronée. Non, il n'est pas de mauvais crédit, pas plus qu'il n'existe de mauvais remèdes, mais la volonté humaine peut détourner de son vrai but, le seul où elle puisse donner de bons effets, une institution des plus nécessaires à la prospérité du pays. Aujourd'hui où le crédit intervient de plus en plus dans les opérations industrielles et commerciales. « Il est temps, comme l'a fait remarquer M. Eugène Rostand, l'apôtre de la mutualité, au congrès du crédit populaire de Lille, de ne plus confondre les fausses et les véritables destinations, les usages sains et les abus stériles du crédit. » En d'autres termes il faut enseigner aux Français la bonne manière de se servir de cet instrument, et alors les résultats obtenus suffiront à réfuter ceux qui s'opposent à la vulgarisation du crédit populaire.

D'ailleurs le rôle qu'à déjà joué le crédit personnel

dans le passé, fait bonne justice des attaques dont il est l'objet, et bien que son développement en France, ne soit pas aussi considérable que dans certains pays voisins tels que l'Allemagne et l'Italie, son œuvre est cependant des plus fécondes, tant dans nos campagnes, sous la forme du crédit agricole mutuel, que dans les villes par les banques populaires. Grâce à son intervention, les agriculteurs pauvres ont pu pratiquer les procédés nouveaux de culture, nés du progrès scientifique de ces derniers temps, et qui permettent d'intensifier la production, d'augmenter le rendement de la terre ; de même, dans la petite industrie, le producteur autonome qui n'avait à sa disposition, qu'un instrument ancien, d'une force productive insuffisante, s'est procuré les capitaux nécessaires à l'acquisition d'un instrument réunissant tous les perfectionnements apportés au machinisme moderne qui a si profondément modifié la technique de production au cours du XIX^e siècle. Aussi, en présence du rôle étendu joué par le crédit, a-t-on dit, qu'il était « l'âme de la production moderne ».

Mais l'action bienfaisante que doit exercer le crédit personnel ne dépend pas seulement de la façon dont il est utilisé, il faut également que la catégorie sociale à laquelle on veut l'appliquer réunisse certaines conditions indispensables.

Le crédit mutuel, basé sur la coopération, exige de la part de ceux qui veulent le pratiquer, une éducation suffisante au point de vue de l'association ; il est donc

important, avant de doter d'un organisme de crédit, une classe quelconque d'individus, de s'assurer qu'elle possède cette éducation, ou tout au moins qu'elle est susceptible de la faire rapidement, afin d'être capable de comprendre le mécanisme de cette institution, de prendre conscience de la force qui résulte de la cohésion et de supporter la vie collective qu'elle impose.

Nous avons dit, en définissant la nature du crédit populaire, qu'il est essentiellement personnel, c'est-à-dire fondé sur les qualités morales de l'individu ; mais nous voulions alors faire ressortir la différence de principe qui le distingue du crédit réel, sans nous préoccuper des conditions de fonctionnement du crédit personnel. Ici nous recherchons quelles sont ces dernières, et cet examen nous amène à constater que, si la base fondamentale des deux espèces de crédit diffère, dans la pratique, il est fait appel aux mêmes garanties, pour assurer le meilleur fonctionnement possible de cet organisme. Mais, tandis que le crédit réel comporte nécessairement la remise d'un gage, le crédit personnel se contente de fortifier les garanties résultant des qualités morales des associés, par des garanties secondaires, supplémentaires, consistant, soit dans l'engagement pris par les associés d'assurer le remboursement des prêts, soit dans la concession de sûretés réelles, quand le montant des avances est très élevé, ou même seulement, dans le simple fait de la possession, par l'em-

prunteur, de biens représentant une certaine valeur et susceptible d'aider au recouvrement des créances.

Il est bien à remarquer que le crédit personnel, s'il exige, pour les nécessités de son fonctionnement, l'existence de biens destinés à étayer les garanties morales de remboursement, permet cependant les prêts à découverts, sur l'avenir, c'est-à-dire dont l'emprunteur espère gagner plus tard l'équivalent. Alors que le crédit réel impose la remise en gage de valeurs égales et même supérieures aux avances consenties, le crédit mutuel nécessite l'existence d'une certaine quantité de biens, dans le seul but d'éviter que des gens, n'ayant rien à risquer en s'engageant pour leur voisin ou pour eux-mêmes, ne laissent consentir ou ne demandent des avances qui ne seraient jamais recouvrées.

L'organisation et le fonctionnement du crédit populaire, pour avoir des chances de succès, implique donc de la part des emprunteurs, quelques ressources. C'est ainsi que le crédit agricole s'est développé assez rapidement. En effet, sans être riche, l'agriculteur possède toujours quelques biens qu'il peut donner en gage, sans s'en démunir, par l'usage du warrant, ou en garantissant sur toute ou partie de sa fortune, le remboursement des prêts. Le matériel d'exploitation, le bétail, les bêtes de trait, les récoltes, viennent consolider le crédit personnel de l'agriculteur, accroître le crédit que lui donnent ses qualités morales et professionnelles.

Si nous considérons, maintenant, le milieu des marins pêcheurs, y trouverons-nous réunies ces deux conditions ci-dessus exposées ?

D'abord, au point de vue de l'association, les marins ne sont pas très avancés, sauf dans la région bretonne, où, d'après l'affirmation produite par M. Rivoal, à la séance du 27 juin 1907 du comité d'études et de patronage pour l'amélioration du sort des marins pêcheurs, le pêcheur sardinier, quoique rebelle, en principe, à l'association, a acquis une éducation suffisante, grâce au développement des syndicats depuis quelques années.

Quant aux garanties réelles, elles ne sont pas aussi fortes que dans l'agriculture, car le marin ne possède, pour toute fortune, le plus souvent, que sa barque et ses engins, et ne peut utiliser le produit de son travail, car le poisson, ne se conservant pas longtemps, doit être vendu aussitôt rentré au port. En outre, cette barque et ces filets sont des biens de faible valeur et beaucoup plus exposés à périr que ceux de l'agriculteur. Le pêcheur est donc dans une situation très défavorable au point de vue du crédit et il semble que, dans ces conditions, il soit bien difficile d'organiser et de faire prospérer cette institution.

Cependant, le Parlement n'a pas été arrêté par ces obstacles, et, en dépit de leur pauvreté, il a doté nos marins pêcheurs d'un organisme de crédit, parce qu'il a pensé qu'avec beaucoup de prudence, grâce à une

étroite surveillance de la part des fonctionnaires de l'inscription maritime, par l'établissement d'une série de mesures réglementant le service des prêtres, et, enfin, à cause de la bonne volonté des marins à améliorer leur condition, il serait possible de réaliser, en leur faveur, une œuvre qui a créé, pour d'autres classes, « une ère de mieux-être économique et social ».

CHAPITRE PREMIER

LA CONDITION ÉCONOMIQUE DES MARINS PÊCHEURS. —

LA CRISE SARDINIÈRE. — LE REMÈDE DANS LE CRÉDIT
MARITIME.

La corporation des marins pêcheurs est une des rares, parmi celles composant la classe ouvrière, qui ait vécu longtemps sans attirer l'attention du pays par ses revendications et ses plaintes. Vivant isolés, le long de nos côtes, dans de petits villages, ou par petits groupes (sauf quelques exceptions), dans les ports, d'un caractère indépendant, menant une existence simple, toute de travail, ils négligeaient de solliciter près de ceux qui auraient été en mesure de les leur accorder, les secours dont ils avaient besoin. Aussi aux yeux du public, cette population maritime passait-elle pour une des plus heureuses dans sa médiocrité, loin des agglomérations ouvrières où règnent une fiévreuse activité et trop souvent aussi la plus sombre misère. Libre et paisible sur sa grève, ignorant la

servitude qui pèse sur les ouvriers des ateliers, souvent propriétaire, seul ou avec d'autres, de sa barque et de ses engins, le pêcheur semblait en effet réunir beaucoup des conditions qui font le bonheur. Aussi le comparait-on facilement au petit exploitant agricole qui subvient à ses besoins, dans le calme de la vie des champs, grâce à un labeur pénible sans doute, mais qui n'est pas sans laisser quelques loisirs. Le marin doit, il est vrai, affronter les périls de la mer ; il lui faut subir les rudes tempêtes d'hiver, errer des nuits entières parfois, au milieu des flots démontés, à la recherche d'un poisson problématique. Mais ce sont là, pense-t-on, de bonnes souffrances qui façonnent une race vigoureuse et brave. D'ailleurs ces luttes sont chères au marin ; entraîné tout jeune à les affronter, aimant l'aventure et le risque, il trouve dans ce genre de vie la satisfaction de ses goûts. Et ainsi la classe des rudès travailleurs de la mer ne faisait pas l'objet des sollicitudes que témoigne le public à l'égard des déshérités de la société, elle ne bénéficiait pas des mesures d'assistance qui étaient prises à l'égard des catégories sociales frappées par l'adversité.

Et cependant, étudiée de près, la condition des pêcheurs apparaît bien précaire. En dehors des dangers très grands que comporte l'exercice de ce métier, le marin pêcheur manque souvent du nécessaire, malgré un travail acharné et de nombreuses privations. Un

examen approfondi de la situation mettra en lumière les ressources dont il dispose.

Il est d'abord indispensable de bien identifier la classe des pêcheurs. La marine de pêche se divise en deux catégories, deux groupes comprenant environ 90.000 individus et 27.000 bateaux d'une valeur globale approximative de 32 millions de francs. Si on y joint la valeur des engins et filets variés dont le montant s'élève à 21 millions environ, le matériel de pêche peut être estimé pour son ensemble à 53 millions (1).

La première catégorie comprend la grande pêche sur les bancs de Terre-Neuve et d'Islande. Cette pêche lointaine se fait par campagne d'une durée de six mois, les bateaux quittent le port au mois de mars pour se rendre sur les bancs, munis de vivres, d'engins variés, et ne reviennent qu'en octobre. Certains ports de France arment de véritables flottes de ces petits voiliers qui, avec un équipage de vingt hommes, affrontent la traversée de l'Océan pour pêcher la morue. Fécamp, par exemple, envoie chaque année à la grande pêche, environ soixante-dix bateaux appartenant soit à des compagnies d'armement, soit à des armateurs privés, soit même à des patrons-propriétaires qui font la campagne à leur compte.

L'équipage d'un bateau se divise en trois parties : les officiers, les matelots et les mousses ; tous, sauf le cas

1. Voir *les Marins pêcheurs*, par M. de Seilhac.

où le capitaine est propriétaire de son bateau, sont à la solde d'un armateur envers lequel ils s'engagent à faire la campagne moyennant un prix fixé. Le plus souvent une campagne est payée à un matelot 1.200 fr. tous frais déduits. Parfois l'équipage est *participationniste*, c'est-à-dire qu'il est payé au *prorata* des bénéfices produits par la campagne. La condition économique de cette catégorie de pêcheurs paraît être assez bonne surtout si l'on considère que leur séjour sur les bancs ne durant que six mois, ils peuvent pendant l'autre moitié de l'année gagner leur vie par d'autres travaux (1).

La deuxième catégorie de pêcheurs comprend les inscrits maritimes qui se livrent à la pêche côtière effectuée sur des petites barques à voiles d'un tonnage de 10 à 35 tonneaux et montées par un équipage de quatre hommes au moins et dix hommes au plus. Cette pêche constitue un monopole concédé aux inscrits maritimes en retour des charges militaires pesants sur eux et qui consistent dans l'obligation de servir pendant quatre ans et de se tenir à la disposition des autorités militaires pendant une grande partie de leur vie. Ce monopole s'étend à la mer territoriale, c'est-à-dire à trois milles marins au large, au delà desquels la pêche redevient libre ; des bateaux garde-pêche ont pour mission de surveiller la zone frappée de monopole et de contrôler si tous les pêcheurs sont inscrits maritimes.

1. V. *les Marins pêcheurs*, par M. de Seilhac.

Cette catégorie de pêcheurs est la véritable pépinière de notre marine militaire; sans doute les « Terre-Neuvas » sont aussi, pour la plupart, inscrits sur les rôles de l'Aministration de la Marine, mais ce sont les 50.000 petits pêcheurs côtiers qui fournissent le plus fort contingent à la défense nationale, et c'est pourquoi le pays, continuant la politique créée par Colbert, doit faire tous ses efforts pour maintenir et développer cet élément de défense nationale.

Le produit de la petite pêche qui est de 60 millions, comprend le poisson frais dit *de marée*, qui est expédié en général sur les grands centres et dont une faible partie est consommée sur place; le hareng et le maquereau, le thon et surtout la sardine qui alimentent presque exclusivement l'industrie des conserves alimentaires.

Cette pêche est faite, en grande partie, par des patrons propriétaires de leur bateau qui ont à leur solde quelques matelots et mousses. Ces équipages sont occupés toute l'année sur les côtes où les espèces de poisson se succèdent. Ainsi de février à juin, on pêche le maquereau, puis la langouste; du mois d'octobre au mois de janvier, le hareng est abondant sur nos côtes, et les marins se livrent beaucoup à cette pêche; l'hiver, la raie occupe encore un bon nombre de barques. C'est pourquoi le pêcheur côtier ne désarme pas son bateau comme le font les patrons de la grande pêche. Les

petits pêcheurs ont donc le grand avantage de ne pas connaître la morte-saison, grâce à la multiplicité des pêches auxquelles ils peuvent s'adonner. Reste à savoir si ce travail est assez rémunérateur pour procurer une aisance suffisante.

La condition des marins pêcheurs est différente suivant les régions : aussi examinerons-nous séparément le budget d'un pêcheur dans chacune des parties du littoral formant une zone spéciale.

I. — *La Manche*. — La situation des patrons et même celle des matelots pourrait être assez bonne en général, surtout près des villes où le poisson est vendu facilement pour la consommation locale. Le patron, propriétaire de son petit bateau, employant à son bord trois matelots, gagne environ 2.500 francs par an (dans les années normales); cette somme représente les deux parts auxquelles il a droit en sa qualité d'armateur et de pêcheur. Mais il doit distraire de ce gain environ 300 francs pour l'usure de sa barque, l'intérêt du capital engagé et les primes d'assurances, ce qui lui laisse un bénéfice net de 2.200 francs pour son entretien et celui de sa famille. Un semblable budget suffit amplement à faire vivre un pêcheur et les siens sur nos côtes normandes, surtout à la campagne où chacun peut posséder son coin de terre et le cultiver à peu de frais. Sans doute, tous les patrons ne parviennent pas à réaliser ce chiffre de bénéfices, car, malheureusement, tous ne

réunissent pas les conditions exigées pour obtenir ce résultat. Il faut, en effet, au marin pêcheur, de grandes qualités de courage, d'endurance persévérance, d'ordre et aussi une bonne instruction professionnelle pour réussir ; c'est pourquoi il serait erroné de croire que tous les patrons ont le nécessaire pour vivre. Beaucoup, au contraire, sont besoigneux parce que, en dehors des circonstances malheureuses qui souvent les frappent, ils ne font pas assez d'efforts, ou encore, parce que leur ignorance est grande des principes techniques relatifs à leur métier.

Quant aux matelots qui s'engagent à servir sur un bateau pour le compte d'un patron, leur budget est assurément plus modeste. Nous avons dit que le patron a droit à deux parts, une pour son bateau et une pour lui ; la première de ces parts s'élève à la moitié ou au tiers du prix de vente du poisson, et est destinée à couvrir les frais d'armement ; la seconde est, en général, égale à celle des autres membres de l'équipage.

En supposant que la part pour l'armement s'élève à la moitié du produit de la vente du poisson, les matelots, au nombre de quatre en moyenne, se partageront en concurrence avec le patron la seconde moitié, ce qui donne à chacun un gain moyen de 700 à 800 francs, sans participation aux charges qui pèsent sur le patron, usure du bateau, perte du matériel etc. Quelques-uns atteignent le chiffre de 1.200 francs quand ils rendent de

précieux services au patron, soit par leurs connaissances techniques spéciales, soit par leur adresse. D'autres, d'ailleurs très rares, étant copropriétaire du bateau touchent une deuxième part proportionnelle au capital qu'ils ont engagé dans la construction et l'armement. Mais ces exceptions mises à part, les ressources des hommes d'équipage sont très limitées, et si la plupart peuvent vivre sans de trop grandes privations, c'est grâce aux salaires des femmes qui travaillent soit aux champs, soit à la construction ou à la réparation des engins de pêche. Sans doute certaines régions sont plus favorisées que les autres ; ainsi dans le quartier de Cherbourg tout matelot travailleur et économe arrive à mettre 2.000 francs de côté pour faire construire une petite barque et devenir patron ; aussi dans cette partie du littoral les matelots deviennent-ils rares et compte-t-on à peine trois hommes d'équipage pour un patron ; les marins sérieux et travailleurs deviennent propriétaires, les autres désertent la pêche côtière et s'embarquent sur les bâtiments de commerce pour augmenter leurs salaires.

De cette étude de la condition du marin pêcheur sur les côtes de la Manche, il ressort que le propriétaire de barque est à même d'assurer son existence et celle de sa famille s'il possède les qualités morales et professionnelles voulues, sauf naturellement dans les mauvaises années, quand le poisson quitte momentanément nos eaux, attiré vers d'autres régions par une nourriture

plus abondante ou un climat mieux approprié à ses besoins. Et c'est précisément pour ce motif que l'avenir économique du pêcheur est assez sombre.

Depuis quelques années, en effet, le poisson s'est raréfié sur les côtes de la Manche (et en général sur les côtes françaises), ou plutôt il s'est éloigné de nos eaux territoriales pour vivre plus au large, loin des filets meurtriers. D'où il s'ensuit que le patron d'une barque d'un tonnage trop faible pour risquer la pêche au large, en haute mer, est réduit, dans certains quartiers, faute d'avoir un capital suffisant pour armer un bateau plus grand, à fournir de longues heures de travail pour réaliser quelques bénéfices. Et la conséquence de cette émigration du poisson est la transformation de la pêche côtière en pêche hauturière. Seuls les forts bateaux à marche rapide, les chalutiers à vapeur surtout, sont à même de faire cette pêche au large ; or ces bateaux, comportent un nombreux équipage, ne peuvent être construits que par des armateurs ou des compagnies d'armement et ainsi l'industrie de la petite pêche côtière subit la loi générale de concentration qui régit les autres industries. De même que le producteur autonome a succombé en face des grandes manufactures disposant de gros capitaux et d'un outillage puissant, de même aussi le petit patron pêcheur, cantonné dans une zone trop étroite ne peut soutenir la concurrence des compagnies et sera réduit à une condition précaire si on ne vient à son secours. Déjà dans la mer du Nord,

cette substitution du chalutier à vapeur construit par des sociétés, à la petite barque, a fait de nombreuses victimes parmi les patrons pêcheurs qui sont presque tous devenus des salariés des compagnies de pêche. C'est pourquoi nous n'avons pas fait entrer dans notre étude la région du nord, étant donné que la condition du marin sur ce littoral est assimilable à celle de tous les ouvriers de l'industrie ; la petite pêche n'existe pour ainsi dire plus et les quelques patrons qui essaient de vivre du produit de leur pêche sont appelés à disparaître.

Cette transformation de l'industrie de la pêche n'intéresse pas moins les matelots ; ceux-ci, en effet, de participationnistes qu'ils étaient pour la plupart deviennent des salariés ; les compagnies ou les armateurs les embauchent souvent pour des salaires fort modiques et exigent d'eux un travail beaucoup plus long et plus pénible. Aussi comme nous le constatons plus haut, les jeunes mousses préfèrent la navigation au long cours ou tout autre métier à ces emplois sur les chalutiers. Les effets de cette méthode nouvelle de pêche se font déjà sentir sur les côtes de la Manche où les vieux patrons ne sont pas remplacés par les jeunes ; à Cherbourg même, on peut dire que la pêche côtière a presque disparu (1) faute d'hommes d'équipage et

1. Il y a quinze ans on comptait à Cherbourg 15 grands bateaux montés par des équipages de sept hommes ; ils sont tous disparus aujourd'hui.

par suite aussi du découragement qui s'est emparé des pêcheurs, impuissants à lutter contre l'accaparement de la pêche par les spéculateurs.

Une autre cause enfin de la gêne dans laquelle se trouvent les marins pêcheurs est la disparition presque totale de l'industrie à domicile des engins de pêche. Auparavant, nous y avons déjà fait allusion, les femmes des pêcheurs et surtout des matelots, dont les ressources étaient insuffisantes, ravaudaient les filets de chanvre que leurs maris fabriquaient pendant les journées de tempête (1). C'était une source de revenus pour les matelots en même temps qu'une économie pour les patrons. Mais vers 1850, les Écossais eurent l'idée de remplacer les filets de chanvre qui étaient lourds, encombrants et très apparents dans l'eau par des filets de coton fabriqués mécaniquement, d'une résistance moindre sans doute mais plus légers et moins visibles (2). Les patrons ne purent fabriquer eux-mêmes ces filets ni les acheter le plus souvent, et les matelots, privés de ce travail, désertèrent la pêche ou devinrent salariés à bord des chalutiers.

II. — *Côtes de Bretagne et de Vendée.* — Il ressort de cette étude que la condition des marins pêcheurs sur les côtes de la Manche paraît inquiétante a beaucoup

1. Voir de Seilhac, *Marins pêcheurs*.

2. Ils furent employés pour la première fois par la maison Honoré Monnier de Fécamp en 1861. Cf. thèse de Ropers, Province, 1906.

d'égards. Et cependant cette région maritime peut être considérée comme prospère si on la compare à une autre très vaste, où les marins s'adonnent à une pêche spéciale, celle de la sardine et dont la population s'est trouvée dans une situation tellement alarmante que le pays tout entier s'en est ému et a fait de grands efforts pour y porter remède.

Cette région qui s'étend de Trébeurden jusqu'aux Sables-d'Olonne vit en grande partie de l'industrie de la pêche sardinière qui occupe 25.000 marins environ, formant les équipages de 3.500 barques, fait fonctionner 150 usines, plus de 160 ateliers de presse et de salaison employant un personnel de 15.000 femmes, de 1.500 à 2.000 ouvriers soudeurs, plus de 600 manœuvres et ouvriers divers, distribue annuellement de 10 à 12 millions de salaires et fait subsister 40.000 familles (200.000 individus). Il ne peut pas oublier les industries corrélatives, construction de barques, commerce des agrés, cordages, voiles, etc. qui sont nées de cette pêche et dont le sort est intimement lié au sien (1).

Jusqu'à ces dernières années la pêche de la sardine était très prospère ; le nombre des marins pêcheurs augmenta d'une façon constante et parfois très rapidement. C'est ainsi qu'en près d'un siècle la population des ports sardiniers, surtout en Bretagne, s'est

1. Cf. thèse de Ropers, 1906.

beaucoup développée. Quelques exemples sont intéressants à noter. Camaret-sur-Mer a passé de 710 habitants en 1830 à 2.360. Douarnenez de 2.018 à 13.607. Concarneau de 1.555 à 7.789, etc. Ces rapides accroissements sont dus surtout à l'émigration des habitants de la campagne vers les ports où les attiraient des salaires plus élevés, ce qui est une preuve de l'état de prospérité où se trouvait la pêche sardinière.

Mais depuis quelques années la situation a beaucoup changé pour plusieurs raisons que nous examinerons successivement.

La première de ces raisons est l'émigration de la sardine des côtes de Bretagne et de Vendée vers d'autres régions. Cette disparition commença aux environs de 1902 et devint presque totale en 1903 sans que la cause en fût bien connue; on est réduit sur ce point à ne faire que des hypothèses, d'après les observations des marins et des savants ichtyologues. On a constaté depuis nombre d'années déjà que ce poisson était d'humeur assez voyageuse; les pêcheurs prétendent qu'il émigre d'une façon régulière suivant un cycle déterminé; c'est pourquoi les années d'abondance succèdent aux années de disette tous les trois ans environ. M. de Varigny (1) se basant sur des documents historiques, a écrit que la sardine se fait rare tous les quinze

1. Choses de la mer, *le Temps* du 4 février 1903.

à vingt ans pour revenir ensuite avec son abondance habituelle. Parfois les périodes de rareté sont très longues. Quoi qu'il en soit, à partir de 1902, la littoral breton et vendéen subit une crise des plus aiguës ; la plupart des pêcheurs durent à la charité publique de ne pas mourir de faim. Quelques-uns seulement arrivèrent à se suffire, grâce à la pêche d'hiver qui cependant cette année-là fut bien mauvaise. On peut se faire une idée à peu près exacte de la situation du marin sardinier à l'aide des statistiques suivantes :

Le rendement de la pêche à Concarneau fut :

Pour 1902 : 76.500.000 sardines vendues. 1.430.000 fr.

Pour 1903 : 90.000.000..... 1.670.000 fr.(2)

Si on compare ces chiffres à ceux des années 1900 et 1901 considérées comme représentant un rendement moyen, on constate la grande infériorité des années 1902-1903.

Pour 1900 : 274.000.000 sardines vendues.. 2.970.000 fr.

Pour 1901 : 270.000.000..... 2.693.000 fr.

Quant au gain du matelot pendant la période de crise, on a calculé qu'il s'élevait à une moyenne de 290 francs plus le supplément de la pêche d'hiver qui

2. Rapport de M. Rivoal, employé de l'Inscription maritime à Concarneau. Voir thèse de Ropers, p. 78.

dure environ seize semaines (déduction faite des jours de chômage forcé, de tempête), soit 80 francs à raison de 5 francs par semaine, ce qui donne un bénéfice total de 370 francs. Or comment peut vivre une famille composée ordinairement de quatre ou cinq membres avec un budget de moins de 400 francs ? Il est vrai que souvent la femme travaille de son côté à l'usine, quand les enfants sont un peu grands, mais au cours de ces mauvaises années les usines n'ont employé qu'un personnel restreint (1) et le salaire des femmes n'a pas dépassé 60 à 80 francs.

Dans certaines parties du littoral breton, le sort des pêcheurs fut plus dur encore ; les sardiniers de Crozon, par exemple, qui avaient gagné 700 francs en 1900 n'en ont gagné que 150 en 1902 ; ceux de Camaret ont eu 120 francs (2). A Audierne la production moyenne de la pêche pour les années antérieures à 1902, avait été de 562.000 francs, elle est tombée en 1902 à 40.000 francs (dix-sept fois moins que la moyenne).

En 1904, la situation s'est améliorée d'une façon sensible, mais 1905 a été défavorable : « Cette année, dit M. le Bail dans un article du *Matin*, les pêcheurs des îles Tudy et Lesconil ont réalisé à peine un gain de 120 à 160 francs ; à Audierne, le Guilvinec et Pen-

1. Au Guilvinec 4 usines qui avaient fabriqué l'année précédente 28.000 caisses de sardines n'en ont fourni que 300 en 1902.

2. Cf. l'article de M. Bourdeau, dans le *Figaro* du 12 octobre 1903.

march, la moyenne a été de 60 à 80 francs » (1). A partir de 1907, une ère meilleure a commencé par suite du retour partiel de la sardine. Le gain moyen des pêcheurs fut : à Douarnenez, 425 francs ; à Audierme, 225 francs ; à Lesconil, 325 francs ; au Guilvinec, 500 francs ; à Penmarch, 280 francs : à l'île Tudy, 210 francs (2).

Nous avons déjà dit que la rareté de la sardine n'était pas un phénomène nouveau, qu'il s'était produit dans le passé, mais sans engendrer une crise aussi grave ; les pêcheurs avaient réussi jusqu'alors à gagner leur vie grâce au gain fourni par les autres pêches et quelques travaux à la campagne. Aujourd'hui, toutes les pêches sont tombées ; la saison d'hiver ne permet plus aux marins de rétablir l'équilibre de leur budget quand la campagne sardinière n'a pas été bonne. Ainsi, à Penmarch et au Guilvinec, la pêche au maquereau, il y a vingt ans, rapportait de 700 à 800 francs ; il y a dix ans, les bénéfices étaient déjà réduits de moitié (400 à 500 francs), et aujourd'hui, elle ne rapporte guère plus de 70 à 100 francs. Au Guilvinec, la pêche au merlu était très bonne il y a dix ans ; en cinq mois, elle rapportait 500 francs ; aujourd'hui, elle ne vaut plus le « liège des filets ».

1. Cf. le numéro du *Matin* du 26 décembre 1905.

2. Congrès des pêches maritimes des Sables-d'Olonne, 1909. Séance générale sur le crédit maritime.

La condition économique du pêcheur breton est donc bien précaire, tant pour le patron propriétaire de sa barque que pour le matelot, et peut-être même le premier est-il plus à plaindre que le second, car, comme nous l'avons vu à propos des pêches sur la Manche c'est à l'aide du lot supplémentaire que le patron touche qu'il doit payer les frais d'entretien du bateau et des engins, amortir le capital engagé dans la construction; or, si cette seconde part se trouve réduite, les frais généraux restant les mêmes, le propriétaire est contraint de prélever une certaine somme sur ce qui était destiné aux frais du ménage. Jusqu'alors, le petit patron pêcheur avait un budget, plus que suffisant. ce qui lui permettait de mettre quelques économies de côté pour l'achat de filets neufs et surtout de la *rogue*, appât composé d'œufs de morue ou autres poissons dont la sardine se montre très friande. Aujourd'hui, ses gains ne lui permettent plus d'alimenter cette réserve; ce n'est pas sur 300 francs et même 200 francs que rapporte en certaines années (en 1908, par exemple), la pêche de la sardine qu'il est possible d'économiser. Le patron sans ressources et ne possédant pas le crédit suffisant pour emprunter dans de bonnes conditions en est réduit à chômer et à faire chômer ses hommes d'équipage, soit parce qu'il manque d'engins, soit surtout parce que la *rogue* est d'un prix trop élevé. C'est ainsi qu'en octobre 1909, une centaine de bateaux du port de Concarneau n'ont

pu prendre part à la campagne, faute de ressources pour acheter de la rogue.

La crise de la rogue vint en effet s'ajouter à la crise sardinière et contribua pour beaucoup à la misère du littoral breton, car la rogue est l'appât indispensable à tout pêcheur sardinier désireux de faire des pêches fructueuses, mais elle représente une très lourde dépense qui est presque toujours à la charge du patron (parfois les frais d'achat de la rogue sont supportés par l'équipage tout entier, mais c'est l'exception). Un baril de rogue coûte de 85 à 130 francs; or, il en est dépensé environ un par semaine, soit 20 par saison, ce qui fait, avec un prix moyen de 100 francs, une dépense de 2.000 francs. Cette somme est très considérable pour un petit patron, même pendant les années moyennes où la sardine se vend assez bien pour permettre de réaliser des bénéfices convenables, mais lorsque la pêche est mauvaise, comme cela se présente depuis quelques années en Bretagne et en Vendée, elle est ruineuse.

Le prix de la rogue s'est beaucoup élevé au cours de ces dernières années; on a calculé qu'il avait doublé et même triplé par suite des spéculations dont elle est l'objet de la part de quatre grandes maisons qui en font commerce, entourées de cinq ou six autres de moindre importance. Il résulte de cette élévation progressive du prix de la rogue que les patrons ne peuvent plus s'en munir, le cours étant au-dessus de

leurs moyens, et comme le fait remarquer M. Le Hérissé dans son rapport rédigé au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi sur la création des sociétés de crédit maritime : « Les résultats (de la pêche) auraient été moins défavorables si le prix modéré de l'appât avait permis de ne pas le ménager et d'en jeter une grande quantité pour lever et maintenir le poisson à la surface. » Cette élévation du prix de la rogue a donné lieu à des abus nombreux ; on a signalé, entre autres faits scandaleux, la conduite de certains capitalistes qui ont fourni filets et rogue à un patron sans ressources, pour toucher en retour moitié sur le produit de la pêche : c'est injustifiable.

La situation pénible créée aux marins et particulièrement aux sardiniers par cet ensemble de circonstances demandait qu'on y portât promptement remède. Les personnes qui habitent ces régions maritimes et s'intéressent au sort des pêcheurs ont étudié de près les causes de la crise afin d'en atténuer le plus possible les effets. Cet examen les amena à constater que des transformations profondes étaient survenues dans l'industrie de la pêche : l'apparition du chalutier à vapeur a opéré la substitution de la pêche hauturière à la pêche côtière, parce qu'il permet de gagner le large beaucoup plus rapidement et avec moins de danger que les voiliers, et, en outre, son outillage est très différent et permet, avec moins de travail, de faire des

pêches plus abondantes et par conséquent plus lucratives.

Mais ce ne sont pas là les seuls facteurs qui ont déterminé l'état d'infériorité actuel des pêches françaises. A côté des innovations dues au progrès, d'autres causes ont largement contribué à créer cette situation : un esprit nouveau s'est révélé dans les opérations commerciales relatives à l'industrie de la pêche. La fièvre de la spéculation a gagné une catégorie de commerçants qu'elle avait épargnée jusqu'alors. Profitant de l'obligation où se trouvent les pêcheurs de s'adresser à eux pour écouler les produits de leur pêche, ces intermédiaires, qu'on appelle des *mareyeurs*, parce qu'ils se chargent de faire parvenir la *marée* sur le marché, ne craignent pas d'imposer aux pauvres pêcheurs des conditions inacceptables pour la vente de leur poisson et de les contraindre à passer des marchés désavantageux en les mettant dans la dure alternative de ne pas trouver l'écoulement de leur marchandise ou de l'abandonner à des prix dérisoires, laissant une marge infime de bénéfices. On rapporte même que dans certains ports bretons, des mareyeurs ont poussé l'indélicatesse jusqu'à faire boire des marins afin d'obtenir d'eux des prix favorables. Maîtres du marché, ils ne prennent aucun souci de la situation souvent misérable des pêcheurs, mais se préoccupent avant tout de réaliser de gros bénéfices. Et cette tyrannie du mareyeur n'est pas spéciale à la Bretagne et à la Ven-

dée ; elle existe également sur les côtes de la Manche, un peu sur la mer du Nord, et dans la Méditerranée, dont nous allons dire quelques mots maintenant.

III. — *Méditerranée.* — Sur le littoral méridional la situation du pêcheur est meilleure et jusqu'à ce jour la nombreuse population qui vit de cette industrie n'a pas eu à subir les heures d'angoisse que connurent les pêcheurs bretons et vendéens. Ce n'est pas que dans la Méditerranée la situation des marins pêcheurs soit excellente : là comme ailleurs un ralentissement s'est produit dans l'industrie de la pêche à cause de la raréfaction du poisson et l'élévation du prix des engins, mais les pêcheurs ont mieux su défendre leur droit à l'existence que les marins de l'ouest. Prenant exemple de ce qui se pratique dans beaucoup de régions de l'Europe, ils se sont associés pour la défense de leurs intérêts et ont créé les *Prud'homies*, sorte de corporation dont le rôle est très étendu ; elles ont en effet pour mission, en dehors de la défense des intérêts professionnels des pêcheurs, de trancher suivant une procédure très sommaire les litiges qui peuvent s'élever entre leurs membres. L'une des plus connues de ces corporations, grâce à la brochure de M. Escard, est la *Prud'homie des pêcheurs de Martigues* qui a beaucoup fait pour l'amélioration du sort des adhérents, en fondant une caisse de secours et de retraite, une société d'assurance contre la perte ou les avaries de

matériel et surtout en mettant à la disposition des pêcheurs des engins trop onéreux pour leurs ressources.

Cependant, malgré cette heureuse action des Prud'homies le littoral de la Méditerranée se dépeuple, on abandonne la pêche pour travailler dans les villes parce que les capitaux nécessaires pour construire et équiper de forts bateaux destinés à la pêche au large font défaut.

La longue étude que nous venons de faire de la condition économique du pêcheur français nous amène à une constatation très nette; le marin pêcheur, surtout en Bretagne et en Vendée, est réduit à la misère parce qu'il manque de *capitaux*; toute sa faiblesse économique provient de l'absence de ce grand levier grâce auquel on peut surmonter les difficultés, s'affranchir de nombreux jugs : l'*argent*. C'est bien parce que le marin pêcheur manque d'argent qu'il ne peut se livrer à la pêche au large et se voit contraint de travailler dans les zones restreintes le long du littoral, appauvries par des pêches intensives et par l'abus d'engins qui détruisent le frai et les alvins. C'est également parce qu'il manque d'argent qu'il doit subir les dures conditions des marchands de rogue dont il pourrait se passer s'il disposait des sommes suffisantes pour acheter directement aux armateurs. Les mareyeurs enfin ne seraient plus les maîtres du marché si les pêcheurs

disposaient de capitaux leur permettant d'organiser des coopératives de vente qui se chargeraient d'écouler le poisson dans de meilleures conditions. Ainsi le pêcheur ne serait plus forcé de vendre immédiatement son poisson pour se procurer les ressources nécessaires à son industrie et à sa vie, et on ne verrait plus les écarts, si grands parfois, entre le prix d'achat sur le port et le prix de vente sur les marchés, dont parle M. Roussin, commissaire général de la marine en retraite, dans son rapport au congrès des pêches maritimes de Dieppe en 1898 sur la pêche coopérative.

Il faut, avant tout, faire cesser l'isolement économique où se trouve le pêcheur, isolement qui a engendré en grande partie l'état de crise qui sévit actuellement, et le meilleur moyen de mettre fin à cet isolement est de faciliter aux marins l'accès du capital par le *crédit*.

Les populations maritimes qui s'étaient suffi à elles-mêmes jusqu'à ces dernières années se trouvent tout à coup acculées aux nécessités de la vie moderne qui comportent un changement radical dans l'outillage et les procédés de vente. Le marin dépourvu de ressources ne peut s'en procurer en restant isolé : il n'a pas de crédit et ne peut par conséquent opérer ces transformations sans le secours de l'usurier. Mais la collectivité des marins groupés dans un même sentiment de solidarité, peut offrir au capitaliste des garanties suffisantes pour lui permettre de prêter à des conditions

avantageuses aux emprunteurs. L'exemple du crédit agricole dont les effets sont si heureux en sont une preuve éclatante ; à l'état de gêne qui régnait dans les campagnes par suite du manque de capitaux a succédé dès l'institution du crédit mutuel, une ère de prospérité.

Les personnes qui de concert avec les pouvoirs publics ont travaillé à l'amélioration du sort des marins ont songé tout naturellement, en présence de la crise subie par l'industrie de la pêche, à organiser le crédit en faveur des pêcheurs sur le modèle de l'institution en fonctions chez les agriculteurs. Ils ont cherché à mettre à la disposition des marins le capital devenu indispensable à la rénovation de l'industrie de la pêche.

Le Parlement a favorisé ce rapprochement du capital et du travail en étendant, par la loi du 23 avril 1906, les dispositions de 5 novembre 1894 sur le crédit agricole aux petits armateurs, pêcheurs et ostréiculteurs : il a organisé le crédit maritime mutuel grâce auquel le marin pourra trouver prêteur pour reconstituer son matériel ou acheter des appâts. Et comme le faisait remarquer M. Baudin dans son rapport général du budget de 1906 : « Le pêcheur aura dorénavant la faculté, sans avoir besoin de recourir à l'usurier, de se procurer le bateau robuste et ponté qui lui permettra d'affronter les mers houleuses d'hiver et d'acheter les appâts sans lesquels il n'est pas de bonne pêche pos-

sible. Il lui manquait un bon instrument de travail et pour se le procurer il eût fallu une somme considérable, trop élevée même en comparaison du crédit qu'on aurait pu lui faire : par l'intermédiaire des caisses il pourra l'acquérir. »

CHAPITRE II

LE CRÉDIT MARITIME A L'ÉTRANGER

Avant d'étudier l'organisation du crédit maritime en France, il est intéressant de connaître ce qui a été fait chez nos voisins et même dans les pays éloignés qui ont à cœur de sauvegarder et de développer l'industrie de le pêche. Le crédit maritime existe en effet déjà dans nombre de pays maritimes où il a été doté d'une organisation particulière, assez variable suivant la législation nationale ; l'ensemble de ces types différents de sociétés furent pour le législateur français un vaste arsenal qu'il mit à contribution pour édifier le plan des sociétés de crédit créées en France.

Afin d'obtenir des renseignements précis au sujet du crédit maritime à l'étranger, le ministre des Affaires étrangères demanda, avant la discussion du projet devant les Chambres, à nos représentants français à l'étranger de se documenter sur la question, et ces der-

niers ont transmis au quai d'Orsay le résultat de leurs enquêtes (1).

I. — *Angleterre*. — D'après un rapport adressé au Parlement par le service chargé des *friendly societies*, il n'existe pas, à proprement parler, des sociétés de crédit mutuel organisées avec le concours de l'État ; on n'y rencontre que des sociétés, en nombre très restreint d'ailleurs, qui ont pour but de distribuer des secours en cas de naufrage ou de perte totale ou partielle des bateaux ou des engins de pêche. Ce sont simplement des sociétés de secours mutuel et d'assurance du matériel qui indemnisent en cas de sinistre mais ne font pas d'avances pour aider le pêcheur à acheter des appâts ou à entretenir son matériel de pêche. On comptait dix sociétés de ce genre en 1906, réparties de la façon suivante : deux dans le comté de Cornwall, une dans le comté de Durham, deux dans celui de Lincoln, une dans chacun des comtés de Norfolk, Northumberland et Sussex, deux dans le comté de Suffolk. Les revenus de ces sociétés ont été en 1906 de 810 livres sterling, dont plus de la moitié, 546 livres représentaient les souscriptions et les donations à elles faites. Les pertes et avaries leur ont fait déboursier 352 livres, 324 livres ont été versées pour pensions à des veuves et des orphelins, 127 livres pour des secours à des malades ou des

1. Voir le rapport de M. Chaumet, *documents parlementaires* 1908, p. 661 (Chambre des députés).

vieillards, 25 livres pour des décès de membres, 24 pour des souscriptions charitables et 178 pour les frais de gestion.

II. — *Autriche*. — Le ministère impérial n'a encore rien fait en ce qui concerne le crédit maritime, et la principale raison en est que la population maritime s'adonnant à la pêche est assez faible; cette industrie est exercée en grande partie par des marins italiens de la côte vénitienne qui ont la faculté, en vertu du traité de commerce austro-italien, de pêcher dans les eaux territoriales autrichiennes. Cependant le ministère impériale et royale du commerce se préoccupe depuis quelque temps de créer en Autriche une organisation analogue à celle qui fonctionne en Hongrie ou un fonds de secours, s'élevant actuellement à la somme de 32.581 couronnes, est affecté à l'usage des pêcheurs et leur est distribué sous forme de secours, pensions ou prêts.

III. — *Russie*. — Dès 1902, une caisse de prêts pour les pêcheurs était fondée dans le district de Krasnovodsk, dans le but de venir en aide aux pêcheurs dans leurs efforts pour obtenir des perfectionnements dans les procédés de pêche et de leur fournir le crédit à bon marché afin de les soutenir dans leur industrie. Un règlement sévère assure la bonne marche de la société qui est garantie, par ailleurs, contre les procédés indéliçats dont les marins pourraient faire usage,

par l'assurance mutuelle et obligatoire imposée aux bateaux de pêche appartenant aux habitants de la province. Cette assurance est également imposée aux bateaux de pêche dont sont propriétaires les habitants de la province d'Arkangel. Il existe, en outre, une caisse des pêcheurs à Astrakan.

IV. — *Japon*. — Le Japon ne s'est pas désintéressé du sort des marins pêcheurs qui forment un contingent important de la population nationale, étant donné la situation géographique de ce pays. Aussi, aussitôt après la guerre contre la Russie, le gouvernement mit-il à la disposition des pêcheurs 40 millions de yens, ce qui représente en monnaie française une somme de 90 millions environ, le yen valant 2 fr. 75 ; cette somme est divisée entre les différentes sociétés de pêche qui seules ont le droit d'en bénéficier.

Italie. — Le crédit maritime a été organisé, en Italie, d'une façon spéciale par la loi du 11 juillet 1904 qui accorde : « des concessions spéciales aux sociétés coopératives de travail et de production qui seront formées entre les inscrits maritimes exerçant l'industrie de la pêche et constituées en un syndicat général unique ». Il ne s'agit donc pas ici de la création de caisses de crédit spéciales, ayant pour seul objet de consentir des prêts aux pêcheurs, mais seulement de sociétés coopératives habilitées à recevoir des subventions destinées à faciliter l'exercice de la profession de pêcheur.

Ces sociétés doivent se constituer en un syndicat général unique pour une même région maritime, lequel constitue une caisse et touche, à titre de fonds de caisse, un premier versement de l'État de 30.000 fr.(1); l'État joue ici le rôle des caisses régionales à l'égard des caisses locales, en aidant le syndicat général à former son capital social.

A cette première somme, le syndicat joint la subvention de 10.000 fr. à laquelle il a droit chaque année, et le montant des prélèvements de 2 1/2 0/0 sur les bénéfices nets des sociétés coopératives qui le composent, que la loi l'autorise à opérer pour compléter son fonds de caisse.

Ce capital n'est pas destiné à consentir des avances aux membres des sociétés : il est employé à l'amélioration du sort des pêcheurs d'une façon plus détournée.

Grâce à ces ressources, les syndicats ont fondé des sociétés d'assurances mutuelles pour les pêcheurs et pour leurs barques et leurs filets. Ils ont organisé un service de contrôle sur la côte par l'achat de bateaux garde-pêche; la zone de pêche a été étendue par des procédés nouveaux de transport et de conservation des produits. Dans nombre de ports, des sociétés coopératives ont été constituées, pour faciliter l'écoulement des

1. Le syndicat de l'Adriatique a touché un premier versement pour constitution de fonds de caisse, de 50.000 fr., et reçoit chaque année, sa subvention de 10.000 fr.

produits de la pêche par la vente en commun, ou pour procurer des débouchés plus rémunérateurs ; ces sociétés se sont développées surtout sur les côtes de l'Adriatique. L'outillage nécessaire au fonctionnement de ces diverses institutions est acheté à l'aide des subventions fournies par les syndicats, dont l'intervention est également des plus utiles, pour faciliter à ces sociétés l'accès des banques populaires, si nombreuses en Italie, ou des autres institutions de crédit, et aussi pour représenter les sociétés devant les tribunaux, et dans les conflits qui peuvent surgir à l'occasion de la pêche.

Comme au Danemark, c'est le ministre de l'Agriculture qui est chargé de prendre toutes les mesures susceptibles d'améliorer la condition des pêcheurs. Ainsi un crédit de 80.000 francs a été inscrit au budget de l'année 1903-1904, et un second crédit de 30.000 francs pour les trois années suivantes a été ajouté pour constituer le fonds initial des sociétés coopératives de pêche. Un troisième crédit de 100.000 francs est prévu à répartir sur les différents exercices de 1905 à 1915. Toutes ces subventions sont portées au chapitre du ministère de l'Agriculture (1).

Suède. — La première étape de l'institution du crédit maritime eut lieu, en Suède, en 1891 et consista, dans le vote, par le Riksdag, à la requête du gouvernement,

1. Cf. *Revue politique et parlementaire*, 1906, p. 165. — *Le Crédit maritime* par M. L. de Seilhac.

d'un « fonds pour l'avancement de l'industrie de la pêche ». Ce crédit devait être consenti aux conseils généraux (landsting) ou aux sociétés d'économie rurale (hushall-minssällskap) qui s'engageraient à faire des avances aux pêcheurs pour les aider dans l'achat de bateaux ou d'engins, ou pour la construction et l'aménagement d'établissements se proposant l'exploitation des produits de la pêche.

Le Riksdag vota 100.000 couronnes dont la moitié fut affectée à l'exercice 1892 et l'autre moitié à l'exercice suivant. A ce crédit devaient être ajoutés les intérêts des prêts consentis sur ce fonds. En 1901, le Riksdag doubla le fonds voté en 1893 et depuis cette date il ajouta une somme de 550.000 couronnes, de sorte qu'en 1908 le crédit s'élevait à 750.000 couronnes, dont 80 0/0 devait être affecté au gouvernement de Bokuslan et 20 0/0 aux autres gouvernements.

Les décrets royaux du 3 juin 1892, du 19 mai 1893 et du 8 février 1900 réglèrent le mode d'émission des prêts consentis.

Aux termes du premier de ces décrets, les prêts étaient amortissables en huit ans, à raison d'un huitième par an. D'après le décret de 1893, les intérêts de la première année furent supprimés, et le délai de huit ans devint un maximum qu'on pouvait ne pas atteindre pour le remboursement. Le décret de 1900, enfin, arrêta que le maximum pour l'amortissement serait de dix ans, mais que les sommes annuelles à verser resteraient les

mêmes, suivant l'engagement pris par l'emprunteur.

Actuellement, c'est le décret royal du 12 janvier 1904 qui règle les conditions dans lesquelles les prêts sur ce fonds seront consentis. Les principales dispositions de ce décret sont les suivantes :

1^o Le fonds, affecté à l'industrie de la pêche, devra être administré par la Trésorerie royale qui a qualité pour verser aux conseils généraux qui ont pris l'engagement de s'accuper d'œuvres de mer, et aux sociétés d'économie rurale, sur la présentation des reconnaissances de ces organes et sociétés.

2^o Le délai accordé pour le remboursement intégral des prêts consentis est, au maximum de dix ans ; cette limite n'a donc pas été modifiée par le décret de 1904, qui stipule, en outre, comme le faisait le décret de 1900, que le montant des versements annuels devra toujours être égal, sans compter les intérêts dus qui devront être ajoutés aux versements annuels.

3^o La Trésorerie ne pourra réclamer d'intérêts la première année où le prêt aura été consenti, mais cette mesure libérale ne s'étend qu'aux avances faites aux conseils généraux et aux sociétés d'économie rurale (1). A partir de la seconde année, un intérêt de 3 0/0 est exigé, sur le montant des sommes qui n'ont pas encore été remboursées.

Il n'existe donc pas en Suède, d'organisation parti-

1. Ces conseils et sociétés ne peuvent consentir des prêts supérieurs de 10.000 couronnes.

culière du crédit maritime; la majorité des prêts est consentie directement par l'État aux pêcheurs qui en font la demande, en justifiant de l'emploi auquel ils destinent ces fonds. Les seuls organes qui servent d'intermédiaires entre l'État et les particuliers sont les conseils généraux et les sociétés d'économie rurale qui consentent à remplir cette mission.

V. *Norvège*. — La Norvège est le premier pays qui ait inscrit au budget de l'État une certaine somme destinée à venir en aide aux pêcheurs, et cette innovation née du souci d'assurer la prospérité de la pêche paraît toute naturelle de la part d'un peuple essentiellement marin. Ce fut en 1883, que, sur l'initiative de la « Selskabel for dé Norke fiskerier frenine » (société pour le développement des pêcheries norvégiennes) le Storting vota d'abord une somme de 200.000 couronnes (280.000 fr.). Quelques années après, en 1892, 100.000 couronnes furent ajoutées à la somme primitive, puis 200.000 en 1893, 300.000 en 1894, 500 000 en 1899, enfin 900.000 couronnes en 1907, ce qui élevait la somme totale à 1.400.000 couronnes (1.540.000 fr.). Ces fonds, désignés sous le nom de « det ældre havfiskefond » ou le fonds ancien, est destiné à permettre aux pêcheurs l'achat de navires de pêche construits dans les chantiers nationaux. On ne peut emprunter pour plus des $\frac{3}{4}$ de la valeur du navire, s'il est neuf, et pour plus des $\frac{2}{3}$ s'il a déjà navigué, et dans aucun cas la somme prêtée ne peut dépasser 20.000 couronnes (28.000 fr.). L'esti-

mation du navire à acquérir est faite par le bureau Véritas norvégien, abstraction faite des engins de pêche qui peuvent se trouver à bord.

Le prêt est accordé pour une durée de dix à quinze ans et donne droit à un intérêt de $2\frac{1}{2}$ 0/0 par an à partir de la seconde année seulement. Le bateau doit être assuré contre les risques de mer et d'incendie et sa police d'assurance constitue, avec une première hypothèque sur le navire, la garantie exigée par l'État. Il peut se faire que l'État consente des avances pour l'achat de navires neufs ou d'un type approuvé et spécialement aménagés en vue de la pêche maritime et accepte une garantie collective autre que l'hypothèque, par exemple, une garantie offerte par une commune. Dans ce cas les prêts ne peuvent excéder les $\frac{2}{3}$ de la valeur estimée du navire, pour les navires neufs, et la moitié pour les navires ayant déjà navigué. Ces prêts comportent un intérêt de $1\frac{1}{2}$ 0/0 la première année et de $2\frac{1}{2}$ 0/0 les autres années, ils doivent être amortis dans une période de quinze ans.

Les avances ne sont consenties qu'à des personnes qui s'intéressent à l'industrie de la pêche, et la loi ordonne qu'avant chaque demande d'emprunt une enquête sérieuse soit faite par l'inspecteur des pêches du district ou son délégué, pour établir jusqu'à quel point le demandeur s'intéresse à l'industrie des pêches ; l'inspecteur doit surveiller l'emploi des fonds prêtés

et tenir l'administration au courant de cet emploi.

L'expression « industrie maritime » contenue dans la loi a un sens très large et comprend toutes les industries connexes à la pêche, destinées à contribuer à son développement (fabriques de conserves, d'engins, etc.), mais ces prêts sont surtout réservés à l'achat de machines ou à la mise en œuvre, dans le district, de procédés nouveaux plus perfectionnés.

Tous les emprunts ne sont définitifs que lorsque les constructions sont entièrement achevées et qu'une enquête établit que toutes les conditions de la demande d'avances sont réalisées.

Le règlement du 20 novembre 1903 détermine quelles sont les formalités à remplir pour obtenir un prêt en vue de l'acquisition ou l'aménagement de navires de pêche. La demande doit être adressée à l'administration du district (circonscription qui correspond à notre département) et contenir les renseignements suivants :

- 1° La profession du demandeur.
- 2° Le lieu de sa résidence.
- 3° S'il y a plusieurs associés, à combien s'élève la part de chacun.
- 4° Le nom de l'armateur, gérant.
- 5° La valeur de l'emprunt demandé.
- 6° Le délai dans lequel il doit être versé.
- 7° Le genre de pêche auquel est destiné le navire.
- 8° L'estimation de la valeur du navire qui doit être

faite par *trois* personnes étrangères au demandeur, au courant des choses de la mer et choisies par le jury d'après les dispositions de la loi du 28 août 1854.

Si les trois experts ne peuvent s'entendre sur la valeur du navire, ils doivent être remplacés par trois autres dont les capacités et la bonne foi seront certifiées par le magistrat du district ou l'officier de police. Les experts devront rédiger un rapport d'estimation mentionnant quand, où et par qui le navire a été construit ; il indiquera le tonnage brut, la largeur, la longueur, le tirant d'eau et les matériaux employés dans la construction. En ce qui concerne les agrés un état séparé fournira tous les renseignements.

Les experts peuvent avoir également à se prononcer sur un navire ayant déjà servi ; leur rapport doit alors indiquer quel est son état de navigabilité touchant la coque et l'ornement.

Si les garanties offertes par l'emprunteur sont autres que celle de l'hypothèque sur le navire, elles doivent être énumérées dans la demande et pourront être acceptées si elles sont conformes aux règlements de la caisse des prêts (ceux-ci admettent la garantie de la commune, celle de trois cautions dont la solvabilité est attestée par le magistrat du district ou par l'officier de paix, etc.).

Nous avons dit plus haut que la police d'assurance du navire était, avec l'hypothèque la garantie exigée par l'État de l'emprunteur, les règlements prescrivent que

le montant du prêt ne sera pas versé tant qu'à l'acte du prêt ne sera pas annexée l'attestation d'une compagnie d'assurance certifiant que le navire est assuré jusqu'à la fin de l'année pour les trois quarts de sa valeur, que la prime a été payée et que la compagnie a reçu notification de l'affectation de l'assurance à la garantie de l'emprunt et a donné l'annotation nécessaire à ce sujet.

La loi du 4 mai 1901 dispense les navires d'enregistrement : cette mesure peut nuire beaucoup à la facilité d'emprunter pour l'acquisition de navires, car il sera plus difficile de posséder la preuve certaine que le demandeur est le vrai propriétaire. C'est pourquoi, en pareil cas, des renseignements très complets devront être fournis, indiquant que l'emprunteur est bien le propriétaire du navire et que ce navire est libre de toute hypothèque. Si le propriétaire ne peut produire la preuve légale de sa qualité, il lui sera permis de présenter un certificat signé du magistrat du district, de l'officier de police, d'un notaire public ou de deux personnes dont la bonne foi est certifiée par le magistrat ou l'officier de paix.

Lorsque l'emprunt est destiné à la construction ou à l'amélioration d'établissements industriels maritimes un mémoire détaillé doit être joint à la demande pour attester que la construction a bien pour but d'aider au perfectionnement ou au développement de l'industrie

des pêches. Si le prêt est garanti par hypothèque sur la construction, trois personnes estimeront la valeur des bâtiments ou des machines et le montant de cette estimation sera jointe à la demande.

Les sommes mises à la disposition des marins et des personnes susceptibles de s'intéresser à l'industrie de la pêche furent bientôt insuffisantes et beaucoup de demandes d'emprunt ne pouvaient être satisfaites ; la création d'un second *fonds* d'avances s'imposait et le Storthing, dans sa séance du 20 mai 1900 créa le *fonds* nouveau ou Nye havfiskerfond qui fut d'abord doté de 500.000 couronnes, puis de 800.000, en 1902 et enfin de 900.000 couronnes, en 1907. Sa destination est plus spéciale que celle du premier fonds : aux termes de la loi de 1910, il doit être réservé à l'achat de bateaux de pêche à vapeur. Les conditions de l'emprunt sont différentes de celles que nous avons vues précédemment.

Le prêt ne peut être supérieur à 50.000 couronnes et ne doit représenter que la moitié de la valeur du navire. Les sommes prêtées portent un intérêt de 40/0, à partir de la seconde année seulement ; l'emprunteur doit amortir l'emprunt en dix ans. Les avances ne sont consenties que pour l'achat de bateaux cotés par le bureau véritas et dont la construction n'est pas antérieure à cinq ans. Tout ce que nous avons dit touchant la garantie de l'État, les enquêtes préalables exigées, les mentions que doit contenir le rapport remis à l'ins-

pecteur des pêches du district (profession du demandeur, lieu de sa résidence, nombre de personnes ayant des parts d'intérêt dans l'armement du navire, etc.), s'appliquent également aux prêts faits sur le fonds nouveau. Mais il y a, en outre, certaines formalités spéciales : ainsi la demande doit mentionner à quel genre de pêche le navire est destiné ainsi que sa cote par le bureau véritas norvégien et son certificat de jauge. Si la demande d'argent est faite en vue de la construction d'un navire, il faut présenter le certificat d'un chef de chantier constatant la commande, avec plan, devis, dimensions. L'emprunteur ne peut toucher les sommes, à lui consenties, qu'après l'achèvement du navire, la délivrance du certificat de jauge et de la police d'assurance constatant que le navire a été assuré contre tous les risques de mer et d'incendie pour les trois quarts de sa valeur et que la première prime a été payée.

D'après le règlement du 1^{er} février 1907, il faut que l'emprunteur établisse qu'il est le seul propriétaire du navire et peut l'hypothéquer, ou s'il est le mandataire de co-participants ou d'une société, qu'il a reçu tout pouvoir pour hypothéquer le navire.

Grâce à ces dispositions l'industrie de la pêche norvégienne s'est beaucoup développée. En 1898, on comptait en Norvège fort peu de navires de pêche à vapeur ; seul le port d'Aalesund en possédait quelques-

uns. La pêche se faisait à l'aide de petites barques à voiles de faible tonnage qui ne pouvaient guère s'éloigner des côtes (1). Aujourd'hui les navires de pêche à vapeur ont atteint le nombre de 244, dont 80 sont attachés au seul port d'Aalesund. Tous ces bateaux jaugent au moins 25 tonneaux. Il faut y joindre 51 bateaux à moteur de plus de 25 tonneaux et 217 bateaux à voiles d'un tonnage supérieur à 50 tonneaux.

Ces résultats obtenus en si peu de temps sont un témoignage de l'action énergique que peut exercer, sur l'initiative de l'État, une organisation de crédit suffisamment dotée, sur le développement des industries maritimes. Il est vrai que la Norvège est un pays favorisé au point de vue de cette industrie, mais n'empêche que le rôle joué chez elle par le crédit pourrait être également très heureux chez nous.

La grande objection soulevée en France contre le crédit maritime, l'absence de garanties suffisantes pour le prêteur : n'a pas effrayé le gouvernement Norvégien qui ne craignit pas de faire de fortes avances; et sa confiance ne fut pas trompée car d'après les statistiques publiées, des 500 premiers prêts effectués, 147 ont été totalement remboursés en cinq ans, 343 en

1. Voir dans le bulletin de la société d'encouragement à l'industrie nationale, 1899; l'exposition des pêches maritimes à Bergen par M. J. Pérard. — Cf., rapport de M. Pérard au congrès des pêches maritime des Sables-d'Olonne de 1909, sur le crédit maritime à l'étranger.

huit ans et 10 seulement ne furent pas recouvrés par l'État, ou du moins lui occasionnèrent des pertes.

Allemagne. — Le crédit maritime existe également en Allemagne depuis douze ans environ, sous forme de prêts hypothécaires. L'État, comme en Norvège, met à la disposition des marins pêcheurs une certaine somme qui fut d'abord de 100.000 marks pour augmenter progressivement jusqu'à 600.000 marks en 1907. Les avances sont faites directement aux marins pêcheurs et doivent être exclusivement employées à la construction et à l'achat de bateaux de pêche, les prêts ne peuvent être supérieurs à la moitié de la valeur du navire et sont libres d'intérêts pendant une période de cinq années; à partir de la cinquième année le prêt est productif d'un intérêt de 2 0/0 et commence à être remboursable par annuité jusqu'à la quinzième année, limite des prêts à long terme.

La plupart des avances faites aux marins sont employées par eux à l'achat de chalutiers à vapeur pour remplacer les barques à voiles.

A Hambourg surtout le chalutage à vapeur, à fait, grâce au crédit maritime, de grands progrès et le ministère de la Marine encourage de son mieux ce mouvement, car il lui permet de recruter pour la flotte un personnel instruit de jeunes mécaniciens et chauffeurs qui se sont formés à bord des chalutiers jusqu'à l'âge de la conscription. Le développement du chalutage à vapeur a

donné une forte impulsion à l'industrie de la pêche dont le rendement s'est sensiblement accru au cours de ces dernières années ; ainsi en 1908 les pêcheurs allemands ont pêché 96.778.000 kilos de poisson valant 21.805.441 marks alors que trois ans auparavant la pêche rapportait à peine 15 millions de marks. Dans le seul port de Gæstmünde les bateaux à vapeur pour la pêche, qui étaient au nombre de 38 en 1901, se sont élevés au nombre de 71 en 1908 sous l'influence du crédit maritime (1).

Danemark. — Les heureux effets du crédit maritime en Norvège et en Allemagne invitèrent le Danemark à suivre l'exemple de ses voisines ; il le fit en 1904 par la loi du 22 avril qui autorise le gouvernement royal à consentir aux marins pêcheurs, directement ou aux associations corporatives, des prêts jusqu'à concurrence de 200.000 couronnes (280.000 fr.), mises par l'État à la disposition de l'industrie maritime.

Lorsque le prêt a pour objet l'acquisition d'un bateau, son montant ne doit pas dépasser les $\frac{2}{3}$ de la valeur du navire, s'il est neuf, et la moitié s'il a déjà navigué ; dans ce dernier cas, la valeur du bateau doit être d'au moins 3.000 couronnes (4.200 fr.). Les prêts sont faits pour une période de dix ans à l'expiration de laquelle ils doivent être remboursés.

1. Cf. *la Revue maritime*, avril 1910.

La loi de 1904, autorise également les pêcheurs à fonder des associations de prêts destinées à procurer à leurs membres les ressources nécessaires pour l'acquisition de bateaux de pêche ou d'engins ainsi que pour l'amélioration des barques et du matériel. La fondation de ces associations est soumise à un ensemble de règles générales et de conditions.

D'abord, pour entrer dans ces associations, il faut être pêcheur de profession et pour avoir le droit d'invoquer cette qualité, il est nécessaire de justifier qu'on pêche par *profession en eau salée*, qu'on possède une barque et des engins, que les revenus du travail personnel, enfin, proviennent pour les deux tiers au moins de la pêche de mer. Tout groupe désireux d'obtenir des avances de l'État doit être au moins de vingt membres. Ce groupe doit adresser une demande au maire de Copenhague ou au préfet de la province où l'association a son siège social, dans le but de faire nommer une commission qui recevra mission de fonder l'association et de présenter les statuts adoptés par le groupe à l'approbation du ministre de l'Agriculture qui, étant chargé des questions relatives à la pêche, a dans ses attributions l'organisation du crédit maritime et la surveillance de ses opérations. L'association doit, pour être constituée valablement, obtenir l'adhésion de quarante membres au moins qui doivent être propriétaires d'une valeur totale en bateaux et engins de pêche, de

16.000 couronnes au moins. Il est interdit aux membres d'une association d'adhérer à une seconde société mais toute liberté est laissée de changer d'association avec l'assentiment du groupe auquel on s'est inscrit en premier lieu. Les pêcheurs faisant partie de ces sociétés de prêt sont tenus de payer une cotisation annuelle destinée à la constitution d'un fonds de réserve et dont le montant est fixé pour toutes à deux couronnes.

L'association est administrée par un bureau nommé par l'assemblée générale qui se réunit dès l'approbation des statuts par le ministre de l'Agriculture. Ce bureau fixe le montant des prêts à consentir à chaque membre sans que ce chiffre puisse excéder 15.000 couronnes. Il a en outre pour mission de surveiller l'emploi des fonds avancés et s'assurer que les remboursements des prêts sont effectués dans les délais fixés par la loi et qui sont : trois ans pour les emprunts contractés en vue d'acheter des engins de pêche ; six ans quand il s'agit d'acheter, d'améliorer des bateaux ayant déjà servi ou d'établir des glaciers ; dix ans pour l'achat ou la construction d'un bateau neuf : le bureau doit encore fixer le taux de l'intérêt des prêts qui doit être le même pour tous les associés sans qu'il puisse dépasser 4 0/0 par an. Enfin, dernière fonction du bureau, il tient le ministre de l'Agriculture au courant du fonctionnement de la société, lequel a le pouvoir de contrôler son administration et de se prononcer sur la dissolution de la société quand la majorité des membres l'a votée.

L'État accorde des avances à toutes ces associations constituées régulièrement, mais ces avances ne peuvent dépasser la moitié de la valeur des bateaux et engins appartenant aux associés. La société est tenue de payer à l'État un intérêt fixé à 3 0/0 pendant les cinq premières années et réduit ensuite d'un dixième chaque année.

Les pêcheurs danois firent bon accueil à la loi de 1904 et bientôt des associations de prêts furent constituées dans les principaux centres de pêche; en 1908, on comptait déjà 15 sociétés qui ont emprunté à l'État la somme de 308.000 couronnes (431.000 fr.). A joindre à ce chiffre celui des prêts consentis directement aux pêcheurs, en dehors des associations, et qui s'élève à 294.075 couronnes (1.111.705 fr.) représentant 159 prêts. Il faut ajouter également que les îles Féroë et l'Islande ne sont pas soumises aux dispositions de la loi de 1904; une loi spéciale en date du 5 mai 1905 institue en faveur des marins de ces régions le crédit maritime d'une façon spéciale. Elle ne prévoit pas d'associations de pêcheurs mais permet aux marins de demander à l'État des avances jusqu'à concurrence de 60.000 couronnes par an, moyennant le paiement d'un intérêt de 3 0/0; ces prêts jouissent des garanties exigées par la loi de 1904 (hypothèque, assurance obligatoire). Dix-neuf prêts ont été faits aux pêcheurs de l'île Féroë, pour une valeur de 94.150 couronnes.

La loi de 1904 n'avait été votée que pour une période de cinq ans, mais le Parlement la prorogea par la loi du 10 avril 1909 qui apporta quelques changements aux dispositions premières. Elle éleva d'abord le crédit annuel fait par l'État à 250.000 couronnes (300.000 fr.) puis réduisit le nombre de membres nécessaire à la constitution d'une association à 30, fixa la valeur globale que doivent représenter les bateaux et les engins appartenant aux adhérents à 14.000 couronnes (20.000 fr.). Ce sont là de simples modifications apportées aux dispositions anciennes, mais la loi de 1909 ajouta aussi des conditions nouvelles qui sont les suivantes :

1° Le pêcheur doit jouir du droit d'indigénat et être âgé de vingt-cinq ans au moins; il doit, en outre, produire un certificat signé de personnes sérieuses, au courant des affaires, attestant que le demandeur est sérieux, tempérant, économe, capable de conduire et de faire produire un bateau de pêche. Il doit également prouver qu'il n'a pas eu recours à un emprunt d'État pour acquérir un lot de terre, comme le permet la loi sur la propriété rurale ;

2° La loi de 1909 porte le taux de l'intérêt de 3 à 3 1/2 0/0 pour les prêts directs : ce taux peut être élevé à 4 1/2 0/0 par les associations pour les prêts qu'elles consentent à leurs membres.

Ces deux lois imposent aux emprunteurs une procédure spéciale qu'ils doivent suivre, des règles aux-

quelles ils doivent se soumettre pour jouir des libéralités qu'elles leur accordent. D'abord la condition essentielle pour que le pêcheur puisse faire sa demande d'emprunt est que le bateau au paiement duquel doit être affecté le prêt soit mis en chantier. Pendant que les travaux s'effectuent, une commission qui siège à Copenhague fait une enquête sur la solvabilité du demandeur, ses aptitudes professionnelles, etc. ; si la demande est acceptée, la commission estime la valeur du navire dès que sa construction est achevée et fixe le montant du prêt à consentir. Cette disposition est de nature à rendre plus difficile la mise en œuvre des dispositions de la loi de 1909, car le pêcheur qui n'a pas de capitaux ne peut pas aisément faire la commande d'un bateau. C'est là que doit entrer en jeu le crédit privé qui est à même en pareil cas de rendre d'utiles services au crédit d'État. Et en fait, les choses se passent ainsi, car les banques ont toute facilité pour se renseigner sur les garanties morales que présentent les individus et quand elles sont suffisantes, elles ne refusent jamais une avance de fonds qui leur sera remboursée par le crédit d'État. « C'est, disait un patron de barque, une œuvre de philanthropie et une affaire de toute sécurité. »

Au Danemark, comme en Norvège, grâce au crédit accordé par l'État, l'industrie de la pêche a prospéré, et les heureux effets de la loi de 1909 se sont bientôt

fait sentir ; la construction des bateaux à vapeur et des embarcations à moteur s'est développée d'une façon extraordinaire. L'*Aorborg den danske fiskeri flode* de 1909 dit que sur 4.120 bateaux au-dessus de cinq tonneaux, il y en a 654 munis de moteurs à pétrole. La condition des pêcheurs danois s'est beaucoup améliorée grâce à l'accroissement des bénéfices provenant de l'utilisation de ces barques à moteur. On cite, à titre d'exemple, le cas d'un patron d'Esbjerg qui, tous frais payés, y compris l'intérêt et l'amortissement de son prêt, a réalisé 7.000 francs de bénéfices, ce qui lui a permis de s'acheter une petite maison. On pourrait citer beaucoup d'autres cas de ce genre, car la côte est parsemée maintenant de jolis cottages élevés par des pêcheurs possédant quelques économies. Là encore le crédit maritime a donné une forte impulsion à l'industrie de la pêche dont le produit a sensiblement augmenté puisqu'il s'est élevé de 5.500.000 couronnes en 1902 à 15 millions en 1910.

Par une quatrième loi l'État a voulu favoriser le développement des pêches d'Islande au profit des Danois qui jusqu'alors y participaient peu, alors que les marins de tous les pays en tiraient de grands bénéfices. Sur la demande de M. Lauritsen, armateur à Esbjerg, l'État accorda une subvention représentant les deux tiers de la somme nécessaire pour faire construire dix bateaux du type ordinaire du port d'Esbjerg, comprenant un équi-

page de 6 ou 7 hommes et munis d'un moteur de 30 H-P. Cette flottille prit part à la campagne de pêche de 1908 et avec un complet succès, si bien que beaucoup d'armateurs, auparavant incrédules ou hésitants, vont faire des armements nouveaux qui auront toutes les chances d'être d'un bon rapport. Les pêcheurs d'Islande, jouissent encore d'un crédit spécial de 100.000 couronnes (140.000 francs), augmenté du tiers des amendes pour pêche illégale, désigné sous le nom *d'Island fiskeri fond*. Cette somme peut être affectée à des prêts ou à la subvention de diverses institutions utiles aux gens de mer. On peut encore l'employer à payer des voyages d'études aux jeunes gens les mieux doués afin qu'ils connaissent les procédés de pêche, de conservation ou de vente du poisson en usage dans les pays voisins.

CHAPITRE III

HISTORIQUE DE L'INSTITUTION DU CRÉDIT MARITIME EN FRANCE

Les excellents résultats obtenus à l'étranger, grâce à l'organisation du crédit en faveur des pêcheurs, étaient bien de nature à donner confiance aux personnes qui, en présence des misères dont souffraient nos marins, songeaient à instituer en France une organisation analogue, afin de permettre aux gens de mer de se procurer des fonds à bon compte. La genèse de ces petites banques de marins est intéressante à connaître, car elle démontre toute la puissance d'action dont dispose l'initiative privée quand elle fait preuve de discernement et de persévérance.

Ce fut au plus fort de la crise sardinière que la question du crédit maritime fit l'objet, pour la première fois, d'une discussion générale ; elle avait, sans doute, été examinée, auparavant, au cours d'entretiens particuliers, par les intéressés qui cherchaient de tous côtés

les moyens de remédier à leur triste situation, mais elle n'avait pas encore attiré l'attention publique.

Les 4 et 5 décembre 1904 les marins pêcheurs de Douarnenez tinrent un congrès où ils examinèrent leur situation et les mesures susceptibles de l'améliorer. Un des orateurs, M. Le Bail, député du Finistère, dont le dévouement éclairé à la cause des marins est bien connu, développa la question du crédit maritime.

« Le crédit agricole, dit-il, permet au cultivateur de résoudre facilement quelques problèmes ardu, tels que l'achat des instruments agricoles perfectionnés et des engrais, ou le paiement du fermage sans avoir recours à la vente forcée des produits de la ferme à une époque où ces produits se vendent à bas prix. Eh bien ! mes amis pêcheurs, je vous promets d'user de toute mon influence près du gouvernement pour obtenir la création du crédit maritime ; et ainsi vous pourrez, comme les cultivateurs, recourir au crédit pour améliorer vos engins, acheter des bateaux pontés plus forts que les barques creuses sur lesquelles vous affrontez les périls de la mer et qui ont causé la perte de tant de braves gens. »

Cette promesse, le député de Quimper ne l'oublia pas ; soucieux de doter les pêcheurs d'une organisation capable d'accroître leur puissance de production et persuadé d'ailleurs que le crédit coopératif, en favorisant le rapprochement du capital et du travail, est le seul

moyen efficace d'assurer le développement économique de la pêche maritime comme de toute autre industrie. M. Le Bail étudia de plus près la question du crédit appliqué aux marins. Le crédit agricole dont l'état de prospérité était bien de nature à le fortifier dans sa foi offrait un modèle d'organisation assez simple et susceptible de s'adapter facilement aux besoins particuliers des marins pêcheurs.

Mais pour faire bénéficier les marins des dispositions de faveur dont jouissent les agriculteurs, l'intervention du Parlement était nécessaire. La première préoccupation de M. Le Bail fut donc d'éclairer la Chambre des députés sur l'état de souffrance où se trouvaient les populations maritimes de Bretagne et de Vendée afin d'amener le Parlement à adopter sa manière de voir et de faire voter l'organisation du crédit maritime. C'est pourquoi il exposa à la tribune, à la séance du 22 février 1905, dans un discours très documenté, la situation des pêcheurs bretons et vendéens et préconisa comme remède l'organisation du crédit maritime.

Élargissant le débat, il mit en lumière combien est dangereuse, pour la puissance de la France sur mer, la décadence de notre marine de pêche qui constitue comme une école d'apprentissage où les jeunes gens acquièrent les connaissances techniques et l'entraînement qui en feront de bons serviteurs de la patrie. « J'ai pensé, dit-il, que la situation qui était faite à nos pêches

maritimes, notamment à notre petite pêche côtière, méritait d'attirer l'attention du Parlement. Vous savez effectivement qu'il y a une connexité des plus étroites entre la production et le développement de nos pêches maritimes et la question du recrutement de notre flotte... La marine de pêche est la pépinière de nos marins de l'État, c'est le vaste réservoir dans lequel la République vient puiser les éléments qui sont nécessaires à la défense de la patrie... » Ce n'est plus l'intérêt d'une catégorie d'individus que M. Le Bail défend devant ses collègues, mais celui du pays, de sa puissance navale indispensable pour soutenir la politique coloniale de la France. Cet argument était bien de nature à produire impression sur une assemblée qui ne se désintéresse pas de l'avenir de la nation et qui a fait des efforts louables, bien que pas toujours heureux, pour rendre à notre marine son ancienne splendeur.

Après avoir fait valoir les avantages incontestables d'une population de pêcheurs nombreuse et prospère M. le Bail, reprenant le parallèle qu'il avait déjà établi au Congrès de Douarnenez entre le sort du cultivateur doté d'une organisation complète de crédit et celui du marin, isolé, sans ressources, il fit ressortir les bienfaits des caisses rurales, grâce auxquelles les agriculteurs ont vu fructifier leurs efforts, et demanda à la Chambre de faire pour les pêcheurs ce qu'elle avait déjà fait pour les premiers. « Il faut faciliter au moyen

du crédit maritime, aux pêcheurs qui de participants deviennent des salariés, l'accession à la propriété. Il faut instituer le crédit maritime pour réparer les pertes des casiers, filets, engins etc... il faut que le crédit soit tenu à la portée des syndicats maritimes pour que ceux-ci puissent acheter soit des bateaux viviers ou chasseurs, soit des engins. »

Non content de s'être efforcé de convaincre le Parlement par l'ardeur de sa parole, M. Le Bail voulut démontrer par les faits, à la fois la nécessité et la possibilité de la création du crédit maritime ; il résolut donc de fonder des caisses de crédit d'après la loi de 1867, sans attendre le vote du Parlement. M. Rivoal, directeur de l'école des pêches de Douarnenez, que M. Le Bail avait associé à son œuvre, se mit en devoir de parcourir les ports du Finistère pour amener les marins à se grouper afin de bénéficier des avantages résultant de l'association, dont l'un des plus importants est la pratique du crédit mutuel coopératif. M. Rivoal a raconté lui-même dans un rapport sur le crédit maritime, les résultats de sa campagne de propagande ; « ces malheureux, dit-il, éprouvés par la crise, ne craignirent pas de donner leur dernier sou pour entrer dans la société et constituer le fond de roulement ; et même les patrons pêcheurs, propriétaires de leur petite maison, s'engagèrent sur tout ce qu'ils possédaient dans une association dont la plupart des membres était d'une

grande pauvreté ». Cet élan permit d'établir entre mars et août 1908, neuf petites sociétés mixtes de coopération et de crédit, reliées entre elles par un office central renseignant sur l'état du marché des appâts(1) : les premiers jalons du crédit maritime étaient posés.

Mais les ressources dont disposaient ces petites caisses étant très faibles, on ne pouvait, par leur intermédiaire, acheter de la rogue et des engins, les prix en étant trop élevés ; on se borna donc à l'achat de tourteaux d'arachide, appât de second ordre qui fut adopté pendant la crise de 1880-1886 pour remplacer la rogue dont l'acquisition était devenue presque impossible aux marins. Les résultats obtenus par les caisses furent des plus heureux ; l'arachide dont le prix en 1904 était monté de 15 à 27 francs pour le sac de 75 kilos, se vendit, suivant un cours constant, au-dessous de 16 francs en 1905, grâce aux achats en gros effectués par les coopératives de crédit (2).

Fort de ce premier succès M. le Bail s'adressa de nouveau au Parlement pour faire consacrer officiellement par une loi l'institution du crédit maritime. Ses efforts furent couronnés de succès ; dans la première séance du 22 mars 1906, la Chambre des députés décida de disjoindre de la loi de finances les deux articles qui

1. Cf. Notes et notices sur la loi du 23 avril 1906, par M. Dufourmentel, *Annuaire de législation française*, 1906.

2. Rapport de M. Rivoal sur le crédit maritime.

figuraient sous les numéros 36 et 37 du projet, insérés sur l'initiative du gouvernement précédent et dont l'objet était d'autoriser « la création des sociétés de crédit maritime analogues aux sociétés de crédit agricole instituées par la loi du 5 novembre 1894 ». M. Baudin, rapporteur général du budget, fit à ce projet en accueil très favorable dans son rapport où, après avoir énuméré les services rendus aux populations de nos campagnes par les caisses de crédit agricole et comparé la situation des agriculteurs à celle des marins pêcheurs qui vivent dans un complet isolement économique, il dit : « Aux syndicats de marins qui se sont constitués sur les côtes, les deux articles de la loi donneront un emploi de leur activité dans un sens conforme à leur objet et favorables aux intérêts de leurs adhérents ; ils permettront à ces organismes de prendre conscience des services qu'ils peuvent rendre dans la sphère économique, en faisant preuve de sagesse, d'initiative et de prévoyance. »

M. Le Hérissé, nommé rapporteur du projet de loi, plaida chaleureusement la cause des marins pêcheurs, par une mise au point très minutieuse de leur situation, et la Chambre après un court débat, vota, dans sa séance du 10 avril, la loi organisant les caisses locales de crédit maritime, loi qui fut ensuite adoptée par le Sénat sans discussion, dans sa séance du 13 avril 1906.

Au mois de juin de la même année M. Thomson,

ministre de la Marine, manda M. Rivoal au ministère, pour lui permettre d'échanger quelques vues avec MM. Atthalin, Treyer et Servant, chargés d'organiser le crédit et de rédiger les statuts types.

Muni d'instructions précises, M. Rivoal revint en Bretagne pour y fonder des caisses locales dans les principaux ports du Finistère, (nous reviendrons plus loin sur ces fondations). Mais l'expérience révéla bientôt que ces caisses ne pourraient fonctionner normalement qu'avec l'aide d'une banque centrale ou d'une caisse régionale, destinée à consentir aux caisses locales des avances leur permettant de faire des prêts à long terme aux sociétés coopératives. Il fallait donner au crédit maritime un organisme complet à l'instar de celui du crédit agricole. C'est pourquoi, en attendant sa constitution définitive, le ministre de la Marine chargea M. Rivoal d'organiser à Quimper, suivant les dispositions de la loi de 1901 sur les associations, une *caisse régionale provisoire*, à titre d'expérience pour un an, sous la dénomination d'association des prêts maritimes de Quimper » (1). Fondée le 22 août : cette association reçut du ministère de la Marine un capital de 100.000 francs, destiné à consentir des prêts aux caisses locales déjà créées et à celles qui se forme-

1. Une autre association des prêts fut fondée à Port-Vendres sur le même modèle que celle de Quimper et reçut de l'État une avance de 25.000 francs.

raient dans la suite. M. de Kerjégu en fut nommé président et remplit cette fonction avec le plus admirable dévouement jusqu'à sa mort. De ce jour, le crédit maritime possédait un organisme complet, comprenant, à la base, des coopératives maritimes créées par les syndicats de marins; au milieu, des caisses locales, et au sommet, une association provisoire de prêts disposant d'un capital de 400.000 francs.

Cette caisse rendit de grands services aux pêcheurs en venant au secours des sociétés coopératives qui étaient objet de défiance de la part des fournisseurs. Mais bientôt les demandes de prêts affluèrent en tel nombre que la seule caisse de Quimper devint insuffisante; on sentit le besoin d'organiser sur la côte bretonne d'autres caisses qui permettent aux caisses locales de se développer. La loi du 23 avril 1906 demandait d'être complétée, comme l'avait été la loi de 1894 par celle de 1899, créant des caisses régionales agricoles. L'association des prêts de Quimper, comme celle de Port-Vendres, était une institution provisoire, destinée à remédier à l'insuffisance de la législation sur le crédit maritime, mais dont les moyens d'action ne répondaient plus aux besoins toujours grandissants des populations de la côte. C'est pourquoi un projet de loi visant la création de caisses régionales, fut présenté à la Chambre le 14 février 1908, qui l'adopta en seconde lecture le 19 juin 1909.

La campagne menée par M. Le Bail était couronnée de succès ; le député du Finistère avait promis aux marins de défendre leur cause près des représentants du pays, d'obtenir une législation complète sur le crédit maritime ; le but était atteint et déjà, sur les côtes bretonnes et vendéennes, l'avenir semblait moins sombre à ceux qui avaient connu la plus grande misère : le secours de l'État, avait mis un peu d'espoir dans leur cœur.

Avant d'entreprendre l'étude de la loi du 23 avril 1906, il est bon de faire remarquer que la fondation de caisses locales de crédit maritime n'est pas nécessairement subordonnée à l'application de cette loi. Il était possible, avant le vote de la loi de 1906, de constituer des sociétés de crédit ayant pour objet des prêts aux pêcheurs et aux coopératives conformément au droit commun des sociétés, d'après la loi du 24 juillet 1867 modifiée par celle du 1^{er} août 1893. Et aujourd'hui encore, la législation spéciale sur le crédit maritime ne s'impose pas ; elle est seulement mise à la disposition de ceux qui désirent organiser des caisses conformément à ses prescriptions. Le législateur n'a pas eu l'intention, suivant l'expression de M. J. Codet à propos du crédit agricole, de créer le crédit, mais de l'organiser suivant un mode susceptible d'en faciliter l'accès à tous ceux qui savent s'en rendre dignes. La loi de 1906 a voulu, par des formalités moins longues, beaucoup moins compliquées et dispendieuses que celles résultant de la loi de 1867, démocratiser en quelque sorte le crédit et par là le faire intervenir d'une façon plus active dans la vie économique de nos populations maritimes. Elle accorde un régime de faveur aux

sociétés constituées en vertu de ses dispositions, mais elle n'a pas la prétention de se substituer au droit commun en matière de société, lequel reste toujours applicable. D'ailleurs les caisses de crédit fondées antérieurement à la loi de 1908, continuent d'exister, et M. Thomson, ministre de la Marine, répondant à M. Lamy sur cette question, lors de la discussion de la loi (1) précisa bien que « les caisses anciennes ne disparaîtront pas plus que la loi de 1894 n'a fait disparaître les caisses agricoles qui existaient au moment de son entrée en vigueur ».

1. Cf. *J. off.* Débats parlem., 10 avril 1904, p. 1714.

CHAPITRE IV

LES CAISSES LOCALES DU CRÉDIT MARITIME MUTUEL (Loi du 23 avril 1906).

§ 1. — *Qui peut créer une caisse locale de crédit maritime ?*

L'article premier de la loi des 23 avril 1906 dit : « des sociétés de crédit maritime peuvent être constituées par la totalité ou une partie d'un ou plusieurs syndicats professionnels ». Il ressort de ce texte un premier point essentiel à noter : c'est que la création des caisses de crédit mutuel maritime est subordonnée à l'existence d'un syndicat professionnel d'inscrits maritimes ou gens de mer. La loi du 21 mars 1884 qui permet de se grouper pour la défense des intérêts professionnels, corporatifs, est la base sur laquelle repose l'organisation des caisses locales. Cette disposition, reproduite de la loi du 5 novembre 1894 sur la création des caisses de crédit agricole, fut très discutée et l'est encore. Beau-

coup de personnes ont protesté contre cette mesure qui, disaient-elles, est de nature à priver des bénéfices de la loi nouvelle une grande partie de ceux pour lesquels elle est faite. Lors de la discussion de la loi devant la Chambre, M. Étienne Lamy, dans la séance du 10 avril 1906 (1), après avoir fait remarqué que le texte primitif du projet portait que des sociétés de crédit maritime pourraient être constituées par les membres de syndicats ou d'*associations maritimes*, tandis que le texte soumis aux débats de la Chambre ne contient plus ces mots « associations maritimes », M. Lamy protesta contre cette modification, demandant à la Chambre un texte plus étendu : « Nous demandons le droit pour tous les inscrits maritimes de former des caisses de crédit maritime, qu'ils soient ou non membres d'un syndicat. » La raison de cette restriction est le désir de favoriser le développement de l'esprit d'association sans lequel il est impossible d'établir aucune organisation mutualiste. Il est évident que l'intention est excellente, mais les associations maritimes n'ont-elles pas aussi pour effet de développer le sens de l'association ? Dans les sociétés coopératives, par exemple, les membres apprennent à unir leurs efforts dans leur intérêt commun. Pourquoi alors avoir modifié, en excluant les associations maritimes, le texte primitif du projet ? Pourquoi forcer

1. Cf. *J. off.*, du 11 avril 1910. Débats parlem., p. 1714.

les membres d'une caisse locale à s'associer deux fois ?

Il semble, à première vue, que l'amendement proposé par M. Lamy mérite d'être pris en considération, car l'exclusion des associations maritimes peut leur porter un sérieux préjudice. Mais si on étudie de plus près le cas de ces associations, on remarque que, si elles développent l'esprit d'association, c'est toujours en vue de la défense d'intérêts particuliers, ceux d'une société déterminée, comprenant un nombre plus ou moins grand de membres ; elles n'habituent pas leurs adhérents à envisager l'intérêt général de la corporation et le législateur a voulu que la loi sur le crédit maritime, tout en contribuant à l'amélioration du sort des marins, fût en même temps un moyen de les former à la défense des intérêts *généraux* de leur profession. C'est pour-quoi il a imposé à tous les membres des caisses locales de faire partie de l'organisation syndicale, qui lui est apparue comme la seule bonne école où les principes de coopération soient enseignés, où se prenne l'habitude de la discipline qu'impose forcément toute vie collective. Les caisses de crédit, pour avoir des chances de succès, doivent être créées par des personnes capables de s'associer ; or, quel meilleur brevet de capacité que le titre de membre d'un syndicat ?

En outre, le syndicat constitue un groupement intime (il est vrai qu'il en est de même de l'association) où les membres peuvent acquérir une connaissance

exacte de leur valeur respective, condition indispensable au succès des caisses locales. C'est pourquoi M. Levasseur, membre de l'Institut, parlant du crédit agricole, a dit : « le syndicat agricole est la molécule germinative des caisses de crédit agricole ». M. Méline attachait la même importance au rôle des syndicats dans l'organisation du crédit agricole. « C'est en bas, c'est-à-dire dans chaque canton, sinon dans chaque commune, disait-il, qu'il faut trouver ce jury de classement, si on peut l'appeler ainsi, composé d'hommes impartiaux et compétents, en état de déterminer, presque à coup sûr, sous leur responsabilité, la capacité de crédit de chaque agriculteur ; ce jury doit composer la banque locale, qui constitue le premier anneau indispensable à la chaîne du crédit. » Tout cela est également applicable au crédit maritime qui a besoin de ce même cadre, de ce même jury de classement pour éviter de regrettables surprises.

Et le législateur a d'autant moins hésité à imposer cette règle, que l'adhésion à un syndicat n'exige qu'une cotisation minime, et que dans les régions où la loi de 1884 n'est pas appliquée, il est facile de fonder un syndicat, car les formalités requises à cet effet sont très simples et sans frais. L'autorisation du gouvernement n'est, en effet, pas nécessaire ; il suffit à quelques personnes d'initiative de réunir un groupe d'individus exerçant la même profession, de rédiger les **statuts**

syndicaux, choisir des administrateurs possédant la qualité de français et jouissant de leurs droits civils, en déposer la liste avec les statuts signés du président, à la mairie, et dont le maire doit donner récépissé. Toutes ces pièces sont exemptes du droit de timbre. Il s'ensuit donc, que ceux qui sont exclus des caisses locales, le sont de leur propre volonté, parce qu'il ont refusé d'entrer dans les syndicats.

Sans doute, les auteurs de la loi ont fait preuve de sagesse en exigeant des membres des sociétés de crédit une bonne éducation mutualiste, car le crédit maritime a pour base le principe de la mutualité qui suppose entre ceux qui veulent la pratiquer un lien solide : une association préalable susceptible d'offrir des garanties suffisantes. Or, c'est précisément ce lien qui manquait aux marins pêcheurs ; il ignoraient les heureux effets de l'union sur le terrain des intérêts professionnels, et bien souvent on a constaté que l'isolement dans lequel ils vivaient fut une des causes de leurs malheurs, par suite de l'impossibilité où il se trouvaient de lutter contre ceux qui les exploitaient. Grâce au syndicat, les marins prennent conscience de ce qu'ils peuvent faire pour empêcher les spéculateurs de s'emparer du marché, comme cela s'est produit pour la vente de la roque ; ils peuvent se connaître davantage, apprécier leurs qualités réciproques et c'est là un grand avantage que le législateur n'a pas voulu négliger. On peut donc approuver

la précaution prise à l'égard des membres des caisses locales ; elle est aussi utile au bon fonctionnement du crédit maritime qu'à la prospérité du crédit agricole.

Cependant, il semble que la loi de 1906 eût pu, sans faire courir à l'organisation des caisses locales de bien grands risques, conserver le texte primitif qui permettait aux membres non-syndiqués des associations maritimes de faire partie d'une caisse locale. La loi du 5 novembre 1894 écarte systématiquement des sociétés de crédit agricole tout individu non-adhérent à un syndicat professionnel agricole, et elle a pour agir ainsi une bonne raison, qui est d'écarter des sociétés en question les spéculateurs qui auraient pu s'y glisser. Mais il n'est pas possible à ces derniers d'entrer dans une société de crédit maritime parce que ces dernières sont réservées aux seuls inscrits maritimes ou gens de mer qui sont enrôlés, soumis à certaines obligations, entre autres celle du service militaire pendant une durée de quatre ans ; ils constituent un corps, une sorte d'armée ayant à sa tête des chefs, les administrateurs de l'inscription maritime, chargés de recevoir les engagements, de contrôler les rôles des équipages, etc. Dans ces conditions, il est facile aux fondateurs d'une caisse locale de connaître la qualité de ceux qui veulent adhérer à la société. Cette organisation de l'inscription maritime offre des garanties très sérieuses, de sorte que les membres d'une association maritime qui ont acquis le

plus souvent une éducation mutualiste suffisante pourraient, à l'égal des syndiqués, adhérer à une société de crédit.

Pour qu'une société réussisse, il lui faut des hommes formés à la gestion des finances, habitués à manier l'argent, familiarisés avec les opérations du crédit ; c'est le recrutement des administrateurs qui présente le plus de difficultés en ce qui concerne la fondation de caisses locales. L'acquisition de ces connaissances demande une grande pratique et la seule qualité de syndiqué ne peut suffire à les donner, tandis que les marins affiliés à une coopérative maritime quelconque, tenus de gérer en commun leurs opérations, ont sur la direction des affaires commerciales des notions inconnues de beaucoup de syndiqués. Ils savent apprécier le mécanisme des banques et n'ont plus pour lui la répugnance que manifeste en général le pêcheur à son égard. Ce contingent d'hommes éclairés, associés en dehors des syndicats méritait peut-être de trouver grâce devant le législateur.

Les prud'homies du midi, par exemple, qui représentent les plus anciennes associations de pêcheurs, dont l'influence sur le littoral méditerranéen est des plus considérables, semblaient tout indiquées pour acclimater le crédit maritime sur nos côtes du midi, ce qui n'eût pas empêché les syndicats, de leur côté, d'accomplir la même œuvre. Pourquoi compromettre

l'essor du crédit maritime par une disposition plutôt désagréable à ces vieilles corporations, très jalouses de leurs prérogatives et de leurs traditions ? Une prudence exagérée est souvent ausssi nuisible que trop de hardiesse.

Une société locale ne peut donc, aux termes de l'article premier de la loi du 23 avril 1906, être constituée que par des syndicats ou des membres de syndicats ; mais peut-elle admettre, « à titre de simples adhérents, des étrangers aux syndicats qui, sans faire partie de la société, sont cependant admis à jouir des avantages qu'elle procure ? Cette faculté est en général accordée par les coopératives qui font des opérations avec des tiers. Mais la loi de 1906 a voulu appliquer le principe stricte de la mutualité ; elle réserve ses faveurs « aux syndicats ou aux membres de ces syndicats ». Une première rédaction du projet était plus libérale et admettait des étrangers à titre d'adhérents, mais M. Lamy, qui devait ensuite se récrier contre la rigueur du projet, proposa un amendement qui fut adopté et dont l'objet était d'exclure des sociétés toute personne étrangère à l'inscription maritime, aux syndicats ou aux associations maritimes, parce que : « intervenant sans une raison apparente dans les caisses, ces personnes n'auraient eu dans les sociétés futures qu'une situation juridique instable ». Ainsi la caisse locale est un milieu très fermé, une sorte de

communauté dont les membres se sont mutuellement jugés dignes de faire partie. Cette particularité apparaît comme la contre-partie des avantages, la compensation aux faveurs que la loi fait à ces sociétés, soit pour leur constitution, soit pour leur fonctionnement. C'est une restriction destinée à suppléer aux garanties qu'offre le droit commun des sociétés.

§ 2. — *Nature des sociétés de crédit maritime*

Tous les groupements d'individus se divisent, d'après la loi, en deux catégories suivant le but qu'ils se proposent : l'association et la société. L'association ne cherche pas à réaliser un gain, des bénéfices, l'idée de lucre lui est étrangère ; son seul objectif est la poursuite d'un but général et élevé où l'intérêt n'a pas de part. Elle est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

La société, au contraire, tend à la réalisation de bénéfices « à partager entre les membres à l'aide d'opérations faites avec ou sur le fonds commun » (1). Dans laquelle de ces deux catégories doivent être placées les sociétés de crédit maritime ? Il est à remarquer que les caisses locales ne se proposent pas pour but la réalisation de bénéfices ; l'article 3, § 3, de la loi du

1. Lyon, Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, p. 250. Cf. C. civil, art. 1832.

5 novembre 1894, auquel la loi du 23 avril 1906, dans son article 2, déclare que les caisses locales seront soumises, dit : « le bénéfice résultant des opérations faites par ces sociétés, ne pourra en aucun cas être partagé sous forme de dividende entre les associés ». Il faudrait donc conclure de cet article que la loi de 1906 a entendu créer des associations destinées à venir en aide aux marins pêcheurs par la pratique de la mutualité. Et cependant la loi définit ces caisses : des sociétés, et qui plus est, les autorise à faire des actes de commerce, tels que les opérations de banque, par exemple (article 632 du Code de commerce); or suivant M. Thaller « c'est d'après l'objet des actes que se détermine la classe à laquelle appartient une société »; donc les sociétés locales de crédit maritime faisant des actes de commerce, doivent être qualifiées commerciales, bien que leur but ne soit pas d'acquérir des bénéfices. C'est d'ailleurs la définition qu'en donne le législateur et qu'il a empruntée au texte de la loi de 1894 sur le crédit agricole; l'article 4, de la loi Méline dit en effet : « ces sociétés de crédit sont des sociétés commerciales ». Il était utile de spécifier la nature de ces sociétés, en raison du caractère un peu spécial de leurs opérations.

Mais il ne suffit pas de définir la nature commerciale de ces sociétés, il faut encore rechercher dans quelle catégorie de sociétés commerciales elles rentrent, car ces dernières se divisent en plusieurs classes. Sont-elles

des sociétés de personnes ou de capitaux, des sociétés par intérêts ou par actions? Les premières sont fondées *intuitu personæ*, c'est-à-dire que la qualité de la personne est prise en considération pour la constitution de la société. Les membres destinés à en faire partie sont choisis, tandis que pour la constitution des sociétés de capitaux, il n'est fait appel qu'à des capitaux sous forme d'actions, sans qu'il soit nécessaire de se préoccuper de la qualité de ceux auxquels ils appartiennent. Les sociétés par intérêts se fondent entre personnes qui se connaissent, qui souvent font partie d'un même syndicat; le fonds social, en pareil cas, ne peut être formé par des souscriptions d'actions, mais uniquement par des souscriptions de parts nominatives qui ne doivent être transmissibles que par voie de cession aux membres de la société, avec l'agrément de la majorité; de plus la liste de tous les sociétaires doit être publiée. Dans les sociétés par actions, les membres s'ignorent le plus souvent, le capital social est composé d'actions négociables, c'est-à-dire transmissibles par simple tradition, transfert ou endossement, suivant que les titres qui les représentent sont au porteur, nominatifs ou à ordre.

La loi n'a pas spécifié à laquelle de ces deux catégories appartiennent les caisses locales, mais d'après ses dispositions générales, il est évident que ces sociétés sont fondées *intuitu personæ*, puisque seuls les

membres des syndicats ont la faculté d'y être admis ; d'autre part, le capital social ne doit pas être composé de souscriptions d'actions, mais de parts d'intérêts nominatives et qu'on ne peut transmettre que par voie de cession avec l'agrément de la majorité des membres : ce sont bien là des preuves du caractère personnel de ces sociétés.

Reste à déterminer à quel type de sociétés personnelles se rattachent les caisses locales ; sont-elles des sociétés en nom collectif ou en commandite par intérêts ? Le premier type a pour caractère distinctif l'obligation personnelle indéfinie et solidaire de tous les associés, touchant les dettes sociales (art. 20 et 22 du Code de commerce). Certains auteurs, notamment M. Rataud, ont soutenu que les membres d'une société de ce genre pourraient s'affranchir de cette solidarité par une clause rendue publique, parce que la solidarité est de la *nature* seulement du contrat de société en nom collectif ; mais la majorité des jurisconsultes, entre autres, MM. Lyon-Caen et Thaller soutiennent que la solidarité étant de *l'essence* des sociétés en nom collectif, il est impossible à leurs membres de s'en affranchir par une clause générale de non-solidarité.

La société en commandite simple ou par intérêt comprend deux sortes d'associés :

1° Des commandités qui sont tenus, comme des associés en nom collectif, indéfiniment et solidairement des

dettes de la société (art. 24 du Code de commerce).

2° Des commanditaires qui sont tenus seulement jusqu'à concurrence des fonds qu'ils ont mis dans la société (art. 23 et 27 du Code de commerce).

Les caisses locales ne sont pas des sociétés en nom collectif, puisque leurs membres peuvent ne pas être enchaînés par la solidarité, toute liberté étant laissée aux statuts de déterminer l'étendue et les conditions de la responsabilité des membres. De plus, les caisses locales ne sont pas soumises à l'obligation d'avoir une raison sociale dont ne pourrait se dispenser une société en nom collectif.

Les caisses locales ne font pas davantage partie de la catégorie des sociétés en commandite, car elles ne comprennent qu'une seule espèce d'associés, soumis aux mêmes obligations, jouissant des mêmes droits et avantages. Il faut donc admettre que la loi de 1906 a créé un type nouveau de société, en empruntant certains des caractères propres aux autres formes de société. Le crédit maritime, comme le crédit agricole, exigeait pour son développement, un type de société facile à réaliser, exempt de formalités compliquées et de frais trop lourds ; mais comme en matière de société, le principe de la liberté des conventions n'est pas admis, la loi ayant créé « des types de sociétés commerciales dont il n'est pas permis de s'écarter » (1) il

1. Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. II, p. 159.

fallait organiser une forme nouvelle de société, se rattachant à la fois aux sociétés de personnes et aux sociétés de capitaux : ce sont des sociétés commerciales *sui generis*.

Nous avons donc établi que les caisses locales de crédit maritime créées par la loi de 1906, reproduisant sur ce point les dispositions de la loi de 1894 sont des *sociétés* à caractère *commercial*; il découle de là, plusieurs conséquences importantes.

D'abord, étant des sociétés, ces caisses constituent des personnes morales, distinctes et indépendantes de la personne des associés, elles sont seules propriétaires du fonds social qui cesse d'appartenir aux associés et sur lequel ceux-ci n'ont plus qu'un droit mobilier alors même que la société posséderait des immeubles dans son patrimoine (1).

Le caractère de personnes morales accordé aux sociétés, les rendant propriétaires du fonds social à l'exclusion des associés, il s'ensuit que les créanciers personnels de ces associés ne pourront concourir sur l'actif social tant que les créanciers sociaux ne seront pas complètement désintéressés, car le fonds social constitue le gage exclusif de ces derniers.

La société, personne morale, à son domicile propre où elle peut être assignée en la personne de ses repré-

1. Cf. Article 520 du Code civil.

sentants légaux ; elle peut conclure toutes les opérations qui intéressent son fonctionnement.

Le caractère commercial reconnu aux caisses locales leur impose certaines obligations qu'ignorent les sociétés civiles. La commercialité entraîne une publicité spéciale, l'obligation de tenir des livres, la déclaration de faillite ou la liquidation judiciaire si la société est à responsabilité illimitée, la compétence des tribunaux de commerce pour les litiges entre associés et aussi entre les associés et les tiers, au sujet d'actes de commerce.

§ 3. — *Objet des sociétés de crédit maritime*

La loi du 5 novembre 1894, autorisant la constitution des sociétés de crédit agricole, stipule que ces sociétés ont exclusivement pour objet « de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole ». Cette limitation imposée à leur rôle a été reproduite, à l'égard des caisses de crédit maritime, par la loi de 1906 dans les mêmes termes. On a expliqué cette restriction en disant qu'elle était comme la contre-partie des avantages conférés par la loi à ces sociétés, pour lesquelles elle instaure un régime de faveur. Il a paru équitable, en effet, au législateur, puisque des circonstances malheureuses exigeaient qu'on vint en aide aux marins pêcheurs, de réserver aux seuls marins les béné-

fices de la loi. Permettre aux caisses locales de s'intéresser à des opérations étrangères aux industries maritimes eût été détourner la loi de son but, car au lieu de servir à l'amélioration du sort des pêcheurs, elle eût pu être employée à d'autres fins. Il y a là, en outre, une mesure de prudence, tendant, de concert avec la mesure interdisant d'admettre dans les sociétés d'autres membres que des inscrits maritimes syndiqués, à écarter des caisses locales la spéculation. S'il était permis de négocier avec une société de crédit maritime pour une opération étrangère aux industries maritimes, cette faculté pourrait éveiller, chez certaines personnes, un désir immodéré de lucre et les entraîner à des tentatives hasardeuses. La société, trompée par des réclames mensongères, serait peut-être amenée à s'engager inconsidérément dans des affaires dépourvues de garanties, ce qui pourrait nuire gravement aux intérêts professionnels maritimes.

La loi de 1906 a fondé le crédit maritime sur la base de la mutualité qui implique de la part des adhérents, les uns à l'égard des autres, une confiance absolue, née de la communauté de travaux auxquels ils se livrent et de la sécurité que leur donne la loi sur la nature des opérations de la société. Si au lieu de n'employer ses fonds qu'à des fins utiles aux gens de mer, cette société tolère qu'ils soient éparpillés pour servir d'autres intérêts, les membres refuseront de garantir plus long-

temps les prêts consentis dans ces conditions ; d'où la désorganisation des caisses de crédit.

La loi a donc agi sagement en spécifiant que, seules, les opérations relatives aux industries maritimes pourraient être faites par les banques locales ; mais elle n'a pas défini dans son texte ce qu'il faut entendre par ces mots : industries maritimes. Sans doute, il est certaines opérations à caractère nettement maritime, pour lesquelles aucune controverse ne peut s'élever ; telles sont : les achats d'engins, d'appâts, de barques et en général de l'outillage indispensable à l'industrie de la pêche. Mais les industries maritimes ne se rattachent pas toutes à la pêche ; elles se subdivisent en une foule de spécialités qui correspondent aux différentes catégories dont se compose la marine marchande. Le crédit maritime, tel que le conçoit la loi de 1906, est-il mis à la disposition de toutes les branches de l'industrie maritime ? Sera-t-il applicable, par exemple, au *bornage*, c'est-à-dire à la navigation faite entre deux ports voisins sur la côte, par des navires jaugeant au maximum 25 tonneaux, comme le réclamait M. Moncassin au congrès des pêches maritimes des Sables-d'Olonne en 1909 ?

Dans son rapport général du budget de 1906, M. Baudin dit, qu'on a songé à étendre *au petit armateur, pêcheur, ostréiculteur* (1), les bénéfices de la loi de

1. A la demande de M. Torchut, M. Thomson, ministre de la Marine, répondit que les avances créées par la loi s'appliqueraient à l'industrie ostréicole.

1894. Il ressort de ce texte, que le crédit maritime est destiné à faciliter et à garantir toutes les opérations relatives à l'industrie de la pêche, qui comprend : soit la construction ou l'armement de barques et de petits bateaux, soit l'achat de filets, de cordages, de treuils ou d'appâts, soit l'élevage ou le parage des huîtres. Ces industries énumérées, sinon dans la loi, du moins dans les rapports déposés au nom de la commission nommée pour l'examen du projet, peuvent certainement bénéficier du crédit maritime ; mais l'absence de précision dans le texte de la loi peut susciter des difficultés qu'on eût aisément évités. Prenons, par exemple, le cas de marins syndiqués qui, pour augmenter leurs maigres ressources, se groupent et fondent une coopérative dans le but de fabriquer des boîtes, spécialement aménagées et destinées à recevoir le poisson expédié sur les marchés. Cette industrie, abstraction faite de la qualité de ceux qui s'y livrent, ne se rattache pas directement aux industries maritimes. Au Danemark et en Norvège, une semblable industrie pourrait bénéficier des bienfaits du crédit maritime, parce que la loi prend soin d'énumérer longuement, dans quels cas des prêts pourront être consentis, de sorte que l'État ne refuse jamais des fonds à une industrie qui, même très indirectement, favorise l'essor de la pêche nationale. Chez nous les caisses, en présence d'un texte de loi aussi vague, ont la faculté de refuser des avances à

des industries étrangères, à leurs yeux, à la pêche maritime. Cependant il est probable que dans la pratique, les caisses locales feront preuve de bienveillance à l'égard des industries susceptibles de servir les intérêts de la pêche et qui offriront des garanties suffisantes de remboursement des avances.

§ 4. — *Fondation d'une caisse locale. — Constitution du capital social*

Pour fonder une caisse locale, le plus sûr moyen est de grouper successivement tous les pêcheurs, faisant partie d'un syndicat professionnel maritime, pour leur exposer les avantages qu'ils peuvent retirer de la société. Lorsque l'on a réuni le nombre de membres suffisant (1) pour assurer la marche de la société, on peut procéder à sa création, ce qui exige une série d'actes de la part des adhérents.

Ils doivent d'abord souscrire une ou plusieurs parts destinées à constituer le capital social (on peut, en outre, à cette fin, faire appel au concours des associations ou sociétés d'assurances et des sociétés coopératives maritimes de la région). Ensuite, on réunit une assemblée constitutive qui délibère valablement, si les

1. La loi de 1906, diffère sur ce point de la loi de 1867 qui imposait le nombre minimum de sept membres ; maintenant il n'y a plus de minimum imposé.

membres présents ou représentés sont possesseurs d'un nombre de parts supérieur à la moitié de celles qui ont été émises ; on vérifie si cette condition est remplie en faisant signer à chaque adhérent une feuille indiquant le nombre de parts souscrites par lui. Après l'ouverture de la séance, l'assemblée désigne un président, deux assesseurs et un secrétaire. Le président rappelle l'ordre du jour de la réunion, constate que toutes les conditions exigées pour la constitution de la société sont remplies (le procès-verbal doit porter ces mentions). On procède enfin à la rédaction des statuts et à l'élection du conseil d'administration, de la commission de surveillance et du bureau. La société est alors constituée.

Un point particulièrement intéressant à examiner, dans la création de ces sociétés, est la constitution du capital social.

Nous avons vu que le capital ne pouvait être constitué par la souscription d'actions, mais de parts d'intérêts qui sont le mode de formation du capital des sociétés de personnes dont font partie les caisses locales de crédit maritime, les souscriptions d'actions étant réservées aux sociétés de capitaux. La loi impose ce mode de constitution du capital social parce que, nous l'avons déjà vu, il faut que les membres qui adhèrent à ces sociétés soient connus et que la transmission des parts, précisément, ne se fait que par voie de cession avec

l'agrément de la société; ainsi les membres peuvent être choisis suivant les garanties qu'ils présentent. Il est certain que ce mode de constitution du capital social, s'il donne de grandes garanties, en permettant de choisir les membres, rend plus difficiles les souscriptions parce que beaucoup de personnes n'oseront pas s'engager dans la société, dans la crainte de ne pas trouver, le jour où elles désireraient se retirer, des acquéreurs susceptibles d'être agréés par la majorité.

Certaines sociétés admettent en outre des parts souscrites par les adhérents, d'une nature spéciale. Ce sont :

1^o Des parts dites de fondateurs qui attribuent aux fondateurs de la société, en retour des services qu'ils ont rendus, sans qu'ils aient besoin de faire aucun apport, un tant pour cent sur les bénéfices faits par la société. On stipule en général que ce prélèvement ne pourra être effectué qu'après avoir assuré aux souscripteurs de parts un intérêt convenable (1).

2^o Des parts bénéficiaires, moins élevées que les premières, accordées à certaines personnes autres que les fondateurs, par exemple aux principaux souscripteurs de parts.

Il paraît difficile de justifier la création de ces parts dans une société coopérative où chacun, pour avoir droit aux bénéfices, doit apporter une parcelle du capital

1. Cf. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit Commercial*, p. 187.

social. L'égalité doit être maintenue entre les membres qui espèrent, grâce à leurs travaux communs, aux sacrifices qu'ils supportent, obtenir un accroissement de bien-être. Or, s'il se glisse parmi eux des membres privilégiés qui ne courent aucuns risques et ont droit cependant à une part dans les bénéfices, l'égalité est rompue à leur profit. Ces parts étant contraires au principe de la coopération et à l'intérêt général des caisses, il est bien probable que dans la pratique elles ne seront pas souvent admises, et les caisses créées jusqu'à ce jour en ont repoussé le principe.

Les parts souscrites par les membres des sociétés pourront être de valeur inégale, afin que tous les marins puissent s'en rendre acquéreurs, chacun suivant ses moyens. Et sur ce point, la loi de 1906, en vue de faciliter la création des caisses de crédit maritime, s'est montrée plus large que celle de 1867; elle ne fixe pas de minimum aux souscriptions, tandis que la première, modifiée par la loi du 1^{er} août 1893, exige que les souscriptions soient au moins de 25 francs quand le capital social n'excède pas 200.000 francs. C'est un sérieux avantage, pour la fondation des caisses locales, de pouvoir émettre des parts très faibles qui permettent aux plus pauvres parmi les marins pêcheurs, d'entrer dans la société.

Le législateur, en créant un régime de faveur pour les sociétés de crédit maritime a voulu en ouvrir les

portes à tous, car comme le disait M. Durand à propos des caisses rurales : « Tout homme travailleur, économe, honnête, ayant une conduite régulière, doit être accepté comme sociétaire, alors même qu'il ne posséderait pas un sou (1). » D'ailleurs une autre disposition de la loi lève tous les obstacles provenant des faibles ressources dont disposent les pêcheurs.

Dans son article premier § 4, la loi du 5 novembre 1894 à laquelle renvoie celle de 1906, dit que : « La société ne pourra être constituée qu'après versement du quart du capital souscrit ». Sur ce point la législation spéciale sur le crédit maritime s'est montrée plus large que la loi de 1867 ; d'après cette dernière en effet, pour que la société soit valablement constituée, il faut que chaque action de 25 francs soit entièrement libérée et que les actions de 100 francs et au-dessus soient libérées du quart ; chaque membre est donc tenu d'effectuer un versement d'au moins 25 francs, avant d'être admis à faire partie de la société. La loi de 1906 n'exige pas le versement d'une partie quelconque de chaque part souscrite ; seul le capital social, considéré dans son ensemble, doit être libéré du quart. Si, par exemple, la société est fondée avec un capital social de 100.000 francs, la loi impose aux souscripteurs de verser avant toute opération, la somme de 25.000 francs, sans spécifier la quotité

1. *Manuel à l'usage des caisses rurales*, p. 2.

que chaque membre devra payer. Il résulte de là que des associés, ayant souscrit une part, peuvent être admis, avant d'avoir fait aucun versement, si les autres membres ont libéré le quart du capital. Grâce à cette mesure, des pêcheurs qui ne disposeraient pas, au moment de la création d'une caisse, de ressources suffisantes, pourraient néanmoins souscrire une ou plusieurs parts : la société leur fera crédit.

Cependant, il est à remarquer que la loi de 1906 se montre moins libérale que la loi de 1867 à l'égard des sociétés à capital variable. Ces dernières, en effet, peuvent être constituées, après le versement de un dixième seulement du capital souscrit, sans qu'il soit besoin de verser une partie quelconque de chaque part. Il s'ensuit que des sociétés de crédit constituées sous le régime de la loi de 1867 (il peut s'en trouver) sont soumises à des conditions de fondation moins rigoureuses que les sociétés régies par la loi de 1906. Et cette différence est intéressante à noter, car les sociétés de crédit maritime adoptent en général la forme à capital variable qui est tout à fait indiquée pour des caisses dont les besoins sont très changeants, ce qui nécessite une grande souplesse pour la formation du capital. C'est pourquoi on a demandé si les dispositions favorables de la loi de 1867 ne pourraient pas être appliquées aux sociétés créées sous l'empire de la loi de 1906 ; mais cette dernière se suffit à elle-même,

forme une législation spéciale et complète qui malheureusement n'a pas adopté les dispositions avantageuses accordées aux sociétés à capital variable. Cette rigueur de la loi de 1906 s'explique par le souci du législateur d'assurer aux sociétés un fonds de roulement susceptible de leur donner une stabilité suffisante et de leur permettre de faire des opérations lucratives pour les membres.

Les parts composant le capital social sont représentées par des récépissés ou certificats de parts portant le nom du titulaire et qui sont de véritables titres nominatifs transcrits avec toutes les mentions qu'ils portent, dans l'ordre où les parts ont été souscrites, sur les registres de la société qui possède ainsi la liste des membres porteurs de parts.

D'après l'article 4, § 3, ces parts sont nominatives (c'est pourquoi les récépissés, comme nous venons de le dire, doivent porter le nom des titulaires), et ne sont transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la majorité.

A s'en tenir aux principes du Code civil, les parts étant de véritables créances des associés envers la société, devraient être soumises aux conditions prescrites par l'article 1690 pour que les cessionnaires soient saisis à l'égard des tiers. Cet article stipule que la cession ne pourra devenir efficace à l'égard des tiers que par deux procédés; soit par la signification du transport faite au débiteur qui est en l'espèce la société,

soit par l'acceptation faite par le débiteur dans un acte authentique. La loi de 1906, déroge ici au droit commun afin d'empêcher les cessions trop fréquentes de parts qui pourraient favoriser la spéculation ou tout au moins troubler la marche de la société. Elle spécifie que la cession des parts est subordonnée d'une façon formelle à l'acceptation de la société représentée par la majorité des membres. Ainsi, l'alternative offerte par l'article 1690 est supprimée et dans tous les cas, il faudra l'acceptation de la société.

Nous avons déjà vu que les membres des sociétés locales ne sont pas les seuls qui aient le droit de souscrire des parts ; il peut être fait appel également, pour la constitution du capital social, au concours des associations ou sociétés d'assurances maritimes et des sociétés coopératives maritimes de la circonscription où est fondée la caisse locale. Ces différentes sociétés ont la faculté, elles aussi, en tant que personnes morales, de souscrire des parts et leur concours sera des plus précieux pour faciliter la fondation des caisses dans les régions où par suite, soit du mauvais vouloir des marins, soit de leur manque de ressources (ce qui se présente malheureusement trop souvent), les fonds nécessaires ne peuvent être recueillis. Mais ces sociétés et associations, pour être admises à participer à la fondation des caisses locales, doivent n'être composées que de membres de syndicats maritimes et n'avoir pour objet

exclusif que des opérations à caractère maritime.

La fondation des sociétés locales de crédit maritime n'est pas fatalement subordonnée à la constitution d'un capital social ; il est possible, en stipulant la solidarité illimitée, indéfinie des membres, de fonder une société sans capital. Cette faculté résulte de l'article premier § 5 de la loi du 5 novembre 1894 qui régit les sociétés de crédit maritime et aux termes duquel la société de crédit peut se constituer sous la forme à capital variable établie par la loi du 24 juillet 1867. Or avec cette forme de société, il est possible, en stipulant la solidarité indéfinie des membres, de ne constituer aucun capital : seuls les biens personnels des associés forment le gage des créanciers de la société. Cette forme de société a été adoptée avec succès en Allemagne, surtout par Raiffeisen et en Italie par Wollemborg. En France, 200 caisses agricoles environ fonctionnent suivant ces principes ; quant aux caisses de crédit maritime, elles ont toutes constitué un capital, parfois très minime il est vrai.

Le Français s'effraie beaucoup de la solidarité indéfinie, c'est pourquoi un capital est toujours constitué, mais n'empêche que la loi, si elle détermine en principe les règles suivant lesquelles le capital pourra être augmenté ou diminué, sous entend cependant la possibilité d'inexistence du capital social, car elle ne fixe pas de minimum pour sa constitution, ce qui permet d'affirmer

qu'on aura la liberté de le réduire à la plus petite somme que l'on voudra et même de le supprimer.

§ V. *Rédaction des statuts et administration
de la société.*

Les sociétés de crédit maritime étant, comme nous l'avons vu, des sociétés commerciales, devraient se conformer pour leur constitution, aux prescriptions du Code de commerce ; or ce dernier impose dans son article 39, pour la preuve des sociétés de personnes (en nom collectif et en commandite par intérêts), un écrit constatant leur existence et mentionnant la forme adoptée par elles. Cet écrit est : soit un acte authentique, soit un acte sous seing privé, et dans ce dernier cas, il doit être rédigé en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct (le Code de commerce reproduit ici les principes du droit civil, exprimés dans l'article 1325). Mais la loi de 1894 a voulu simplifier ces formalités et réduire les frais. Elle ne fait pas mention d'acte authentique ou sous seing privé, mais elle exige, avant toute opération, la rédaction des statuts sociaux en double exemplaire.

M. Méline, lors de la discussion de la loi de 1894 (qui régit les sociétés de crédit maritime), a nettement affirmé qu'il n'y avait pas d'acte de société exigé pour constituer des caisses de crédit : « Quant à l'acte

de société, dit-il, il est remplacé par le dépôt de statuts. » (1)

La rédaction des statuts est exigée non pas *ad solemnitatem*, mais seulement *ad probationem*, pour fournir la preuve de l'existence de la société. Il s'ensuit qu'on pourra recourir à l'aveu ou à la preuve testimoniale, au cas de commencement de preuve par écrit, pour prouver l'existence de la société dans une contestation entre personnes se disant associés, tandis que les tiers pourront exiger des associés un écrit attestant l'existence de la société, ou alors en faire la preuve par tous les moyens.

Les statuts, constituant la charte de la société, ont à déterminer les règles qui doivent présider à sa fondation et les conditions dans lesquelles elle fonctionnera. Ce n'est pas qu'ils aient la faculté d'organiser librement ces sociétés, car la loi a pris soin de préciser certains principes, certaines conditions, en dehors desquels la société ne saurait avoir une existence légale ou du moins ne pourrait prétendre aux faveurs accordées par elle. Mais ce ne sont que les règles directrices qui sont imposées aux statuts ; tout ce qui a trait au fonctionnement de la société est laissé à leur discrétion.

1. *J. offi.* du 17 juin, Chambre, débats parlem. p. 826 ; cf. thèse de Bolot. Province 1898.

D'ailleurs la loi énumère dans ses articles 2 et 3 les points laissés à leur libre réglementation.

L'article 2 attribue d'abord aux statuts la détermination du siège de la société. Les caisses locales, comme leur nom l'indique, sont créées en vue de servir les intérêts de la population maritime d'un port ou de quelques ports voisins et trop petits pour pouvoir fonder seuls une caisse viable. En général le siège de la société est situé au même endroit que celui du syndicat dont elle est issue ; mais il se présente parfois que plusieurs syndicats collaborent à la constitution d'une caisse de crédit. Dans ce cas cette dernière doit, de préférence, choisir la localité la plus importante ou la plus centrale, le chef-lieu de canton si c'est possible, afin que les adhérents puissent se mettre aisément en communication avec elle. La loi laisse aux statuts le soin de fixer la circonscription à laquelle s'étendra la société, délimitation facile à faire, car il leur suffira d'emprunter aux syndicats leur circonscription.

Les statuts ont ensuite à déterminer le mode d'administration de la société qui peut être très simple, sans organes nombreux, hiérarchisés, tels que ceux imposés par la loi de 1867 dans ses titres I et II. Les statuts peuvent en toute liberté organiser cette administration ; la loi de 1894 n'a pas voulu intervenir en cette matière pour permettre aux fondateurs de sociétés de s'administrer de la façon la plus propre à assurer

la prospérité de ces dernières. Cependant, il est à remarquer, comme nous le verrons d'ailleurs plus loin, que la plupart des statuts adoptent les dispositions de la loi de 1867 qui'offrent de grandes garanties et qui ont fait leurs preuves.

La composition du capital social, c'est-à-dire la fixation du taux des parts et du nombre de parts pour chacun des membres est une des principales attributions des statuts. Nous avons vu, à propos de la constitution du capital social, que la loi de 1894 n'impose aucun minimum à ce taux; en pratique les statuts font souscrire des parts de 20 ou 40 francs, dont le quart, soit 5 ou 10 francs doit être versé immédiatement; les parts peuvent être inégales, mais il est préférable pour simplifier la comptabilité de leur fixer à toutes le même taux.

Le capital social est le premier fonds sur lequel s'appuiera la caisse locale pour commencer ses opérations, mais elle dispose souvent d'autres ressources, destinées à faciliter ses opérations, et qui sont les dépôts en comptes courants. C'est encore aux statuts que revient le soin d'en fixer le maximum; cependant il est difficile de prévoir, lors de la création d'une société le chiffre d'affaires qu'elle fera*. C'est pourquoi il eût été préférable que la loi confiât à l'assemblée générale ou à son défaut, aux organes constitués par les statuts pour administrer la société, le soin de fixer

ce maximum des comptes courants. Il est vrai, qu'étant donné l'extrême difficulté pour les statuts de le déterminer, on peut supposer que la loi a sous entendu la liberté de déléguer ce pouvoir à ceux qui ont la charge de diriger la société.

L'article 2 dans son paragraphe 2, dit que les statuts « détermineront l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société ». Nous examinerons séparément cette question de la responsabilité des sociétaires ; ajoutons seulement que les statuts sont libres de la définir, mais en se tenant dans les limites et en se conformant aux prescriptions édictées par la loi en cette matière.

L'article 3 enfin laisse aux statuts le soin de fixer les prélèvements qui seront à effectuer sur les opérations faites par la société, et à son profit ; nous étudierons ce point plus longuement dans un paragraphe suivant.

Nous avons dit que les statuts organisent le mode d'administration des caisses locales et empruntent d'ordinaire le mode classique que l'on rencontre dans toutes les sociétés ; une étude rapide de ces organes de direction est intéressante à faire pour connaître les garanties de bonne gestion qu'offrent les sociétés de crédit maritime.

La caisse locale est administrée par un conseil d'administration composé d'un nombre variable de membres nommés par l'assemblée générale. Aussitôt constitué le conseil se réunit et procède à l'élection de son bureau qui comprend généralement : un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier (ces deux dernières fonctions sont souvent dévolues à la même personne). En principe ces fonctions sont gratuites, on admet cependant, dans la pratique, que le directeur ou l'administrateur délégué, fondé de pouvoir du conseil, et le secrétaire puissent toucher des émoluments.

Ces formalités remplies, le président écrit au directeur de la caisse régionale de la circonscription pour lui demander l'affiliation de la société locale à la caisse régionale et joint à sa demande un exemplaire des statuts, la liste des sociétaires et du conseil d'administration.

En même temps, le président communique au directeur de la caisse régionale le nombre de parts que la société locale désire souscrire dans ladite caisse, ainsi que la somme qui lui paraît indispensable pour se créer un fonds de roulement. Toutes les sociétés locales ne peuvent pas prendre des parts dans la caisse régionale, à cause de la modicité des ressources dont elles disposent, et c'est regrettable, car elles ont le plus grand intérêt à souscrire un nombre important de parts, parce que :

1^o Elles augmentent ainsi la puissance de la caisse régionale, et par là, lui assurent, de la part de l'État, des avances plus considérables, ce qui permettra à la caisse régionale de disposer de disponibilités plus fortes en vue de l'escompte.

2^o Il n'est pas nécessaire qu'elles conservent dans leurs caisses beaucoup d'argent, puisqu'elles ont la faculté de demander à la caisse une avance pour constituer leur fonds de roulement, si besoin est.

3^o Le nombre de parts souscrites par la caisse locale à la caisse régionale est un des éléments permettant à cette dernière d'apprécier le crédit dont est digne la caisse locale.

Le conseil d'administration établit un règlement intérieur fixant le mode de fonctionnement de la société, particulièrement au point de vue de ses rapports avec les associés au sujet des opérations qu'ils sont appelés à faire avec elle.

Toutes les fois que les circonstances l'exigent d'après les statuts, le conseil se réunit pour prendre les décisions nécessaires : soit la convocation d'une assemblée générale extraordinaire motivée par la perte de la moitié du capital social versé, soit pour tout autre cas prévu aux statuts, comme l'exclusion temporaire des membres coupables de certaines fautes, etc.

En dehors de ces mesures exceptionnelles, le conseil à la charge des affaires courantes. Il doit placer les fonds momentanément inusités en rentes sur l'État, en

bons du Trésor ou autres valeurs créées et garanties par l'État. Il peut ordonner la vente des valeurs dont la réalisation est utile au fonctionnement de la société. Il statue sur les demandes de prêts, en fixe le taux ainsi que celui de l'escompte. Il peut faire encaisser les sommes dues par la société, en donner quittance, acquitter ses dettes, transiger, compromettre, concilier et en général accomplir tous les actes d'administration qui ne sont pas attribués à l'assemblée générale par la loi ou les statuts.

La gestion des sociétés de crédit maritime entraîne à la charge des administrateurs certaines responsabilités déterminées par la loi de 1894, dans son article 6, modifié par la loi du 20 juillet 1901 et qui régit nos caisses locales. Aux termes de cet article, les administrateurs sont responsables, personnellement, s'ils violent les statuts sociaux ou les dispositions de la loi établissant les sociétés de crédit maritime ; dans ces deux cas, ils doivent réparation du préjudice résultant de leur faute. La loi n'a pas stipulé la responsabilité solidaire des membres du conseil, et comme d'après l'article 1995 du Code civil la solidarité entre les fondés de pouvoir ou mandataires ne se présume pas, elle n'existe qu'autant qu'elle est exprimée, il faut conclure du silence de la loi que les administrateurs ne sont tenus que personnellement de leurs fautes, bien qu'ils agissent toujours comme un seul homme. On ne pourrait rendre les administrateurs solidairement responsables qu'au cas

où le dommage par eux causé résulterait d'une faute commune et concertée ; cette exception à la règle, posée par l'article 1995, a été consacrée par un arrêt de la Cour de cassation du 3 mai 1865 (1).

Le législateur a écarté la responsabilité solidaire des membres du conseil d'administration pour ne pas effrayer les hommes d'initiative susceptibles d'accepter la direction des sociétés de crédit. C'est également sous l'influence de cette même préoccupation que les peines énoncées par l'article 6 de la loi de 1894 ont été adoucies par la loi du 20 juillet 1901. Le premier texte portait en effet qu'une amende de 16 à 200 francs pouvait être infligée aux administrateurs au cas de violation des statuts et, en outre, le tribunal, à la diligence du procureur de la République, avait la faculté de prononcer la dissolution de la société ; dans le texte nouveau, l'amende et la dissolution prononcée par le tribunal ont été supprimées.

Les administrateurs ne sont responsables que des actes rentrant dans l'exécution du mandat qu'ils ont reçu ; ces actes commis sans faute de leur part ne sont pas punissables et n'entraînent à leur égard aucune obligation, même s'ils causaient préjudice à quelqu'un.

La loi prévoit une faute spéciale qu'elle punit d'une amende de 16 à 500 francs. Il s'agit de la fausse déclaration relative « aux statuts ou aux noms et

1. Voir Dalloz, 1865, Première partie, p. 379.

qualités des administrateurs, directeurs ou des sociétaires ». Dans ce cas les membres du conseil commettent une grave faute qui peut entraîner la nullité de la société et être nuisible aux intérêts des membres possesseurs de parts.

Les décisions relatives au fonctionnement de la société ne sont pas toutes prises par le conseil d'administration qui a, au-dessus de lui, l'assemblée des sociétaires dont il tient ses pouvoirs.

L'assemblée générale composée de tous les porteurs de parts, a la haute direction de la société ; c'est par elle que sont décidées les principales mesures qu'exige le bon fonctionnement de la société. On distingue deux sortes d'assemblée générale ; l'assemblée générale ordinaire qui doit être convoquée au moins une fois par an et l'assemblée générale extraordinaire. La première représente l'universalité des sociétaires, ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents. Le président du conseil d'administration la préside en général, et à son défaut, c'est un membre désigné par les statuts. Les délibérations de l'assemblée sont consignées sur un registre de procès-verbaux. Les décisions sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage égal, celle du président est prépondérante. Pour délibérer valablement, l'assemblée doit être composée d'un nombre de porteurs de parts représentant le quart au moins du capital souscrit. Si cette condition n'est pas

remplie on réunit une deuxième assemblée qui délibère valablement quelque soit le nombre des présents. Elle vérifie la gestion des administrateurs pendant l'année courante, vérifie les différentes mesures prises par eux (exclusion de membres, acceptation de démissions, prêts consentis, etc.), fixe la valeur à laquelle seront remboursées les parts des sociétaires qui ont demandé à se retirer ou ont été exclus depuis la réunion de la précédente assemblée générale annuelle, statue sur les versements qu'il y a lieu d'effectuer au fonds de réserve, discute l'augmentation du capital, délibère sur la réduction du taux d'intérêt des parts, etc., etc.

L'assemblée générale extraordinaire est convoquée en certaines circonstances : en cas de perte de la moitié du capital social, de modifications à faire aux statuts et toutes les fois qu'il est urgent de prendre une détermination importante. Cette assemblée ne peut délibérer valablement que si la moitié du capital souscrit est représentée.

§ 6. — *Publicité et impôts*

Toute société commerciale, autre que la société en participation est soumise à certaines règles de publicité « destinées à porter à la connaissance des tiers l'existence de la société, la création d'une nouvelle personne morale et celle des clauses de l'acte de société qu'ils

ont intérêt à connaître» (1). Les formalités de publicité organisées par la loi du 24 juillet 1867 (art. 55 et suivants) qui a modifié en les simplifiant les articles 42 à 46 du Code de commerce, les formalités pour les sociétés de personnes sont au nombre de deux.

1° Le dépôt de l'acte de société aux greffes du tribunal de commerce et de la justice de paix du siège de la société, dans le mois de la constitution, en double exemplaire si l'acte est sous seing privé, ou le dépôt d'une expédition si l'acte est authentique ;

2° La publication, dans le même délai, d'un extrait de l'acte de société dans un journal d'annonces légales.

La loi de 1894 qui s'applique, également sur ce point, aux sociétés de crédit maritime, a voulu simplifier davantage encore ces formalités pour permettre à tous de fonder des caisses locales sans en être arrêté par la crainte de complications trop grandes. M. Méline, dans la séance du 16 juin 1892, a fait remarquer l'inconvénient de formalités trop longues : « La législation commerciale concernant les sociétés est infiniment trop compliquée, d'un fonctionnement trop difficile pour être pratiquée par la masse de la population. Elle n'est accessible qu'aux hommes d'affaires, aux hommes de droit, aux financiers. »

D'après le régime nouveau, instauré par la loi de 1894,

1. Lyon-Caen et Renault, *Manuel de droit commercial*, p. 100.

l'acte de société est remplacé par le dépôt, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal, avant toute opération, des statuts, avec la liste complète des administrateurs, des directeurs et des sociétaires. A ces noms doivent être jointes certaines mentions indiquant la profession et le domicile des sociétaires ainsi que le montant de chaque souscription. Le greffier de la justice de paix doit délivrer récépissé de ce dépôt.

Chaque année, dans la première quinzaine de février, doivent être déposés au même greffe et en double exemplaire également, la liste des membres de la société et le tableau sommaire des recettes, des dépenses et des opérations effectuées pendant l'année précédente. La charge de ce dépôt incombe au directeur ou, à son défaut, à un des administrateurs de la société. Un des exemplaires des statuts et un exemplaire du rapport annuel sont transmis par les soins du juge de paix au greffe du tribunal de commerce dont ressortissent les caisses locales. Ces formalités étant édictées pour assurer la publicité des sociétés, il s'ensuit que toute personne peut prendre communication de ces pièces, soit à la justice de paix, soit au tribunal de commerce.

Telles sont les seules formalités imposées aux sociétés de crédit maritime; la loi a adopté à leur égard les mesures de faveur dont jouissaient déjà les syndicats professionnels pour la constitution desquels la rédaction

des statuts et leur dépôt en double exemplaire à la mairie sont les seules formalités exigées.

La loi de 1894 est muette sur les sanctions de la formalité du dépôt ; faut-il appliquer, au cas d'inobservation des prescriptions de l'article 5, la sanction édictée par l'article 56 *in fine* de la loi de 1867, c'est-à-dire la nullité de la société à l'égard des *intéressés* ? Du silence de la loi de 1894 sur ce point, on peut inférer que le législateur a voulu soumettre au droit commun les sociétés de crédit, en ce qui concerne le défaut de publicité. La nullité pourra donc être opposée aux *associés* par les *tiers* qui auraient eu intérêt à connaître certaines clauses et par les *associés* à leurs coassociés.

Une autre avantage important accordé aux sociétés de crédit maritime est l'exemption des impôts qui frappent d'ordinaire les sociétés commerciales. Ces impôts sont de deux sortes : la patente et l'impôt sur les valeurs mobilières.

La patente frappe toute personne ou toute société qui se livre au commerce par profession, d'une façon habituelle et se propose de réaliser des bénéfices ; c'est pourquoi les sociétés commerciales, qui ont pour objet un gain à acquérir, sont soumises à cet impôt. Mais nos sociétés de crédit maritime, nous l'avons vu, ne tendent pas à faire des bénéfices ; leur seul objet est de fournir des avances aux pêcheurs au moyen d'opérations commerciales. Pour ce motif, il était possible au légis-

lateur d'exempter de la patente les caisses locales : aussi s'est-il empressé de le faire, d'autant plus que cette exemption était bien de nature à généraliser la création des caisses locales.

L'impôt sur les valeurs mobilières, établi par la loi de 1872, frappe d'une taxe de 4 0/0 les revenus des valeurs mobilières : actions, obligations, dividendes, bénéfices annuels des parts d'intérêt, etc. Les caisses locales étant des sociétés coopératives auxquelles, d'après l'article 3 de la loi de 1906, la distribution de dividendes est interdite, les bénéfices devant être partagés entre les membres au prorata du montant des opérations faites par eux avec la société, il était logique de supprimer un impôt destiné à frapper des bénéfices à partager sous forme de dividendes. Devraient seuls être taxés les intérêts des parts sociales, mais il ne faut pas oublier que le crédit maritime a été institué pour venir en aide à une catégorie de gens très éprouvés ; ce serait aller à l'encontre du but visé que de faire supporter un impôt aux faibles revenus des parts sociales. D'ailleurs ces exemptions d'impôts ne constituent pas une faveur exorbitante, puisque la jurisprudence constante du Conseil d'Etat exonérait de ces charges les coopératives de consommation et de crédit (1).

1. C. Arthuys, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, p. 347.

§ 7. — *Droits et obligations des sociétaires*

I. — *Droits*. — Les sociétaires, ayant souscrit un nombre quelconque de parts, acquièrent de ce fait une créance envers la société, dont ils peuvent toujours demander remboursement, quand la société est à capital variable, sauf le cas prévu par la loi, où le remboursement réduirait le capital au-dessous du montant du capital de fondation (article premier § 5, de la loi du 5 novembre 1894) ; dans ce cas seulement le sociétaire ne peut exiger la remise de la part ou des parts souscrites par lui. De même en cas d'exclusion de la société, pour un des motifs prévus aux statuts, le membre exclu a droit au remboursement intégral du montant de sa souscription. Cependant les sociétaires démissionnaires ou exclus peuvent être contraints par les statuts d'attendre, pour toucher ces sommes, la réunion de la plus prochaine assemblée générale qui doit approuver les comptes de l'année. Ce remboursement est fait d'ordinaire au taux fixé par l'assemblée générale.

Le capital social est en principe productif d'intérêts dont le taux est variable suivant la détermination prise par les statuts. Cependant ces derniers peuvent laisser à l'assemblée générale le soin de se prononcer sur cette question, et cette dernière, si les circonstances l'exigent,

peut diminuer et même supprimer totalement ces intérêts.

Les associés, propriétaires de parts, ont la faculté de se retirer de la société en cédant leurs parts à des membres nouveaux agréés par elle. Ce droit ne comporte pas de restriction, car ici le montant du capital de fondation ne subit pas de modification : le seul obstacle qui puisse entraver l'exercice de ce droit est la difficulté de trouver des personnes susceptibles d'obtenir les suffrages de la société.

Les sociétaires ont enfin un droit de contrôle et de surveillance sur les opérations de la société ; ils en ont la haute direction puisqu'ils nomment les administrateurs, prennent toutes les décisions graves intéressant le bon fonctionnement de la société et dont nous avons parlé en traitant de l'assemblée générale. Chaque année ils approuvent les comptes de l'exercice écoulé, contrôlent les actes des administrateurs, etc, etc.

II. — *Obligations.* — Les associés qui, en cette qualité, peuvent faire valoir certains droits ont également à supporter certaines obligations que leur imposent la loi ou les statuts.

Ils sont d'abord soumis à une certaine responsabilité à raison des opérations sociales, responsabilité que la loi a laissé aux statuts le soin de déterminer. Elle peut être de deux sortes :

1° *Illimitée*. — Les associés s'obligent alors sur tous leurs biens d'une façon indéfinie. Il en est ainsi, en général, dans les sociétés constituées sans capital social parce que la solidarité indéfinie des membres est la seule garantie qu'on puisse offrir aux créanciers sociaux. Ce principe fut admis en Allemagne par Schulze-Delitzsch et Raiffeisen au début du fonctionnement du crédit agricole, afin d'habituer les populations au principe de la solidarité sans lequel il est impossible de faire prospérer des caisses de crédit. La responsabilité illimitée offre de sérieux avantages ; elle permet de trouver plus facilement des prêteurs qui, ayant pour gage l'ensemble des biens des adhérents courront peu de risques. Elle est une garantie de meilleure gestion des affaires sociales, car chaque membre aura toujours la crainte de voir sa fortune personnelle compromise et se montrera pour ce motif très prudent dans les affaires sociales. Il est certain qu'en Allemagne où les paysans se sont facilement accommodés de ce principe, il a rendu de réels services aux caisses rurales.

2° *Limitée*. — Dans ce second cas, le sociétaire n'est responsable des actes de la société que jusqu'à concurrence d'une certaine somme déterminée par les statuts et qui peut être : soit le montant des parts souscrites par lui, soit plusieurs fois ce montant. Pour ses caisses rurales, M. Luzzatti a adopté la responsabilité

limitée à plusieurs fois la mise sociale et on a constaté que les résultats en ont été excellents.

Il est évident que la solidarité est le meilleur moyen de donner aux caisses de crédit une base solide et Wollemborg avait raison de dire, parlant du crédit agricole, « qu'elle est l'épine dorsale des associations de crédit rurale », mais son application est bien difficile, surtout en France où la perspective de charges trop lourdes effraie le public. D'ailleurs, on ne peut pas, en cette matière, poser une règle générale, car, suivant l'expression de M. Méline, il faut tenir compte des *milieux*, des *mœurs*.

La loi de 1894 a poussé plus loin encore le souci de ne pas éloigner les populations des caisses de crédit ; elle a laissé les statuts libres de déterminer suivant les circonstances, l'esprit local, la mesure où les sociétaires seront engagés par les opérations de la société.

En fait, il est rare qu'une société de crédit ait besoin de la responsabilité illimitée de ses membres, car les risques qu'elle court ne peuvent être bien grands. Les principales pertes qu'elle est exposée à subir proviennent de l'insolvabilité d'un emprunteur, mais est-il raisonnable de prétendre que ce cas est de nature à se produire souvent ? Une caisse locale ne comprend en général qu'un nombre restreint d'individus qui se connaissent, qui se sont choisis mutuellement ; de plus, avant de consentir un prêt, une enquête est faite sur l'emprunteur et on exige de lui des cautions solvables

pour garantir la dette. De telles précautions rendent presque impossible, ou, en tout cas, très rare, une sérieuse perte d'argent qui ne puisse être réparée par les réserves. C'est ce qu'exprime Wollemborg dans sa comparaison du groupe solidaire à un faisceau d'osier : « Ce n'est pas la destruction de quelques osiers qui anéantit la vigueur du faisceau ».

Cette responsabilité à laquelle sont assujettis les sociétaires ne les lie qu'envers les tiers, les créanciers sociaux qui, au cas de responsabilité indéfinie peuvent exiger de l'un des associés le paiement intégral de la dette, sauf à ce dernier à se retourner ensuite contre ses coassociés qui sont tenus, chacun pour sa part, des dettes sociales. Il est inutile d'ajouter que seuls les créanciers de la société, personne morale, peuvent agir ainsi contre les membres de cette société.

Nous avons vu que les membres d'une caisse locale ont la faculté de se retirer de la société et d'être remboursés de leurs parts; mais peuvent-ils ainsi s'exonérer des obligations sociales qui pèsent sur eux? La loi de 1894 a prévu ce cas dans son article 2 *in fine* qui trouve une solution sauvegardant à la fois, le droit de l'associé, de se retirer et les droits des créanciers sur les biens de cet associé, jusqu'à concurrence du montant fixé par les statuts. « Les sociétaires, dit l'article 2, ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société, antérieurement à leur sortie. » Il

suite là que les membres des caisses locales, même après leur retraite, seront responsables des opérations faites pendant leur présence; et cette responsabilité ne peut se trouver prescrite par un délai quelconque; elle durera tant que les créances nées de ces opérations ne seront pas réglées. Sur ce point la loi de 1894 s'est montrée plus rigoureuse que la loi de 1867, laquelle libère de ses obligations tout membre démissionnaire ou exclu, après le délai de cinq ans.

Les sociétaires, enfin, sont tenus d'acquitter les droits et cotisations imposées par les statuts au cas où la société aurait besoin de se procurer des ressources extraordinaires. Certaines sociétés, surtout celles constituées sans capital social, exigent de leurs adhérents un droit d'entrée ou d'inscription, en général assez minime, et destiné à couvrir les frais généraux. Cet usage, répandu au Danemark, dans les associations de prêts, sera peut-être adopté également par certaines caisses locales maritimes, dans les régions où les marins ne pourront souscrire des parts.

§ 8. — *Opérations.*

L'article premier de la loi du 23 avril 1906 énumère les opérations commerciales auxquelles peuvent se livrer les caisses locales. On peut se demander si cette énumération a un caractère limitatif ou simplement

énonciatif, si, en d'autres termes, la loi ne prétend que donner quelques exemples ou si elle précise les seules opérations permises aux sociétés de crédit. Un débat s'ouvrit à la Chambre sur ce point, lors de la discussion de la loi de 1894 qui a servi de modèle pour la rédaction du texte de la loi de 1906, et M. Mir, rapporteur, a nettement déclaré, à propos d'un amendement de M. Pontbriand, que la commission donnait à cette énumération un caractère purement énonciatif. Cette interprétation doit être donnée également à l'égard de la loi de 1906 qui reproduit presque intégralement le texte de la loi du 1894. Les caisses locales maritimes pourront donc se livrer à toutes les opérations de banque susceptibles de faciliter ou de garantir les opérations concernant les industries maritimes.

Les opérations de banque énumérées par l'article premier sont :

1° Les dépôts de fonds en comptes courants avec ou sans intérêts. Le maximum de ces dépôts, comme nous l'avons déjà dit, est fixé par les statuts ou par l'assemblée générale et doit être proportionné au chiffre des affaires faites par la société ; il est même prudent de le réduire à une somme peu élevée.

Si la société qui a reçu des dépôts de fonds n'en trouve pas immédiatement l'emploi, elle peut, pour s'éviter des charges au cas où ces dépôts seraient productifs d'intérêts, les placer, soit dans une caisse

d'épargne, soit à la caisse régionale à laquelle elle est affiliée ; mais il lui serait plus profitable de les consacrer à des opérations de prêts ;

2° Les recouvrements ou les paiements à faire par les syndicats ou par leurs membres, relativement aux opérations concernant les industries maritimes. La société qui se charge de ces opérations remplit alors le rôle de mandataire et peut percevoir, à cette occasion, un droit de commission variable suivant le montant des opérations et le lieu où les sommes doivent être versées ou reçues. De cette façon, les caisses locales peuvent se créer quelques ressources et surtout rendre à leurs membres et aux syndicats de grands services ;

3° Des emprunts faits au public. Cette faculté est très importante, car l'emprunt est le plus souvent la principale et la meilleure façon pour les caisses locales de se procurer des capitaux, surtout quand elles sont constituées sans capital social.

Ces emprunts sont consentis, soit par des établissements de crédit ou des particuliers, aux conditions ordinaires du marché, suivant la loi de l'offre et de la demande, soit par certains établissements de crédit, en vertu d'une loi se proposant d'encourager le développement des caisses de crédit.

Nous faisons allusion, ici, à la loi du 20 juillet 1895, qui contient dans son article 10, *in medio*, une disposition libérale sur l'emploi, par les caisses d'épargne,

d'une partie de leurs fonds, à l'égard des sociétés de crédit. Cet article dit : « Les caisses d'épargne pourront en outre employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le *cinquième* du capital de cette fortune en prêts aux sociétés coopératives de crédit ou à la garantie d'opérations d'escompte de ces sociétés. Grâce à cette liberté, les caisses d'épargne peuvent aider à la fondation et au fonctionnement de sociétés locales qui éviteront ainsi de s'adresser aux établissements publics de crédit où les emprunts sont toujours plus onéreux. La caisse d'épargne de Marseille a montré l'exemple en accordant à des sociétés de crédit agricole et urbain fondées dans les Bouches-du-Rhône des prêts de 1000 à 2000 francs au taux de 3 0/0 et pour deux ans. Espérons que les caisses d'épargne seront aussi généreuses à l'égard du crédit maritime.

En dehors des opérations énumérées dans l'article premier de la loi de 1906, les caisses locales peuvent encore (et ce sera leur véritable fonction), faire des avances à leurs membres, soit sur titre, soit contre remise de papier négociable (billets à ordre, traites, warrants (1), après avoir vérifié ce qu'elles ne devront jamais omettre, l'utilité et le caractère maritime des emprunts ainsi que les garanties qu'ils présentent, afin d'éviter des pertes provenant d'emplois improductifs des sommes prêtées.

1. La loi du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles est applicable à l'industrie ostréicole.

Ces prêts sont consentis au taux fixé par les statuts qui doivent tenir compte, pour le déterminer, du taux de l'intérêt demandé par la caisse régionale qui fait des avances pour fonds de roulement à la caisse locale; si cette dernière ne reçoit pas d'avances de sa caisse régionale, mais se contente de faire escompter par elle les effets remis par les emprunteurs, il lui faut tenir compte, pour la fixation de l'intérêt à leur demander, du taux de l'escompte de la société régionale. Les opérations de prêts tendent, en effet, à deux fins : d'abord venir en aide aux pêcheurs en tout ce qui a trait aux industries maritimes, ensuite, et cette seconde fin n'est pas à négliger, permettre aux sociétés de crédit de réaliser quelques bénéfices, minimes sans doute sur chaque opération, afin de se procurer les ressources nécessaires pour exercer une action économique sérieuse. C'est pourquoi les caisses locales doivent toujours faire en sorte que l'intérêt des prêts soit un peu supérieur à celui demandé par la caisse régionale ou au taux de l'escompte de celle-ci. Elles peuvent, par exemple augmenter ce taux de 1/2 0/0, ce qui leur donne une marge de bénéfices suffisante.

Quant au maximum des prêts que la caisse locale peut fournir à ses membres, il dépend de la nature des opérations pour lesquelles ils sont demandés, des chances de succès qu'elles présentent, de leur utilité technique, etc. Au cas où ces prêts sont consentis avec le concours

de la caisse régionale, la caisse locale ne peut en fixer seule le maximum, qui doit être agréé par la première.

Les prêts effectués par les caisses locales à leurs membres sont à court terme, c'est-à-dire consentis pour une période de trois, six ou neuf mois, à l'expiration de laquelle les effets représentant ces avances doivent être payés. La caisse locale peut, il est vrai, renouveler les effets pour une période égale à la première, quand les circonstances l'exigent, par exemple au cas où la campagne de pêche serait mauvaise; mais il est préférable d'habituer les emprunteurs à rembourser le plus tôt possible, dans les délais primitivement accordés, afin d'ôter aux gens de mauvais vouloir la tentation de se soustraire à leurs obligations par des moyens dilatoires. Et même les sociétés locales ont tout intérêt à ne consentir, au début de leur fonctionnement, que des effets à trois mois ou au plus six mois, jusqu'à ce qu'elles connaissent exactement leur clientèle et qu'elles puissent apprécier leur exactitude à tenir les engagements pris.

Les demandes d'emprunts doivent être adressées à la caisse locale quelque temps avant l'époque où ceux-ci doivent être versés, parce que, d'une part, les administrateurs ont à se renseigner sur les garanties du prêt, et d'autre part, il peut arriver que le trésorier n'ait pas en caisse les sommes suffisantes. Il importe, en effet, pour une caisse locale de ne conserver disponible qu'une petite

somme d'argent et de placer à la Caisse d'épargne ou dans une banque quelconque, les sommes non employées, car ces dernières, restant dans le coffre-fort de la caisse locale sont improductives et même occasionnent une perte à la société quand elles proviennent d'avances faites par la caisse régionale, car celle-ci demande à la caisse locale le paiement d'un intérêt qui serait dans ce cas une lourde charge pour elle.

Les sociétés locales de crédit maritime font des avances à leurs membres, soit directement, en versant contre la remise d'effets, comme nous l'avons déjà vu, les sommes demandées, soit indirectement, en escomptant le papier souscrit par un emprunteur à un membre de la société; cette seconde manière est même préférable, parce que, les effets sont revêtus de deux signatures, ce qui assure une garantie plus solide de remboursement. Les avances peuvent encore être faites en nature, par la remise au demandeur de l'objet à l'achat duquel était destinée la somme demandée. Les prêts à court terme consentis aux pêcheurs ne peuvent avoir un autre motif que l'achat d'engins de pêche ou d'appâts; or, il est facile à la caisse locale d'acheter au nom de l'emprunteur ces engins ou ces appâts qu'elle lui remet au lieu de la somme qu'ils représentent; de cette façon la caisse locale ne court pas le risque, toujours possible, de voir le montant de l'emprunt servir à d'autres fins que celles auxquelles il était affecté. Ce procédé est

parfois employé par les caisses locales agricoles qui, en concurrence avec les syndicats, prêtent en nature à leurs adhérents, et parmi les caisses locales maritimes, celle de Collioure achète souvent du matériel pour le compte de ses adhérents, au lieu de leur verser des sommes d'argent. La caisse locale fait ainsi des avances de matériel dont le remboursement doit être effectué en argent et garanti par des billets comme au cas de prêts en espèces. On peut se demander si le prêt en nature est légal, car, il ne rentre pas, en principe, dans les attributions de la caisse locale d'acheter des engins ou des appâts pour le compte des adhérents; elle empiète un peu sur le domaine de la société coopérative. Il est vrai qu'il y a une différence, car la coopérative achète en grande quantité afin de pouvoir vendre ensuite à meilleur marché, tandis que la caisse locale, dans l'hypothèse que nous envisageons, ne fait que des achats particuliers sur la demande d'un de ses membres ou d'un membre d'un syndicat, et le plus souvent elle s'adressera à la coopérative de vente de la région où elle se trouve. D'ailleurs cette opération est une avance d'un caractère spécial et dans le silence de la loi qui ne parle que des avances en général, il est possible de donner aux caisses de crédit ce moyen pratique de procurer aux pêcheurs l'outillage qui leur manque, sans leur livrer de l'argent, susceptible de tenter les plus honnêtes.

La société locale fixe les jours où les prêts peuvent

être versés et doit en faire part à tous les membres et aux syndicats de la région ; d'ordinaire cette détermination est prise de concert avec la caisse régionale afin de faciliter les relations que ces deux institutions sont appelées à avoir entre elles.

Nous avons dit que les avances devaient être consenties contre des garanties sérieuses : quelles sont les garanties que peuvent offrir les marins pêcheurs qui en général ne possèdent rien, en dehors de leur barque et de leurs engins ?

Evidemment, cette question est l'un des principaux obstacles à l'institution du crédit maritime et rend son fonctionnement beaucoup plus difficile que celui du crédit agricole. En effet, comme le fait remarquer M. Baudin, dans son rapport général du budget de 1906 : « Dans le crédit agricole, chacun sait ce que possède l'emprunteur en arpents de terre, en vaches, en bêtes de trait ; dans le crédit maritime le marin n'a que son bateau et ses bras, et encore son bateau est à la merci de la tempête ou même d'un simple risque de mer. » Le cultivateur a toujours quelque chose à donner en gage pour garantir les avances des caisses de crédit, ne serait-ce que ses instruments agricoles, et ce qu'il possède est moins exposé à périr que le petit capital du marin pêcheur ; ce dernier, au contraire, est misérable et ne peut garantir ses emprunts que par son bateau et ses engins.

I. — *Sur le bateau.* — Le marin peut consentir une hypothèque à la caisse locale sur ce dernier, mais encore est-il que certaines conditions doivent être remplies.

D'abord le bateau, pour être susceptible d'hypothèque doit jaugeer au moins vingt tonneaux (article 36 de la loi du 10 juillet 1885); au-dessous de cette limite le bateau n'a donc plus, au point de vue de la garantie, une bien grande valeur; il ne lui reste plus, pour remplir un rôle utile à l'occasion des prêts, que ses polices d'assurances maritimes contre les risques de mer et aussi contre l'incendie. De cette façon la caisse locale, à défaut d'hypothèque, aura une garantie de remboursement, en cas de perte du bateau. D'ailleurs, même pour les navires hypothéqués, les caisses exigent que l'hypothèque soit complétée par des polices d'assurances. Nous reviendrons bientôt sur ce point, à propos des prêts à long terme qui seront l'occasion la plus fréquente pour les pêcheurs de consentir des hypothèques.

II. — *Sur les engins.* — Ils représentent parfois une valeur assez importante et méritent à cause de cela d'être assurés, soit à une société d'assurance mutuelle du matériel, soit à toute autre compagnie qui consente à ce contrat après avoir été informée, qu'au cas de perte ou d'avarie du matériel, l'indemnité versée sera affectée au remboursement des prêts faits par la caisse locale au propriétaire de ce matériel. Ainsi la société de crédit a

la certitude de trouver, le cas échéant, une valeur capable de couvrir le montant des avances.

Mais ces moyens dont disposent le pêcheur pour garantir ses demandes d'emprunt sont rarement utilisés à l'égard des prêts à court terme ; ceux-ci en effet, consistent ordinairement en sommes de faible importance destinées à l'achat d'engins, de cordages ou d'appâts, accordées à des marins connus pour leur probité, leur économie, leur vie de labeur, de sorte que leur signature tient lieu de sûretés meilleures. C'est l'application *stricto sensu* du crédit personnel, mérité par l'individu, abstraction faite de sa fortune. Ajoutons, pour terminer sur ce point, que le marin emprunteur peut encore garantir son emprunt par une caution donnée, soit sur le billet, soit par une lettre sur papier timbré, remise au président de la société locale et qui est alors valable jusqu'au remboursement du prêt. Si la caution s'engage conjointement et solidairement, mention doit en être faite dans le billet à ordre.

Une dernière remarque au sujet des opérations des caisses locales : les sociétaires ne sont pas les seuls qui puissent faire des affaires avec elles, les membres des syndicats jouissent des mêmes droits, bien qu'ils ne soient pas affiliés à ces caisses, comme aussi les syndicats, personnes morales, qui n'ont pas contribué à leur fondation. Cette solution est admise pour les membres des syndicats agricoles qui n'ont pas

souscrit de parts dans la caisse locale. Ce droit accordé aux simples syndiqués n'est peut-être pas à l'avantage des sociétés de crédit, car beaucoup de marins, au lieu de souscrire des parts, préféreront payer le droit minime exigé pour entrer dans un syndicat et qui leur permettra de profiter dans une assez large mesure des caisses de crédit. On a voulu étendre le champ d'action des sociétés de crédit et leur permettre par là de fortifier leur situation, mais la méthode adoptée n'est pas sans présenter de réels inconvénients.

§ 9. — *Prélèvements sur les opérations. — Réserves*

L'article 3 de la loi de 1894 indique que des prélèvements, dont le taux sera fixé par les statuts, seront effectués, au profit de la société, sur les opérations faites par elle. Bien que nos sociétés de crédit n'aient pas pour but de réaliser des bénéfices, elles recueillent cependant un certain gain sur l'ensemble des affaires qu'elles traitent. C'est sur ce boni que sont opérés les prélèvements dont il est question à l'article 3 qui leur assigne un emploi, du moins pour partie.

Aux termes de cet article, les prélèvements doivent être affectés jusqu'à concurrence des trois quarts au moins, après paiement des frais généraux, des intérêts des emprunts et du revenu du capital social, à la cons-

titution d'un fonds de réserve jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins la moitié du capital social. La constitution de ce fonds de réserve, exigée dans toute société, est indispensable dans une société locale de crédit, car non seulement le capital secondaire assure la stabilité, la régularité de la marche de la société, mais il fortifie aussi son crédit auprès de la caisse régionale, des banques publiques et des particuliers auxquels pourrait faire appel la caisse locale. C'est pourquoi il importe que ces sociétés fassent de grands efforts dans le but d'amasser le plus rapidement possible des réserves suffisantes pour inspirer confiance au public et aux marins eux-mêmes, à ceux qui ont craint, lors de la création de la société, de se rendre propriétaires de parts.

La société pour faire des opérations, a besoin de capitaux, d'un fonds de roulement qu'elle trouve dans le capital social, puis dans les dépôts faits dans ses caisses et les emprunts qu'on veut bien lui consentir, enfin dans les réserves accumulées chaque année ; mais le capital social et les emprunts exigent un intérêt qui grève parfois lourdement le budget de la société, tandis que les réserves, appartenant en propre à la société, n'attendent aucune rémunération, parce qu'elles sont le fruit de son travail : elles forment une masse de capitaux gratuits pour la société.

Nous verrons dans le chapitre suivant, à propos des

relations entre les caisses locales et la caisse régionale, que cette dernière consent des avances à celles-là, mais en tenant compte de leur situation pécuniaire. Une caisse locale, dont le montant des opérations atteint un chiffre élevé lui permettant de faire des prélèvements importants, offrira de sérieuses garanties à sa caisse régionale et obtiendra par là un crédit beaucoup plus large.

Enfin ces réserves donnent aux caisses locales les moyens de résister pendant une période de crise, provoquée par une mauvaise année de pêche ou des pertes d'argent, causées par les mauvais payeurs ; une société sans le secours des réserves est fatalement amenée en pareil cas à la dissolution.

C'est pour toutes ces raisons que la loi de 1894, plus rigoureuse sur ce point que la loi de 1867, sur les sociétés anonymes, qui n'impose qu'un prélèvement de 5 0/0 sur leurs bénéfices nets jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint le dixième du capital social, exige un prélèvement des trois quarts jusqu'à ce que le fonds de réserve ait atteint la moitié du capital de fondation. La loi a voulu forcer les sociétés de crédit à réaliser elles-mêmes, avec le seul fruit de leur travail, une véritable œuvre de prévoyance et de mutualité, grâce à l'économie et à l'ordre apportés dans la gestion de leurs affaires. Ce temps n'est pas encore venu, puisque le crédit maritime n'a pu être créé qu'avec le secours de subventions votées par le Parlement, mais si un jour

les subventions sont supprimées, il ne faut pas que les sociétés qui fonctionnent actuellement puissent en souffrir.

Les sociétés commerciales ou industrielles poussent souvent la prudence jusqu'à constituer un second fonds de réserve destiné à fortifier le premier, à l'aide du reliquat des bénéfices disponibles, après que les prélèvements ordonnés par la loi ont été faits. Nos caisses locales ont tout intérêt à agir de même, en mettant de côté tous les bénéfices disponibles après les paiements et les prélèvements effectués.

Il est vrai que souvent le reliquat des bénéfices sera minime, puisque les trois quarts au moins de ces derniers doivent être affectés à la réserve légale, mais les caisses de crédit mutuel doivent s'ingénier à trouver des fonds en dehors des bénéfices. Abstraction faite des libéralités qui ne sont pas tout à fait conformes au principe de la coopération et qui, de plus, peuvent devenir un danger en dispensant de l'effort, les administrateurs des sociétés ont d'autres moyens de se procurer des fonds, soit en élevant un peu le taux de l'intérêt des prêts et des commissions que celles-ci prennent à l'occasion de certaines opérations, soit en faisant payer, aux membres des syndicats non sociétaires qui désirent traiter avec les sociétés, un droit proportionnel à l'importance du service qu'ils leur demandent, soit enfin en exigeant des sociétaires le paiement annuel d'une taxe. Mais la meil-

leure manière d'accroître la marge des bénéfices est de réduire le plus possible les frais généraux, d'abord en stipulant la gratuité de toutes les fonctions dans les sociétés : la mutualité repose sur un ensemble de services réciproques, rendus dans l'intérêt général, sans espoir de gain ; ensuite en réduisant les dépenses quotidiennes, les frais de bureau, de correspondance, etc. La caisse régionale pourra faciliter ces économies en prenant à sa charge les envois d'argent, en donnant les imprimés et autres fournitures.

Ces réserves une fois constituées, quel sera leur emploi ? Etant destinées à parer aux éventualités malheureuses qui peuvent fondre sur la société, elles doivent être conservées avec soin dans leur intégralité ; aussi les administrateurs ou directeurs de la société auront-ils à cœur de veiller à ce que les valeurs choisies pour leur placement soient de tout premier ordre ; ils pourront également les déposer à la Caisse d'épargne, bien que, suivant l'opinion émise tant de fois dans les congrès de crédit populaire et en particulier à celui de 1909, tenu à Pau, par M. Louis de Vogüé, les caisses locales doivent plutôt s'efforcer d'attirer à elles l'épargne populaire qui s'entasse, inproductive, dans les caisses de l'État.

Quant aux réserves supplémentaires, elles pourront en partie être mises en circulation pour accroître l'activité des opérations sociales.

L'article 3, *in fine*, supposant qu'une partie des bénéfices reste sans emploi, stipule qu'ils *pourront* être répartis à la fin de chaque année entre les syndicats ou leurs membres, au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations. Ainsi la loi autorise le partage des bénéfices de la société, mais elle ajoute que ce partage ne pourra en aucun cas être fait sous forme de dividendes, entre les membres de la société. La raison de cette prohibition est qu'en réalité il ne peut-être question ici de dividendes : ces bénéfices ne sont que des excédents, des « trop perçus » (1) que la société rembourse, à la fin de chaque exercice, aux membres de la société ou des syndicats qui ont fait des opérations avec elle, et ces remboursements doivent être proportionnels aux prélèvements subis par eux. Si les sommes réparties avaient le caractère de dividendes, les sociétaires, seuls, qui ont souscrit le capital social et ceux qui, à un autre titre, sont porteurs de parts, auraient le droit de participer à ce partage.

Quel sera le sort de ce fonds de réserve à la dissolution de la société ? La loi du 23 avril 1906 dit dans son article premier, qu'il sera partagé, avec le reste de l'actif, entre les sociétaires, proportionnellement à leurs souscriptions. Mais les associés n'ont pas un droit absolu à ce partage, car la loi ajoute : « à moins

1. Voir thèse de Chatelain, Province, 1906.

que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt maritime ». Il suit de là que les associés pourront dans ce cas ne pas récupérer le montant des parts par eux versées ; cette mesure a pour but de favoriser le développement des tendances mutualistes, en permettant aux sociétés de crédit de venir en aide aux œuvres intéressant la corporation des marins.

§ 10. — *Contrôle et surveillance des sociétés locales.*

La loi de 1906 stipule dans son article 2 *in fine* qu'un décret fixera les moyens de contrôle et de surveillance à exercer par le ministre de la Marine sur les sociétés de crédit maritime. Le président de la République signa ce décret le 30 juillet 1906 qui fut publié au *Journal officiel* le 2 août suivant. Mais après l'organisation des caisses régionales par la loi du 18 juin 1909, ce décret fut remplacé par celui du 4 novembre 1909 (1), lui-même modifié par le décret du 5 avril 1910 (2). Nous allons examiner rapidement les principales dispositions du décret de 1909, en indiquant les points sur lesquels il diffère du décret de 1906.

Il organise d'abord (article premier) un service de surveillance et de vérification des opérations faites par les

1. *J. off.* du 5 novembre 1909.

2. *J. off.* du 10 mai 1910.

sociétés locales, confié à des officiers ou fonctionnaires de l'inscription maritime désignés par le ministre de la Marine, sur la présentation d'une commission spéciale créée par le présent décret (article 4). Le décret de 1906 confiait également aux officiers de l'inscription maritime ce contrôle, mais l'organisation en était différente, chaque administrateur de l'inscription maritime était chargé, de par son seul titre, de cette mission, dans son quartier.

Ces officiers ou fonctionnaires ont le droit d'exiger, des administrateurs ou directeurs des sociétés de crédit, la présentation des livres de comptabilité et toutes les pièces relatives aux opérations faites par ces sociétés et qui sont de nature à justifier cette comptabilité. Ils doivent également vérifier si les opérations de la société sont toutes relatives aux industries maritimes. Le décret de 1906 donnait également ce droit aux contrôleurs de l'inscription maritime quand ils en avaient reçu l'ordre du ministre, ce qui pouvait se présenter en cas de circonstances graves, quand une caisse traversait une phase critique, etc.

Dans son article 3, le décret ordonne à chaque société de crédit maritime de communiquer, dans le mois de sa constitution, à l'administrateur de l'inscription maritime du quartier où elle a établi son siège social, trois exemplaires de ses statuts (le décret de 1906 en exigeait six); la même formalité doit être accomplie, dans les

mêmes conditions, toutes les fois qu'une modification est apportée aux statuts et qu'un administrateur ou directeur est nommé.

En dehors de ces formalités qui sont relativement rares, les sociétés, doivent produire, par le ministère de leurs administrateurs ou directeurs, au plus tard, dans la première quinzaine de février, le relevé de leurs opérations faites pendant l'année précédente, auquel est joint le relevé détaillé des créances actives et passives de la société.

Les administrateurs de l'inscription maritime constituent le premier organe de contrôle et de surveillance étranger à la société. Au-dessus est institué par l'article 4, un second organe, qui siège au ministère de la Marine, sous le nom de *commission supérieure de contrôle et de surveillance des sociétés de crédit maritime*. Elle a pour mission de délibérer sur toutes les questions intéressant la création ou le fonctionnement des sociétés, de donner son avis sur la façon dont seront réparties, entre les sociétés, les subventions, libéralités et allocations diverses.

Cette commission est composée de : trois sénateurs, cinq députés, un membre du Conseil d'État, un membre de la Cour des Comptes, le gouverneur de la Banque, de France ou son délégué, trois représentants du ministère des Finances, dont le directeur général des douanes et un inspecteur général des finances, le

directeur du service du crédit agricole au ministère de l'Agriculture, quatre représentants du ministère de la Marine en raison de leur compétence particulière, dont le directeur central de la navigation et des pêches maritimes, et l'administrateur de l'établissement des invalides de la marine, six personnes *désignées pour trois ans*, en raison de leur compétence particulière, quatre représentants des caisses régionales de crédit maritime, désignés par le ministre de la Marine parmi les membres de ces sociétés, quatre membres du conseil supérieur de la navigation maritime ou du conseil supérieur des pêches maritimes.

Tous ces membres sont nommés par le ministre de la Marine qui choisit parmi eux le président et le vice-président. Deux secrétaires sont adjoints à la commission et ont voix consultative. Les officiers de l'inscription maritime, nommés par la commission pour surveiller les caisses, peuvent être admis à prendre part aux délibérations de cette dernière, si on les y mande (1).

Les sociétés de crédit sont surveillées par la commission supérieure par l'intermédiaire des administrateurs de la marine qui doivent, dans la deuxième quinzaine du mois de février, transmettre un rapport rédigé par eux à fin de rendre compte de la vérification des opérations sociales et de la situation financière. Le

1. Le décret de 1906 avait créé également une commission supérieure (article 4) mais la composition en était un peu différente.

rapport doit être adressé d'abord au ministre qui le remet à la commission avec l'ordre de l'examiner et de lui rendre compte de cet examen dans un rapport publié au *Journal officiel*.

Ajoutons enfin que les caisses régionales ont aussi un droit de contrôle sur les caisses locales : nous reviendrons d'ailleurs sur ce point dans le chapitre suivant.

Cette ensemble de mesures, établies par le décret du 4 novembre 1909, assure la bonne direction des sociétés locales car la moindre faute de la part des administrateurs peut être immédiatement relevée par les contrôleurs. Il était indispensable d'établir à l'égard de ces sociétés une surveillance particulière pour guider, d'abord, leurs premiers pas et inspirer, ensuite, aux marins une confiance absolue par de sérieuses garanties.

CHAPITRE V

LES CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT MARITIME (Loi du 18 juin 1909)

Nous avons dit déjà en faisant l'historique de l'institution du crédit maritime que les caisses locales, livrées à elles-mêmes, seraient impuissantes à faire œuvre utile ; leurs action serait vite paralysée parce que d'abord, leur ressources sont limitées d'ordinaire au seul capital social formé par la souscription des parts, et ensuite les opérations d'escompte qu'elles font souvent nécessitent le concours d'une autre banque à laquelle on puisse endosser les effets escomptés. Lors de l'institution du crédit agricole par la loi du 5 novembre 1894, les caisses locales créées ne réalisèrent pas, malgré de grands efforts, ce que l'on attendait d'elles, à cause de leur isolement. Sans doute les banques locales constituaient un organe tout désigné pour servir de lien entre ces caisses, mais pour la plupart, elles se soucièrent peu de remplir ce rôle, tant était grande la défiance inspirée par le crédit agricole. Le Parlement comprit alors qu'il fallait donner à cette

institution un organisme complet lui permettant de fonctionner par ses propres moyens, sans avoir à se heurter à la mauvaise volonté des sociétés qui lui sont étrangères. Ainsi furent créées les caisses régionales par la loi du 31 mars 1899.

Les difficultés rencontrées par les caisses locales de crédit agricole pour l'escompte de leurs effets se présentèrent de nouveau à l'égard des caisses maritimes. Aussi, à l'exemple des agriculteurs, les marins pêcheurs réclamèrent-ils, pour assurer au crédit maritime les moyens de se développer, la création de caisses à circonscriptions plus vastes que celles des caisses locales, destinées à venir en aide à ces dernières. Au congrès des pêches maritimes, tenu à Bordeaux en 1907, M. Le Bail proposa à l'assemblée un vœu en faveur de la création de caisses régionales analogues à celles créées par la loi du 31 mars 1899.

Nous avons vu comment le Parlement répondit aux desiderata des marins pêcheurs en votant la loi du 18 juin 1909, qui organise, conformément à la loi de 1906, des caisses régionales de crédit maritime.

On peut se demander pourquoi une loi nouvelle était nécessaire à la formation de ces caisses régionales. N'était-il pas possible, en effet pour les constituer légalement, d'avoir recours simplement aux dispositions de la loi de 1906 complétée par le texte de la loi de 1894, car les caisses régionales n'ont-elles pas pour objet les

mêmes opérations commerciales, ou du moins, des opérations du même ordre, tendant au développement des industries de la pêche ? Il semble que des caisses locales eussent pu, avec l'aide de personnes dévouées à la cause du crédit maritime, organiser légalement des caisses régionales sans l'intervention du législateur, et ainsi ces caisses locales auraient fonctionné plus facilement.

Ce n'est pas que dans le texte de cette loi la création de caisses régionales soit prévue, car, comme le fait remarquer M. Chaumet, dans son rapport à la Chambre sur le projet de loi organisant ces caisses (1) (séance du 8 juillet 1908), il n'y est fait aucune allusion. Et même, l'examen du rapport à la Chambre de M. Le Hérissé, sur le projet de loi instituant les caisses locales, conduit à cette conclusion que le législateur n'avait pas l'intention d'organiser le crédit maritime sur le modèle du crédit agricole, c'est-à-dire « de maintenir le principe du crédit à deux degrés » (2). Nous verrons, en effet, plus loin, que le gouvernement ne s'est pas borné, au sujet du crédit maritime, à voter une loi de faveur qui donne aux marins les moyens de se procurer des capitaux, il a voulu leur venir en aide d'une façon plus directe en accordant aux sociétés de crédit des subventions comme en reçoivent les caisses régionales agricoles,

1. Cf. *Journal officiel*, Docum. parlam., août 1908, p. 661.

2. Cf. *Annuaire de législation française*, 1906, Notice de Dufourmentelle.

qui sont chargées de faire ensuite des avances aux sociétés locales. Mais d'après le projet présenté par M. Le Hérissé, dans son rapport à la Chambre sur la loi du 1909, les avances sont consenties directement de l'État aux caisses locales de sorte que le crédit maritime, à la différence du crédit agricole, ne compte plus qu'un degré, qu'un organe susceptible de toucher les subventions. M. Le Hérissé, après avoir exposé le rôle joué en Bretagne par les petites caisses fondées par MM. Le Bail et Rivoal, dit en effet : « Toutefois, réduites à leurs propres ressources les sociétés locales ne peuvent rien entreprendre de sérieux. C'est pourquoi l'institution du crédit maritime permettra de leur venir en aide et de leur faire des avances pour l'achat des bateaux et de leurs accessoires, comme aussi pour leur permettre l'acquisition des filets, du liège, des rogues et des appâts dont ils ont besoin (1). » Et plus loin, il indique même l'origine des subventions à faire par l'État, et dont nous reparlerons plus loin : « L'argent nécessaire aux avances à consentir aux pêcheurs sera fourni par la caisse des invalides de la marine qui, aux termes de l'article 24 de la loi du 7 avril 1902, sur la marine marchande, reçoit 1/3 de la retenue de 6 0/0 des primes de la marine marchande, pour subvention des institutions utiles aux marins. » Il ressort bien nettement

1. Cf. *Journal officiel*. Docum. parlam. tome I n° 3198 séance du 6 avril 1905.

de cet exposé que, les caisses locales recevant directement de l'État les sommes pour faire ensuite des prêts aux pêcheurs, le législateur n'a pas songé à faire intervenir, pour la distribution de ces avances de l'État, des caisses régionales chargées d'accorder des versements aux caisses locales. D'ailleurs le ministre de la Marine lui-même laissa entendre clairement qu'il n'entraînait pas dans les vues du gouvernement d'organiser des caisses régionales quand, répondant à une interpellation, il dit : « Il me paraît, en effet, plus vraisemblable de supposer que les sociétés qui se formeront sous le régime des dispositions que nous avons à voter, *s'adresseront à l'État* pour avoir leur part des subventions (1). »

Mais le silence de la loi de 1906 et les sous-entendus du législateur, ont-ils pour conséquence nécessaire de rendre illégale toute création de caisses régionales conformément aux prescriptions de la loi du 23 avril 1906 ? Nous ne le pensons pas, car d'une part, la création par le législateur d'une organisation de crédit maritime à un seul degré n'implique pas l'impossibilité, de la part des intéressés, de former des sociétés de sociétés dans le but de favoriser l'essor des industries maritimes, et d'autre part, le texte de la loi de 1906 ne spécifie pas que seules des caisses locales pourront être consti-

1. Cf. *Journal officiel*, Débats parlem., séance du 10 avril 1906, p. 115-420.

tuées ; il est beaucoup plus général et s'adresse *aux sociétés de crédit maritime*, sans autre précision. Il semble donc, logiquement, que cette loi puisse être utilisée aussi bien pour la fondation des caisses régionales, que pour celle des caisses locales, si les premières réalisent toutes les conditions imposées aux secondes. Et ainsi, sans l'intervention d'une loi nouvelle, le crédit maritime est doté d'un organisme calqué sur celui du crédit agricole : des caisses locales chargées de faire des avances aux pêcheurs et d'escompter leur papier ; des caisses régionales, formées de la réunion de plusieurs sociétés locales et qui ont pour mission d'escompter le papier de ces dernières.

Pourquoi alors n'a-t-on pas usé de cette faculté et le Parlement a-t-il été sollicité de voter une loi spéciale pour l'organisation du crédit maritime ?

Le gouvernement et les personnes qui ont entrepris de donner à l'institution du crédit maritime tous les moyens de se développer rapidement, ont pensé qu'il était préférable, dans ce but, d'organiser les caisses régionales sur des bases solides, suivant une législation précise qui ne soit pas susceptible de donner naissance à des malentendus, des controverses au sujet de son interprétation. Or, comme la loi de 1906 n'offrait pas toutes les garanties désirables à ce point de vue, le législateur a jugé bon de la compléter par un autre texte visant explicitement la création des caisses régio-

nales, définissant et limitant nettement leur rôle à l'égard des caisses locales, de telle sorte que les contestations qu'auraient pu soulever les établissements de crédit auxquels ont besoin de s'adresser les caisses régionales pour l'escompte de leur portefeuille, soient évitées. Ces derniers, en effet, tirant argument du silence de la loi de 1906, auraient peut-être prétendu que les caisses régionales, ayant un rôle de contrôle, de haute direction sur les caisses locales ne pouvaient être légalement constituées que par une loi spéciale et des difficultés nombreuses, très nuisibles aux intérêts du crédit maritime, seraient nées de ces controverses; en votant une loi spéciale le législateur, en même temps qu'il restaurait le principe du crédit à deux degrés, épargnait aux caisses régionales l'hostilité et la défiance des banques.

Mais cette loi ne prétend pas autoriser la création des caisses régionales; M. Chaumet dans son rapport à la Chambre, déposé le 8 juillet 1908, (1), a pris soin de corriger dans ce sens le texte présenté par la commission, en substituant à ces mots : « est autorisée la création de caisses régionales conformément aux dispositions de la loi du 23 avril 1906 », l'expression : « des caisses régionales de crédit maritime peuvent être créées », afin de bien marquer qu'il n'appartenait pas

1. Cf. Docum. parlém., *Journal officiel*, août 1908, p. 661.

à la loi en projet de donner l'autorisation de fonder des caisses de crédit maritime mutuel.

Le souci de supprimer tout prétexte à divergences d'opinions au sujet des caisses régionales n'est pas le seul motif de la loi de 1909 ; il en est un autre, plus important, qui la rendait nécessaire. Nous voulons parler de la promulgation de la loi du 29 décembre 1906 autorisant les caisses régionales de crédit agricole à consentir des avances à long terme aux sociétés coopératives agricoles qui sont affiliées à une caisse locale de crédit mutuel (art. 2 de la loi du 29 décembre 1906), affiliée elle-même à une de ces caisses régionales. Le crédit agricole, grâce à cette disposition nouvelle, voyait s'étendre le champ de son action et les agriculteurs bénéficiaient à la fois, et des bienfaits de l'association, par les coopératives agricoles, et des bienfaits des subventions de l'État qui, par une faveur spéciale, venaient très à propos à leur secours pour les aider à édifier l'œuvre si difficile des coopératives, desquelles, cependant, le monde agricole attend de si heureux effets.

Cette mesure à l'égard du crédit agricole, il fallait également l'étendre au crédit maritime, mais les caisses régionales créées sous l'empire de la loi du 23 avril 1906 ne pouvaient consentir des avances à long terme, car cette dernière loi ne les prévoit pas ; une loi nouvelle autorisant des avances à long terme consen-

ties par les caisses régionales aux sociétés coopératives maritimes, était donc indispensable. Le Parlement, persuadé que seul ce genre d'avances est de nature à produire des effets heureux, en particulier au point de vue de la transformation du matériel de pêche, vota la loi du 18 juin 1909 que nous allons étudier maintenant.

§ 1. — *Constitution d'une caisse régionale*

D'après l'article premier de la loi du 18 juin 1909, les caisses régionales de crédit maritime mutuel sont soumises, pour leur constitution, aux dispositions de la loi du 23 avril 1903 que nous avons étudiée en détail dans le précédent chapitre; nous ne reviendrons donc que très rapidement sur ce qui a déjà été dit au sujet des caisses locales.

Etant basées sur la mutualité, les sociétés organisées par la loi de 1909 ont le caractère de sociétés de personnes, comme les caisses locales et doivent être classées avec elles dans la catégorie spéciale se rattachant à cette dernière nature de société, où nous les avons placées, à cause de leur caractère mixte qui possède à la fois les éléments des sociétés par intérêts et des sociétés par actions. Ce caractère personnel entraîne l'obligation, de la part des adhérents, pour être admis dans la société, de présenter leurs titres, afin que la majorité des membres les agréent après un exa-

men sérieux. Et pour le même motif les parts souscrites ne sont transmissibles que par voie de cession, avec l'agrément de la majorité des membres.

Le capital social est constitué, d'abord, par la souscription de parts nominatives de valeur inégale dont le nombre est en principe fixé par les statuts ainsi que leur montant. Comme pour les caisses locales, le versement du quart seulement du montant du capital souscrit doit être immédiatement effectué, afin d'assurer à la caisse régionale les ressources nécessaires à son fonctionnement. La loi de 1909 laisse aux statuts une liberté moins grande en ce qui concerne la fixation du maximum de parts que pourra souscrire chaque adhérent ; elle impose aux statuts de réserver « au moins les deux tiers des parts » de préférence aux sociétés locales qui, en leur qualité de personnes morales, ont le droit de devenir propriétaires de parts au même titre que les sociétés coopératives et d'assurances dont nous avons parlé à propos de la fondation des caisses locales. Cette disposition de la loi (art. 4, § 2) est de nature à éliminer les individus et c'est heureux, car les personnes les plus intéressées à la constitution et au fonctionnement des caisses régionales sont certainement les caisses locales et les sociétés coopératives, et le meilleur moyen d'assurer la prompte création de ces caisses supérieures de crédit, était bien, sans contre-dit, de mettre les sociétés locales à même de pouvoir

souscrire un nombre important de parts, d'autant plus qu'ainsi, les caisses locales, comme nous l'avons fait remarquer dans le chapitre précédent, se procurent un crédit plus large à cause de la garantie qu'offre la masse des parts souscrites.

Cette mesure présente, en outre, l'avantage de créer entre les caisses locales et régionales un lien de solidarité très étroit de nature à assurer la bonne gestion de ces sociétés, en leur interdisant toute opération hasardeuse, susceptible de compromettre leur prospérité. C'est grâce à cette union intime entre les deux organes que le crédit agricole a pris une si rapide extension : il était obligatoire de suivre la même méthode à l'égard du crédit maritime et le législateur de 1909 s'y est appliqué en introduisant dans sa loi la disposition dont nous venons de parler concernant les parts réservées aux caisses locales.

Pour être admis à souscrire des parts dans une société locale, il faut être inscrit maritime ou au moins membre d'un syndicat professionnel maritime : ces qualités sont également requises à l'égard des caisses régionales, qui doivent conserver, tout autant que les caisses locales, un caractère strictement professionnel. D'ailleurs la plupart des individus qui souscrivent des parts dans une société régionale sont déjà membres de caisses locales, et par conséquent remplissent les conditions imposées par la loi de 1906. Quant aux per-

sonnes qui, étant restées étrangères jusqu'alors à l'institution du crédit maritime, veulent adhérer à une caisse régionale, cette dernière peut exiger d'elles la souscription préalable de parts dans la caisse locale de leur circonscription afin d'en favoriser le développement ; il appartient aux statuts de prendre une détermination sur ce point et il serait désirable que tous imposassent cette condition.

Mais ce cas ne peut se produire souvent, étant donné surtout que la plus grande partie des parts doivent être souscrites par des caisses locales. La loi de 1909 ne s'explique pas au sujet de ces caisses, elle ne spécifie pas si toutes les caisses locales de crédit maritime ont le droit d'exiger de la part de la caisse régionale la réserve des deux tiers des parts. Le texte s'adresse en général aux sociétés locales, mais toutes ne sont pas sous le régime de la loi du 23 avril 1906, ou plutôt certaines ont pu se constituer, antérieurement à la loi organisant le crédit maritime, suivant les dispositions de la loi du 24 juillet 1867, en adoptant la forme des sociétés à capital variable, ou encore se sont organisées en associations conformément aux principes de la loi de 1901 : ces caisses dissidentes seront-elles admises à souscrire des parts dans les mêmes conditions que les autres ? Il nous semble que le texte, très général, doit être interprété dans un sens favorable à toutes les sociétés locales de crédit qui ne sont pas soumises à la loi de 1906 ; mais encore faut-il que

leurs opérations soient analogues à celles visées par la loi précitée, qu'elles aient pour objet de garantir ou de favoriser les opérations concernant les industries maritimes ; il suit de là que les sociétés de crédit qui se proposent des opérations mixtes, c'est-à-dire qui ne sont pas exclusivement réservées aux industries de la pêche maritime doivent être évincées. Le même sort doit attendre les sociétés locales dont les membres ne sont pas tous inscrits maritimes ou membres de syndicats professionnels, car la caisse régionale doit veiller à ce que les spéculateurs ne puissent se glisser dans son sein, sous prétexte qu'ils prennent les intérêts des marins pêcheurs en adhérant à une société destinée à leur venir en aide. Enfin seront également écartées les sociétés qui ne seront pas fondées sur le principe de la mutualité ; le crédit maritime tel qu'il est organisé par les lois de 1906 et de 1909 repose tout entier sur la force de l'association qui permet à la solidarité de s'épanouir : il est impossible, sans rompre l'harmonie du système, d'introduire des éléments étrangers, des mœurs étrangères à celles de la mutualité.

Donc, abstraction faite des quelques restrictions énumérées ci-dessus, toutes les caisses locales, quel que soit leur régime, peuvent acquérir des parts, au même titre que les autres, dans les caisses régionales. Cette solution a été admise à l'égard des caisses de crédit agricole constituées en dehors de la loi du 5 novembre

1894, et pour le plus grand bien de cette institution, car de cette façon, beaucoup de caisses rurales qui avaient devancé le législateur purent s'affilier aux caisses régionales et donnèrent une heureuse impulsion à leurs débuts.

En dehors des caisses locales, d'autres sociétés sont admises à souscrire des parts dans les caisses régionales : ce sont les sociétés coopératives maritimes créées en vue de procurer aux pêcheurs les engins ou les appâts nécessaires, ou encore, d'organiser la vente en commun du poisson, ce sont également les sociétés d'assurances mutuelles du matériel, créées suivant les dispositions de la loi du 24 juillet 1867. Mais ces sociétés n'ont pas les mêmes droits que les caisses locales ; la loi les traite de la même façon que les individus avec lesquels elles peuvent partager le dernier tiers des parts à souscrire. Il est regrettable, à notre avis, que le législateur n'ait pas introduit dans le texte, une disposition accordant la préférence, pour la souscription du dernier tiers, à ces sociétés coopératives et d'assurances, parce que, d'abord, les sociétés offrent toujours des garanties plus grandes que les individus et ensuite, il est utile de rapprocher le plus possible, par les liens de l'intérêt, les différentes sociétés mutuelles qui s'efforcent d'améliorer le sort des marins pêcheurs.

Nous avons vu, à propos des caisses locales, que la constitution d'un capital social n'est pas obligatoire, quand ces dernières adoptent la forme à capital variable,

pourvu que les statuts stipulent la responsabilité illimitée de tous les membres ; le fonds de roulement est alors alimenté par les dépôts effectués dans les caisses de la société ou les avances consenties par les caisses régionales. Peut-on fonder également des caisses régionales sans souscription de parts ? Il semble, *a priori*, que ces sociétés, étant constituées conformément aux prescriptions de la loi de 1906, doivent jouir des mêmes facultés que les caisses locales et, par conséquent, peuvent se dispenser de constituer un capital social en déclarant la solidarité des membres. Logiquement, étant donné le silence de la loi de 1909, sur ce point, il devrait en être ainsi, mais une disposition concernant spécialement les caisses régionales détruit, à notre avis, cette faculté. Nous verrons, en effet, plus loin, que l'État peut consentir à ces caisses, sur leur demande, des avances remboursables dans un certain délai, mais il est stipulé que le montant de ces sommes ne pourra en aucun cas, excéder le quintuple du montant du capital versé en espèces (1), c'est-à-dire, au moins, du quart du capital souscrit. Il suit de là qu'une caisse constituée sans souscription de parts ne peut demander à l'État des avances parce qu'il lui est impossible de justifier que les sommes qu'elle sollicite ne dépassent pas le montant fixé. L'État ne peut prêter au delà du

1. Loi du 25 mars 1910, article 2.

quintuple du capital versé, pour trouver dans ce dernier une garantie de remboursement ; il va de soi que s'il n'existe aucun capital, l'État refusera le prêt, d'où impossibilité pour les caisses régionales de ne pas constituer de capital social à moins de renoncer à solliciter de l'État des avances gratuites ; mais alors on ne voit pas qu'elle pourrait être l'utilité de semblables caisses, quel serait leur rôle à l'égard des caisses locales et des sociétés coopératives. Il faut donc conclure, qu'en fait, les caisses régionales doivent faire souscrire un capital social, à la différence des caisses locales auxquelles les premières peuvent consentir des avances sans que la loi ait déterminé le genre de garantie exigée pour le remboursement.

A coté des parts souscrites et des avances de l'État, le capital social a d'autres sources qui l'alimentent : ce sont les dépôts faits par des membres de la caisse régionale et particulièrement par les caisses locales qui ont ainsi à leur portée une banque à laquelle elles peuvent confier, tout aussi facilement qu'à la Caisse d'épargne, les sommes inutilisées qui trouvent de cette façon un emploi susceptible de procurer aux caisses régionales quelques ressources. Les sociétés coopératives et les caisses d'assurances, possédant des avances, peuvent également les verser à la caisse régionale de leur circonscription afin d'en augmenter le fond de roulement. Les Caisses d'épargne elles-mêmes, depuis la loi de

1895, comme nous l'avons déjà fait remarquer d'ailleurs à propos des caisses locales, ont la faculté de disposer d'une partie de leurs fonds, ce qui leur permet de contribuer à la création et au développement des caisses régionales en déposant dans leurs caisses une partie de leur revenu. On pourrait sans doute objecter, à l'égard de ces dernières, que les caisses régionales étant réservées pour des opérations concernant l'industrie maritime, elles n'ont pas le droit de recevoir de dépôts de personnes étrangères aux milieux maritimes (inscrits maritimes ou membres de syndicats); mais le dépôt de valeurs est une opération qui ne comporte pas de risques et, de plus, le danger de la spéculation ne peut exister quand il s'agit d'une caisse publique placée sous le contrôle de l'État.

§ 2. — *Rédaction des statuts. — Publicité.*

Lorsque le capital de fondation a été souscrit et que les versements légaux ont été opérés, il est procédé à la réunion de l'assemblée générale constitutive, comme pour la création d'une caisse locale. Cette assemblée a pour mission d'adopter les statuts suivant les règles posées par la loi de 1906.

Ces statuts ont à déterminer le mode d'administration de la société qui ne diffère guère en général de celui que nous avons étudié dans le chapitre précédent :

un conseil d'administration, un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un comptable, des commissaires de surveillance dont le rôle est ici assez affacé, vu que les officiers de l'inscription maritime désignés par la commission supérieure exercent cette fonction.

Les caisses régionales doivent s'étendre à une certaine circonscription et d'après l'article 4 de la loi de 1909, il appartient aux statuts d'en déterminer l'étendue. Il est évident que cette dernière dépendra du nombre des caisses locales et du genre de circonscription choisi par leurs statuts, car il faut, pour assurer le bon fonctionnement d'une caisse régionale, un nombre suffisant de caisses affiliées et dont les opérations atteignent un certain chiffre ; si donc ces caisses sont rares ou peu importantes, les statuts auront intérêt à adopter une circonscription très vaste afin de permettre à la caisse de faire de suite des affaires ; mais il y a là un inconvénient au point de vue de la sûreté des opérations, étant donné qu'il est difficile de bien connaître la valeur des garanties offertes par des individus inconnus des administrateurs. Il est vrai que les caisses locales sont engagées aussi, mais souvent elles peuvent avoir des faiblesses à l'égard de quelques-uns de leurs membres ou des membres de syndicats, pour éviter des froissements de nature à créer des divisions au sein de ces sociétés ou même dans les populations où elles ont

leur siège social. Dans cette question, les statuts doivent agir avec circonspection, mais souvent, surtout au début, les caisses régionales sont contraintes de s'étendre sur une vaste circonscription afin de grouper quelques caisses locales; elles peuvent dans ce cas englober plusieurs quartiers maritimes ou même un arrondissement, sauf à stipuler par une clause spéciale que, pour simplifier les opérations, la circonscription sera réduite si une seconde caisse régionale venait à se fonder dans les environs. La loi de 1909, en laissant aux statuts le soin de fixer l'étendue de la zone où la caisse régionale pourra opérer, n'a pas prévu le cas où plusieurs caisses régionales se rencontreraient sur le même territoire ou du moins chevaucheraient les unes sur les autres, ce qui ferait naître entre ces sociétés la concurrence dont l'action serait, à notre avis, des plus néfastes au sein d'une organisation basée sur la mutualité. On ne peut donc compter, en cette matière, que sur la sagesse des caisses régionales elles-mêmes qui ont tout pouvoir pour délimiter le champ de leurs opérations, et c'est là une garantie peut-être un peu illusoire, car des rivalités sont toujours possibles entre caisses locales, et sous leur influence, des dissidences naissent qui ont pour effet d'entraver le développement du crédit maritime.

Il faut donc souhaiter qu'il soit porté remède à cette liberté très grande que possèdent les caisses locales

d'empiéter sur le territoire des caisses régionales déjà créées, par la constitution de caisses semblables qui se donnent dans leurs statuts une circonscription très vaste. Ce n'est pas que le fait se soit déjà produit, mais le législateur doit prévoir tous les obstacles susceptibles de se dresser contre son œuvre et s'appliquer à les éviter. La loi de 1909, a laissé aux statuts un pouvoir trop absolu sur ce point, et qu'il serait désirable de voir subordonné à certaines conditions, dans l'intérêt général des populations maritimes.

Après avoir indiqué la circonscription territoriale de la caisse régionale, les statuts fixent la nature et l'étendue de ses opérations. Nous avons étudié à propos des caisses locales quelles peuvent être les opérations faites par des caisses de crédit mutuel; presque toutes les opérations commerciales font partie de leurs attributions, pourvu, toutefois, qu'elles soient faites à l'occasion d'opérations concernant les industries maritimes. Nous examinerons, par ailleurs, la question de savoir si les caisses régionales ont la faculté de s'employer d'une façon aussi variée que les caisses locales, et dans quel sens il faut interpréter le paragraphe 4 de l'article 2 de la loi de 1909, qui interdit aux caisses régionales toutes les opérations autres que celles prévues au présent article.

Quoi qu'il en soit, les statuts pourront réglementer dans quelles conditions les opérations énumérées dans

l'article 2, et au sujet de la validité desquelles aucune contestation ne pourra s'élever, seront effectuées ; des règles seront posées, notamment à l'égard de l'escompte des effets portant déjà la signature d'une caisse locale, dans le but de déterminer le taux auquel se fera cet escompte.

La composition du capital social est également confiée aux statuts qui auront à indiquer son montant qui devra toujours être proportionné au nombre des caisses locales et sociétés coopératives affiliées. Mais ce serait une erreur, de la part des statuts, de s'efforcer de constituer un capital de fondation important, dans la pensée qu'une caisse régionale ne peut rendre sans lui de sérieux services. Sans doute, il est bon de fixer un chiffre convenable de souscriptions de parts, puisque le capital social doit servir de base à l'allocation des avances de l'État, mais avec un capital relativement limité, une caisse régionale, dotée d'une bonne organisation et d'une sage administration, peut rendre de très grands services. Supposons, par exemple, que des statuts aient limité à 40.000 francs le montant des parts à souscrire dont le quart, 10.000 francs, doit être immédiatement versé ; avec ce premier fonds, la caisse pourra obtenir du gouvernement une avance de 20 à 25.000 francs, chiffre qui n'a rien d'excessif puisque les sommes prêtées par l'État peuvent atteindre jusqu'au *quintuple* du capital versé en espèces. La société disposera ainsi d'au moins 30.000 francs dont

elle distraira environ les deux tiers pour constituer ou augmenter le fonds de roulement de ses locales affiliées et gardera le dernier tiers, soit pour acheter des valeurs (titres de rentes françaises, obligations de chemins de fer, etc.), soit pour le placer en dépôt dans une banque, à intérêts, afin de se procurer un revenu appréciable. De cette façon, avec 10.00 francs versés en espèces, et nous ne pensons pas qu'il soit difficile de recueillir cette somme, étant donné que le nombre de personnes et surtout de sociétés qui adhèrent à une caisse régionale est beaucoup plus considérable que lorsqu'il s'agit de fonder une caisse locale, il est facile d'assurer à la société nouvellement créée une action suffisamment efficace. Sans doute les chiffres que nous donnons ici, à titre d'exemple, seront parfois trop faibles pour répondre à toutes les demandes des caisses affiliées, mais n'oublions pas que le capital souscrit n'est pas la seule ressource des sociétés et quelles peuvent utiliser les dépôts qui leur sont confiés.

Les statuts, après avoir déterminé le montant global du capital à souscrire, se préoccuperont de fixer le montant de chaque part qui pourra être plus élevé que dans les caisses locales, parce que la plupart d'entre elles (la loi dit les deux tiers), seront souscrites par des sociétés qui disposent de plus grandes ressources que les individus. Quant aux taux de l'intérêt que ces parts devront rapporter, les statuts feront en sorte qu'il soit suffisant pour assurer aux caisses locales un

gain convenable qui leur permette d'augmenter leur fonds de roulement.

Ils définiront enfin les conditions de retrait des parts au cas où des sociétés affiliées ou des individus jugeraient à propos de se retirer de la caisse régionale. La meilleure façon, à notre avis, d'éviter la désorganisation de cette caisse, par des démissions trop nombreuses et données sans motifs sérieux, serait de s'en tenir, en cette matière, aux dispositions de la loi de 1906 concernant la transmission des parts qui ne peut s'effectuer qu'avec l'agrément de la majorité des membres. On objectera contre ce règlement qu'il est opposé au principe de la liberté individuelle, en asservissant chaque membre à la volonté parfois arbitraire de la majorité qui pourra ainsi tenir en tutelle les adhérents ; l'objection est juste, mais il importe de ne pas perdre de vue que la caisse régionale constitue un groupement mutualiste et que la mutualité comporte de nombreux sacrifices à consentir de la part de l'individu qui doit faire abstraction de ses droits pour le mieux être de la collectivité. D'ailleurs les statuts auront la faculté de réserver à l'associé quelques garanties si, malgré les bonnes raisons qu'il présente, la majorité refuse le retrait de sa part : soit en donnant au conseil d'administration le droit d'accorder, sous sa responsabilité, après une deuxième délibération de l'assemblée générale, gain de cause au demandeur, soit en spécifiant

certains cas dans lesquels l'assemblée générale ne pourra refuser le retrait.

Les formalités de publicité imposées pour la constitution des caisses régionales sont les mêmes que celles énumérées dans la loi du 5 novembre 1894 : l'acte de société est remplacé par le dépôt des statuts au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège social et au greffe du tribunal de commerce dont elle dépend. Mais la loi de 1909 innove sur un point : elle ajoute aux formalités prévues à l'article 5 de la loi de 1894, un nouveau dépôt des statuts qui doit être fait au ministère de la Marine. Pourquoi le législateur de 1909 impose-t-il cette mesure de publicité alors que les caisses locales n'y sont pas soumises ? C'est que l'État est plus directement intéressé au bon fonctionnement des caisses régionales qu'à celui des locales ; nous avons déjà dit, en effet, et nous y reviendrons plus longuement dans le paragraphe suivant, que les caisses régionales sont autorisées à recevoir de l'État des avances gratuites destinées à leur faciliter les prêts aux caisses locales. Mais ces avances doivent être remboursées dans un certain délai ; il importe donc à l'État que ces caisses soient dotées de statuts capables d'assurer la bonne gestion des fonds mis à leur disposition. Les caisses locales reçoivent également une partie des sommes avancées par le gouvernement, mais elles les demandent aux caisses régionales qui ont, comme nous

le verrons, tout pouvoir pour se rendre compte si la rédaction des statuts offre toutes les garanties nécessaires, parce qu'elles avancent, sous leur responsabilité, aux caisses locales, les sommes que celles-ci leur demandent. Il est bien légitime que l'État, qui joue ici, comme précédemment les caisses régionales, le rôle de prêteur, puisse avoir connaissance, avant toute opération, du mode d'administration de ces caisses, afin de pouvoir : apprécier dans quelle mesure il devra leur faire confiance.

Un point est à examiner au sujet du dépôt des statuts au ministère de la Marine. Le ministre a-t-il pour mission de prendre simplement connaissance de ces statuts ou doit-il les approuver ? La même question a été soulevée à propos des caisses régionales de crédit agricole dont les statuts, aux termes de l'article 5 § 2 de la loi du 31 mars 1899 « devront être déposés au ministère de l'Agriculture ». M. Lourties, dans son rapport au Sénat sur la loi, dit : « Le ministre ne devra leur donner son approbation qu'après s'être assuré qu'ils sont conformes aux dispositions essentielles de la loi (1). » Ces paroles font nettement entendre que, dans l'esprit du rapporteur, le ministre doit donner son approbation pour que les caisses soient habilitées à recevoir des avances de l'État. Et M. Lour-

1. Cf. *Journ. off.*, séance au Sénat du 10 janvier 1899. Annexe 10, documents parlementaires, p. 38.

ties justifie cette intervention ministérielle par la nécessité, étant donné que la Chambre a repoussé le contrôle du Conseil d'État dans la rédaction des statuts, de faire observer par les caisses régionales les principes généraux essentiels qui doivent leur être communs à toutes sans exception. Suivant cette opinion, le rôle du ministre apparaît comme différent de celui du juge de paix qui n'a qu'à recevoir un exemplaire des statuts, destiné à être consulté par le public et à transmettre un autre exemplaire au greffe du tribunal de commerce. Et on explique cette différence par ce fait que le juge de paix reste complètement étranger à la société, à ses opérations ; sa mission se borne à veiller à l'exécution des formalités de publicité imposées par la loi, tandis que le ministre est intéressé au fonctionnement des caisses régionales, parce qu'il dispose de fonds destinés à leur être avancés avec son consentement.

Suivant une autre opinion, qui s'en tient uniquement au texte de la loi, l'approbation du ministre n'est pas exigée, les statuts sont déposés au ministère de la Marine au même titre qu'au greffe de la justice de paix, à simple titre de renseignement, afin de permettre au ministre et à la commission supérieure, dont nous parlerons plus loin, de prendre connaissance de leurs dispositions spéciales. Ils s'ensuit donc qu'il n'est pas nécessaire aux caisses régionales, pour commencer leurs opérations, d'avoir obtenu l'approbation du ministre

dont le rôle est aussi passif que celui du juge de paix. Il est vrai que ces caisses ont intérêt à attendre cette approbation car d'elle dépend la remise d'avances souvent indispensables à leur fonctionnement.

Il nous semble, quant à nous, que si la loi impose aux caisses régionales le dépôt de leurs statuts au ministère de la marine, ce n'est pas dans le seul but de procurer aux personnes désireuses de se renseigner le moyen de le faire; c'est aussi pour que le ministre qui a la charge de dispenser les subventions, mises à la disposition du crédit maritime, examine si les prescriptions imposées par la loi sont observées. Le ministre, à notre avis, a le devoir de se rendre compte de la façon dont les statuts organisent l'administration de la société et de faire modifier, quand il le juge à propos, certaines de leurs clauses. Sans doute cette approbation ne fait pas partie des formalités de publicité et, par conséquent, une caisse régionale qui commencerait ses opérations avant de l'avoir obtenue ne commettrait pas une illégalité, mais c'est une mesure nécessaire pour autoriser ces sociétés à présenter des demandes d'avances à l'État.

§ 3. — *Les avances de l'État aux caisses régionales*

A plusieurs reprises, dans les paragraphes précédents, nous avons fait allusion au concours financier apporté par l'État à l'organisation du crédit maritime : nous

étudierons dans ce paragraphe en quoi consiste ce concours, comment et à quelles conditions il est assuré, quel est son but.

Dès l'année 1906, époque où furent jetées les premières bases de l'institution du crédit aux marins pêcheurs, il apparut clairement au gouvernement (1) que son œuvre serait lettre morte si les caisses de crédit n'étaient alimentées que par les seules ressources de leurs adhérents. Et, en dehors du Parlement, la même opinion était émise par nombre de personnes qui s'intéressaient à la réalisation de cette œuvre; ainsi au XIX^e congrès du crédit populaire, tenu à Oran en avril 1906, M. de Rocquigny dit que des syndicats maritimes de Bretagne avaient organisé, avant la loi, quelques petites caisses locales, mais qui, étant dépourvues de fonds suffisants, ne purent se développer ni rendre de sérieux services. C'est pourquoi le congrès d'Oran émit le vœu « que l'État seconde, dans la mesure du possible, la formation de sociétés (2) ». Le législateur, à l'exemple de ce qui avait été fait en faveur du crédit agricole, voulut aider, comme nous l'avons déjà constaté au début de ce chapitre, à la fondation des caisses de crédit et, sans déclarer formellement dans la loi qu'il mettrait à la disposition de ces dernières des subven-

1. Voir le rapport de M. Delobbeau, sur la création des sociétés de crédit maritime, séance du 3 avril 1906, Sénat, annexe 251.

2. Cf. *Bulletin du crédit populaire*, mai 1906.

tions, il fit savoir par les différents rapports présentés sur la question quelles étaient ses intentions sur ce point. Le gouvernement consentit même une avance de 100.000 francs, à titre d'expérience, pour la durée d'un an, à la caisse régionale provisoire créée par MM. Le Bail et Rivoal (1).

Mais il était nécessaire de consacrer législativement la participation de l'État à l'œuvre du crédit maritime, comme le fait la loi du 31 mars 1899 à l'égard du crédit agricole (art. premier); la loi du 18 juin 1909, tout en organisant les caisses régionales sur le modèle adopté pour les caisses agricoles qui peuvent recevoir des avances bien définies dans la loi, est muette sur ce point. Il fallait cependant que les caisses régionales pussent recevoir de l'État, légalement, des avances gratuites dont le ministre de la Marine, d'accord avec le ministre des Finances, était libre, sans doute, de disposer à son gré, sans qu'il en résultât pour le budget une charge nouvelle, mais dont l'affectation aux caisses régionales présentait, sans la consécration officielle d'une loi, un caractère de précarité qui pouvait nuire au développement de ces caisses. Toute possibilité de contestation devait être écartée et le meilleur moyen d'y parvenir était d'habiliter les caisses régionales à recevoir des avances de l'État. Le législateur parfit son œuvre en autorisant, par la loi du 25 mars 1910, les

1. Cf. Chapitre III.

caisses régionales de crédit maritime mutuel, constituées d'après les dispositions de la loi du 18 juin 1909, à recevoir de l'État des avances sans intérêt.

Cette loi, présentée à la Chambre, sur l'initiative de M. Briand, président du Conseil, le 30 décembre 1909 (1), « a pour objet, déclare M. Chaumet, dans son rapport à la Chambre, déposé le 31 janvier 1910 (2), de réparer une omission du législateur qui a pour conséquence de priver des ressources escomptées les caisses de crédit maritime, d'en paralyser le fonctionnement, de rendre illusoire une réforme dont les malheureuses populations de nos côtes attendent, avec raison, tant de bienfaits ». Elle se propose également de pourvoir le crédit maritime d'une dotation spéciale, à l'exemple de ce qui a été fait en faveur du crédit agricole par l'article premier de la loi de 1899.

Le fonds réservé aux caisses régionales maritimes est constitué aux termes de l'article premier de la loi du 25 mars 1910, de la façon suivante :

1^o A l'aide des sommes disponibles sur les retenues affectées aux institutions utiles aux gens de mer par le paragraphe 3 de l'article 21 de la loi du 7 avril 1902, modifié par l'article 7 de la loi du 19 avril 1906.

La loi du 7 avril 1902, sur la marine marchande, dispose en effet, dans son article 21, qu'un prélèvement

1. *Journal officiel*, Docum. parlam., de mai 1910, p. 382.

2. *Journal officiel*, Docum. parlam., de mai 1910, p. 44.

est opéré sur le montant des primes à la construction, des primes à la navigation ainsi que des compensations d'armement constituées ou maintenues par cette loi, pour compenser les droits de douane qu'elle impose et encourager le développement des industries maritimes. Cette retenue s'élève à 60/0 et doit être affectée, pour un tiers, à la caisse des invalides de la marine, institution dont l'origine remonte à l'ordonnance du 19 avril 1670 (1) par laquelle Louis XIV prenait l'engagement de subvenir aux besoins des marins blessés à son service, et qui est régie aujourd'hui par la loi du 14 juillet 1908. La caisse des invalides est dépositaire de ces fonds avec mission de les répartir, suivant les besoins, à différents établissements publics tels que les Chambres de commerce, ou d'utilité publique, tels que les syndicats professionnels maritimes, les sociétés de secours mutuel ou d'assurances entre gens de mer, pour la construction et l'entretien de maisons dites « abris du marin » destinées à favoriser la population maritime le logement et l'existence, enfin, pour la création et le développement de *toutes autres institutions* pouvant leur être utiles.

C'est le montant de cette retenue de 20/0 que le ministre de la Marine, auquel est confiée la gestion de

1. Voir le rapport de M. Deléarde sur les assurances sociales et les gens de mer, présenté au V^e congrès des pêches maritimes des Sables-d'Olonne, en 1909. Hôtel des sociétés savantes.

la caisse, a, dès le début de l'institution du crédit maritime, destiné à ces sociétés, en s'autorisant du paragraphe 3 de l'article 21 de la loi de 1902 qui accorde à toutes les sociétés ou établissements susceptibles d'être avantageux aux marins, un droit sur ces fonds.

Mais la loi de 1902 fut modifiée par celle du 19 avril 1906 afin de favoriser, par des dispositions plus libérales encore à l'égard des constructeurs et armateurs, l'industrie des constructions navales qui périssait malgré les encouragements donnés par l'État. On résolut alors de supprimer la retenue de 6 0/0 faite sur les primes à la construction et à l'armement et pour concilier les intérêts de la marine marchande et de la caisse des invalides qui sont, ici, en opposition, on décida, dans l'article 7 de la loi du 19 avril 1906, de remplacer les ressources provenant de la retenue de 2 0/0 par l'inscription, chaque année, au budget du ministère de la Marine, de crédits égaux à 6 0/0 des primes à la construction et à l'armement, dont le tiers sera affecté à la caisse des invalides pour en faire bénéficier les établissements prévus dans la loi de 1902, et, en outre, les sociétés, dont ne parlait pas la dite loi, qui sont fondées et administrées conformément aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1904 sur les associations ou du 24 mars 1884 sur les syndicats. Cette énumération nouvelle devait être d'une grande utilité pour l'organisation du crédit maritime car elle permit d'octroyer une avance

de 100.000 francs à la caisse des prêts de Quimper et 25.000 francs à celle de Port-Vendres.

Donc, d'après la loi de 1906, c'est sur l'État que retombe la charge de ces subventions que la loi de finances doit accorder, chaque année, au ministre de la Marine, pour aider les populations maritimes.

2° A l'aide de subventions prélevées sur la retenue de 15 0/0 effectuée sur le produit des jeux dans les cercles et casinos en vertu de la loi du 15 juin 1907 (art. premier, § 2 de la loi du 25 mars 1910).

Ce deuxième fonds n'est pas le produit d'un prélèvement fait spécialement en vue d'œuvres maritimes; l'article 4 de la loi du 15 juin 1907 dit, en effet, que cette retenue sera opérée sur le produit brut des jeux, au profit d'œuvres d'assistance, de prévoyance, d'hygiène ou d'utilité publique. C'est là une affectation très générale et qui semble devoir être d'un bien faible secours aux caisses régionales de crédit, car, toutes les œuvres de mutualité et de charité ont les mêmes titres qu'elles a demander leur part de subvention, et on peut craindre, dans ces conditions, que les ressources créées par la disposition de l'article 4 soient insuffisantes à satisfaire toutes les demandes. Il faut même peut-être ajouter que, logiquement, étant donné que cet article 4 donne à une commission spéciale instituée au ministère de l'Intérieur, et sur laquelle, par conséquent, le ministre de la Marine n'aura pas une influence directe, la règle-

mentation de leur emploi, les caisses régionales seront servies les dernières, lorsque toutes les œuvres, toutes les institutions dépendant du ministère de l'Intérieur auront obtenu satisfaction. Mais, heureusement, l'organisation du crédit maritime fut déclarée, par le ministre de l'Intérieur, une œuvre des plus urgentes qui méritait la plus grande bienveillance et nous verrons plus loin que la part faite aux caisses régionales, après entente entre les ministres de la Marine, des Finances et de l'Intérieur, est d'une puissante aide à ces dernières.

L'exposé des motifs indiquait une troisième subvention provenant « des crédits qui peuvent être alloués spécialement à cet effet sur le budget de l'État ». Mais la commission chargée d'examiner le projet supprima ce paragraphe, estimant que les ressources assurées par les lois des 19 avril 1906 et 15 juin 1907 suffiraient à doter les caisses régionales suivant leurs besoins. Et en effet, nous allons voir que les fonds mis à la disposition des caisses régionales sont assez importants pour dispenser de grever chaque année le budget de crédits supplémentaires.

La caisse des invalides de la marine met à la disposition du ministère de la Marine une avance de 755.000 fr. prélevés conformément à la loi de 1906, et la commission instituée au ministère de l'Intérieur pour répartir les fonds provenant de la retenue sur les jeux, accorde aux

caisses régionales une large subvention de 1.800.000 fr. Le crédit maritime peut donc recevoir de l'État une somme totale de 2.555.000 francs, très suffisante pour la mise en marche de cette institution. Il est vrai que le crédit agricole est plus richement doté puisqu'il dispose, d'une part, d'une avance de 40 millions faite par la Banque de France à l'État qui intervient ici comme prêteur indirect, étant tenu de rembourser lui-même la Banque de ces sommes, et d'autre part, d'une redevance annuelle de la Banque envers l'État dont le minimum est de deux millions (art. 5 de la loi du 17 décembre 1897); mais le crédit maritime pourra réclamer, si besoin est, une part sur les 40 millions que le crédit agricole n'utilise pas entièrement.

La répartition des avances de l'État aux caisses régionales est réglementée par le décret du 5 avril 1910 (1) qui modifie celui du 4 novembre 1909, relatif à la surveillance et à la vérification des opérations des sociétés locales ou des caisses régionales de crédit maritime et dont nous avons parlé dans le dernier paragraphe du chapitre précédent.

Aux termes de l'article 5 de ce décret, la répartition des avances aux caisses régionales de crédit maritime est faite par le ministre de la Marine, après avis de la commission supérieure de contrôle et de surveillance

1. Voir le *Journ. Officiel*. du 10 mai 1910.

des caisses instituée par l'article 4 de ce même décret, laquelle doit se réunir, pour délibérer sur cette matière, au moins une fois par trimestre. Le ministre fait parvenir, sans délai, aux intéressées, par l'intermédiaire de la direction de la navigation et des pêches maritimes, les décisions motivées prises par lui.

Lorsqu'une caisse régionale désire obtenir de l'État une première avance, elle doit adresser sa demande au ministère de la Marine (Direction de la navigation et des pêches), par l'intermédiaire des administrateurs de l'inscription maritime, avant le 15 du dernier mois de chaque trimestre. A la demande, seront jointes plusieurs pièces, à savoir: un exemplaire des statuts (qui ont dû être déjà déposés au ministère lors de la constitution de la société); une liste des souscripteurs, avec mention des versements effectués par chacun d'eux sur le montant de leur souscription, et du syndicat professionnel maritime dont chacun d'eux est membre; des pièces attestant l'importance du capital versé; une liste des membres du conseil d'administration et des commissaires de surveillance; un récépissé du greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège social, constatant que les formalités de publicité ont été remplies; et une copie des délibérations de l'assemblée générale constitutive.

La caisse régionale doit, en outre, fournir certaines pièces concernant les locales affiliées qui sont appelées

à bénéficier des prêts consentis par l'Etat. Il lui faut présenter une liste des sociétés locales, avec la date de leur création, leur capital social, le nombre des membres qui les composent et la liste des syndicats maritimes auxquels ils appartiennent, un exposé de l'organisation financière et du fonctionnement des caisses, etc. Toutes ces mesures ont pour but d'assurer le meilleur emploi possible des fonds et d'éviter, tant de la part des caisses régionales que des locales, des demandes d'avances trop élevées pour le capital souscrit où les garanties qu'elles offrent pour le remboursement. Il pourrait paraître exagéré d'exiger ainsi des renseignements très précis sur les caisses locales, mais il ne faut pas oublier que ces avances sont destinées, comme nous le verrons dans le paragraphe suivant, à l'escompte des effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par elles; dans ces conditions les formalités prescrites ne sont que très sages.

La loi du 25 mars 1910 limite pour les caisses régionales la faculté de demander des avances à l'État; d'après son article 2, en effet, ces caisses ne pourront recevoir des avances exédant le *quintuple* du montant de leur capital versé en espèces. C'est pour ce motif que le décret du 5 avril 1910 exige, qu'à la demande, soit jointe une pièce attestant l'importance du capital versé qui sert de garantie de remboursement. La limite imposée par la loi est très large, et il est probable que dans la pratique elle ne sera jamais atteinte, du moins

dans les premières années du fonctionnement du crédit maritime, parce que les sociétés n'auront pas à escompter un nombre considérable d'effets et surtout parce que l'État se montrera très prudent sur cette question, bien qu'il ait témoigné, aux caisses régionales maritimes, une confiance plus grande qu'aux caisses agricoles, lesquelles ne peuvent, aux termes de l'article 3 de la loi du 31 mars 1899, recevoir des avances supérieures au *montant* (1) du capital versé en espèce. Et cette générosité est peut-être un peu pour étonner, si on considère la différence qui existe, sous le rapport de la valeur du gage, entre le crédit maritime et le crédit agricole, mais il était nécessaire, pour donner à celui-là les moyens de vivre, d'élargir la disposition de la loi du 31 mars 1899.

Ces avances sont consenties pour une durée qui ne peut dépasser cinq ans, afin que les caisses n'aient pas à tenir une comptabilité trop compliquée par suite des longs retards apportés au remboursement des prêts. Ce terme de cinq ans peut même être abrégé et les avances être déclarées immédiatement remboursables, au cas où les statuts seraient violés par les caisses ou seulement modifiés dans un sens qui diminuerait la garantie du remboursement. Les administrateurs et les commissaires de surveillance devront donc veiller

1. Il est vrai que ce maximum a été porté au *quintuple* du capital versé par la loi du 25 décembre 1900.

à ce que les statuts soient scrupuleusement observés, dans l'intérêt de tous.

Mais, d'un autre côté, ce délai peut être prorogé par un renouvellement d'avances (art. 2 § 2 de la loi du 25 mars 1910), que réglemente le décret du 5 avril 1910, dans son article 8.

Une caisse régionale, déjà pourvue d'une avance, qui voudrait la faire renouveler doit fournir, d'abord, un exemplaire de ses statuts s'ils ont subi des modifications depuis la dernière avance. Au cas où cette dernière avance était égale au quintuple du capital versé, et si le remboursement n'en est pas totalement effectué, il faut joindre à la demande une copie de la délibération de l'assemblée générale ou du conseil d'administration autorisant l'augmentation du capital, et, en outre, la liste des souscripteurs des nouvelles parts émises, avec mention des versements faits par chacun d'eux et du syndicat auquel ils appartiennent; la liste des nouvelles sociétés coopératives ou d'assurances mutuelles avec le nombre et les noms de leurs membres. Un relevé, enfin, des effets en portefeuille, attestant le montant des opérations d'escompte faites par la société.

Toutes ces pièces doivent être fournies par les caisses régionales, mais la commission supérieure a, pour contrôler leurs attestations, les derniers rapports des fonctionnaires de l'inscription maritime désignés à l'article premier du décret du 4 novembre 1909, qui doivent

être communiqués aux intéressées et adressés, joints à la demande, à la commission supérieure qui a le devoir de les consulter. Lorsque toutes ces formalités ont été remplies, le ministre statue, après avis de la commission, comme précédemment, et fait connaître sa décision sans délai.

La loi de 1910 permet (art. 3 § 3) aux caisses régionales de recevoir, en dehors des subventions prévues au paragraphe premier, des avances spéciales destinées aux sociétés coopératives maritimes, remboursables dans un délai de dix ans et qui doivent être accordées indépendamment du montant des avances faites pour assurer le fonctionnement des caisses locales ; elles ne subissent pas, par conséquent, la limitation imposée à ces dernières. Nous étudierons plus en détail, dans un paragraphe spécial, à quelles conditions elles sont consenties et quel est leur rôle.

Les caisses régionales sont habilitées à recevoir des avances *gratuites* de l'État et c'est là un grand avantage pour ces sociétés qui, n'ayant pas d'intérêt à payer, peuvent faire bénéficier les caisses locales d'un taux d'escompte modéré afin de leur permettre, à leur tour, de réaliser quelques bénéfices sur la différence entre le taux d'escompte de la caisse régionale et celui qu'elles demandent à leurs affiliés.

Une question importante, qui a d'ailleurs été soulevée par M. Lamy, lors de la discussion à la Chambre

de la loi du 23 avril 1906 (1), se pose au sujet des avances aux caisses régionales. Il s'agit de savoir si toutes les caisses régionales pourront recevoir ces avances, quel que soit le régime juridique auquel elles seront soumises, ou si, au contraire, seules les caisses constituées d'après les dispositions de la loi du 18 juin 1909 auront cette faculté.

Nous avons vu que toutes les caisses locales de crédit maritime qui reposent sur le principe de la mutualité et sont spécialement destinées à garantir les opérations concernant l'industrie maritime, sont autorisées à s'affilier à une caisse régionale, et sur ce point l'amendement proposé par M. Lamy, au sujet des avances aux sociétés locales dissidentes, a été adopté, au moins dans la pratique. Les caisses régionales sont-elles soumises à un régime plus rigoureux qui n'accorde le droit de recevoir des subventions qu'aux sociétés soumises aux lois spéciales organisant le crédit maritime mutuel ?

Il semble, d'après l'article premier de la loi du 25 mars 1910, aux termes duquel « les caisses régionales qui sont *constituées d'après les dispositions de la loi du 18 juin 1909*, pourront recevoir de l'État, etc. », que les sociétés étrangères aux lois spéciales sur le crédit maritime sont exclues de ce bénéfice. La loi de 1906 laissait, en cette matière, le champ libre à toutes les inter-

1. Voir *Journ. off. Débats parlam.*, n° du 11 avril 1906, p. 1715.

prétations, puisque son texte ne mentionne même pas ces subventions que le ministre de la Marine accordait spontanément en déclarant seulement s'en tenir, pour leur répartition entre les sociétés des divers types, aux règles de la loi de 1894 (1), c'est-à-dire que toutes les sociétés de crédit maritime basées sur la mutualité, revêtant un caractère professionnel et continues pour se proposer, comme but, l'amélioration de la condition des populations maritimes pouvaient demander des avances à l'État, pourvu qu'elles se soumettent aux formalités prévues par les lois nouvelles.

Faut-il admettre que l'article premier de la loi de 1910 a pour effet de réserver aux seules sociétés créées conformément à la loi de 1909 le droit de recevoir les avances de l'État, ou, au contraire, qu'il se borne à habiliter les caisses constituées suivant la loi de 1909, mais sans prétendre exclure, par là, les sociétés soumises à un autre régime qui consentent à accomplir les formalités imposées par cette loi et le décret du 5 avril 1910 ?

A considérer en lui-même l'article premier de la loi de 1910, il est clair qu'il pose comme condition essentielle, la soumission à la loi de 1909 et écarte par là même toutes les sociétés qui n'en dépendent pas. Mais nous ne pensons pas qu'il faille l'interpréter dans un sens aussi restrictif parce que : d'abord, il paraît logique d'admettre que les déclarations du ministre de la Marine faites

1 Séance du 10 avril 1906. *Journ. officiel. Débats parlementaires.*
11 avril, p. 1715.

en 1906, et que nous rappelons plus haut, ont été prises en considération par le législateur de 1909, dans le but d'éviter des contestations ultérieures et aussi d'assurer le développement du crédit maritime mutuel, même quand il existe en dehors de la législation nouvelle; ensuite, il est permis de prétendre que le législateur a seulement voulu imposer, dans l'article premier, les formalités prévues dans la loi de 1909, de même que les sociétés de crédit agricole, constituées sous le régime de la loi du 24 juillet 1867, peuvent, comme l'a fait remarquer M. de Gailhard-Bancel au cours de la discussion à la Chambre de la loi de 1906, recevoir des avances si elles acceptent de soumettre leur comptabilité à la surveillance et au contrôle de l'État.

D'ailleurs, dans la pratique, la commission supérieure, d'accord avec le ministre de la Marine, consent des avances à des sociétés fondées en dehors de la loi de 1909, et nous pouvons citer, parmi celles-ci, l'association des prêts maritimes de Quimper qui vit encore actuellement sous le régime de la loi de 1901 et reçoit néanmoins des subventions dont l'emploi est contrôlé par les fonctionnaires de l'inscription maritime.

Telle est, à notre avis, l'interprétation la meilleure de l'article premier, celle qui doit servir le mieux les intérêts des marins pêcheurs, et on peut exprimer le regret que le législateur n'ait pas rédigé nettement cet article dans ce sens, au lieu d'employer une formule aussi restrictive, au moins dans sa lettre.

§ 4. — *Opérations sociales*

Les caisses régionales, qui constituent l'organe du deuxième degré dans le système du crédit maritime, ont pour but, d'après l'article 2 de la loi du 18 juin 1909 qui les institue, « de faciliter aux membres des sociétés locales de crédit maritime, les opérations qui ont trait à l'exercice de leur profession ». Elles se proposent donc de collaborer avec les caisses locales au développement des industries maritimes en assurant à ces caisses leur concours toutes les fois qu'il leur sera nécessaire.

Nous avons vu que la principale opération des sociétés locales est le prêt aux pêcheurs, contre la souscription de leur part, d'un effet remis à la société et qui est remboursable dans un délai assez court (trois, six ou neuf mois). Ces billets constituent des valeurs dans le portefeuille de la caisse, mais qui, au point de vue des opérations sociales, ne sont d'aucune utilité puisqu'elles ne peuvent jouer le même rôle que les sommes qu'elles représentent. Il faut donc procurer aux caisses locales le moyen d'escompter ces valeurs sans trop de frais afin de leur permettre de renouveler ainsi leur fonds de roulement. Les banques locales pourraient se charger de cette opération et quelquefois, dans la pratique, elles consentent à apposer leur signature sur ces effets, mais

le plus souvent elles s'y refusent ou imposent des conditions trop dures aux caisses mutuelles. D'autre part, les grands établissements de crédit exigent que les effets qui leur sont présentés à l'escompte soient revêtus de trois signatures destinées à en garantir le remboursement, et les caisses locales sont dans l'impossibilité de trouver la troisième signature indispensable, sans l'intervention des caisses régionales qui ont précisément pour objet, d'après le paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 18 juin 1909, d'escompter les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés. La caisse régionale fournira la troisième signature exigée par les grands établissements de crédit et qui permettra, comme le fait remarquer M. Boivin-Champeaux, dans son rapport au Sénat, de présenter à l'escompte de la Banque de France les effets souscrits par les membres des caisses locales.

Les caisses régionales ont donc pour mission d'aider les caisses locales, de remplir l'office de « volants régulateurs » dans ce mécanisme assez délicat qu'est le crédit maritime, en facilitant à ces affiliées le renouvellement de leur portefeuille.

Les opérations d'escompte faites par les caisses régionales doivent être réglementées par les statuts qui déterminent les conditions requises des caisses locales pour y participer. Nous allons étudier dans son ensemble le fonctionnement de cette sorte d'opération.

Les caisses régionales peuvent escompter les effets présentés par les caisses locales, mais la loi les laisse libres de déterminer quelles garanties doivent présenter ces effets; c'est pourquoi le conseil d'administration, conformément aux statuts, ou de son propre mouvement, si ces derniers n'ont rien stipulé à cet égard, constitue un comité d'escompte, chargé d'examiner les effets présentés par les sociétés locales, et de se prononcer sur leur admission.

Ce comité peut être composé, comme dans la caisse régionale de l'île d'Yeu, de plusieurs des membres du conseil d'administration qui s'adjoignent quelques-uns des membres les plus qualifiés de la société. Il va sans dire que le président et le directeur de la caisse régionale sont admis de droit à faire partie de ce comité.

Le conseil d'administration porte à la connaissance des caisses locales affiliées, le plus tôt possible, la constitution de ce comité ainsi que les jours où il se réunira, ce qui doit avoir lieu au moins une fois par semaine.

Les caisses locales, qui désirent renouveler leur fonds de roulement, présentent les effets qu'elles ont en portefeuille au comité d'escompte afin que celui-ci s'assure des garanties de remboursement qu'ils offrent. Dans ce but, il doit examiner, d'abord, si les souscripteurs des billets présentés sont bien membres de la société locale qui fait la demande d'escompte et si les fonds que représentent les effets ont réellement pour destination un usage maritime; ensuite si la société locale qui

présente les effets est bien une société exclusivement maritime, constituée légalement et régulièrement affiliée à la caisse régionale ; enfin si le montant des effets présentés par la caisse locale est proportionné à l'importance de son capital social ou des parts qu'elle a souscrites dans la caisse régionale. Dans ce dernier cas, si le comité estime que ces garanties sont insuffisantes, il peut en réclamer de spéciales, par exemple, la solidarité illimitée des membres de la société locale. L'opération de l'escompte, exposant la caisse régionale à des risques parfois très grands, il importe que le comité institué à cet effet se montre d'une grande prudence et examine de près, non seulement les garanties offertes par la caisse locale, mais aussi celles qui doivent être affectées au remboursement par le souscripteur lui-même et dont mention doit être faite, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, dans une pièce jointe au billet souscrit à la caisse contre l'avance par elle consentie.

Tous les effets endossés par les caisses locales et présentés à l'escompte de la caisse régionale ne sont pas d'égale durée ; les uns sont remboursables dans trois ou six mois, les autres dans neuf mois (1). Le comité doit indiquer quel est le délai maximum accepté par la caisse, mais comme en cette matière, il est difficile

1. Il est préférable au début de n'admettre que des effets à court terme, afin de permettre à la caisse régionale de connaître la clientèle des locales affiliées et d'apprécier son exactitude à tenir ses engagements.

d'imposer une règle fixe parce qu'il faut tenir compte des disponibilités de la caisse régionale, le comité avertira les caisses locales quelque temps auparavant de la durée des effets escomptables. De même le comité a tout pouvoir pour accorder des renouvellements quand la nature des opérations pour lesquelles ont été souscrits les effets le permet, et en pareil cas, il est prudent d'exiger le versement d'un acompte, comme garantie supplémentaire, et aussi pour ne pas trop porter atteinte au fonds de roulement.

Le taux de l'escompte est déterminé par le conseil d'administration, à moins que les statuts ne se soient réservé de le fixer. D'ailleurs, le plus souvent c'est le taux de la Banque de France qui est adopté parce qu'il est modéré et permet ainsi aux caisses locales de réaliser un bénéfice sur la différence entre ce taux et celui qu'elles fixent pour l'escompte des effets présentés par leurs adhérents. Cependant il serait préférable que les caisses régionales fissent l'escompte dans de meilleures conditions que la Banque de France parce qu'en réescomptant leur portefeuille à cette dernière, elles pourraient, elles aussi, réaliser un bénéfice.

La caisse régionale conserve en portefeuille les effets qu'elle a escomptés aux locales, aussi longtemps que le lui permettent ses disponibilités, et le jour où elle a besoin d'argent, elle peut, grâce à la troisième signature qu'elle a fournie aux effets, les réescompter à la

Banque de France (1). Ainsi le crédit maritime trouve un solide point d'appui dans un établissement de premier ordre et les caisses locales n'ont plus la crainte d'être paralysées faute de ne pouvoir escompter leurs effets. Certaines personnes ont soutenu, lors de l'organisation du crédit agricole, qu'il eût été préférable d'obliger la Banque de France à escompter les effets présentés par les caisses de crédit mutuel, munis de deux signatures seulement, ce qui eût simplifié les opérations. On pourrait faire valoir le même argument à l'égard des caisses de crédit maritime, mais la majorité de ceux qui se sont intéressés à la création des sociétés de crédit, tant agricoles que maritimes, ont pensé qu'une semblable mesure ne pourrait que porter préjudice au crédit de la Banque de France sans donner aux caisses de plus grands avantages que l'organisation du crédit à deux degrés. Ce système aurait même l'inconvénient de rendre plus difficiles les enquêtes sur les garanties que présentent les effets à escompter à cause de l'éloignement des caisses locales.

Une dernière question à examiner au sujet de l'escompte : le conseil d'administration a-t-il la faculté de fixer lui-même le montant des effets à escompter aux caisses locales ? Dans son paragraphe 2, l'article 10 du

1. La caisse régionale ne peut réescompter à la Banque de France que les effets à trois mois, terme maximum fixé par cette dernière.

décret du 4 novembre 1909, modifié par celui du 5 avril 1910, relatif au contrôle et à la surveillance des caisses de crédit maritime, stipule que « l'importance des avances directes pour fonds de roulement, consenties par une caisse régionale à ses sociétés locales affiliées, ne peut dépasser, pour chacune d'elles, le montant du capital versé à la caisse régionale sous forme de souscription de parts ». D'après cet article, il semble bien que le maximum des effets à escompter soit limité *a priori*, sans laisser à la caisse régionale l'initiative de le fixer elle-même, suivant la composition et le mode d'administration des caisses locales, la valeur des garanties offertes, etc., à moins que l'article 10 ne vise que les avances faites par la caisse régionale aux locales affiliées pour les aider à constituer leur fonds de roulement, point sur lequel nous reviendrons plus loin. Cette limitation paraît d'une telle sévérité, en effet, qu'on est tenté de l'interpréter de cette façon, dans l'intérêt des caisses locales, car ces dernières, parce qu'elles n'auront pas eu à leur disposition les fonds suffisants pour souscrire un grand nombre de parts à la caisse régionale, seront privées du bénéfice des avances ! Dans ces conditions, les avances de l'État leur sont d'une bien faible utilité et autant vaudrait, pour ces caisses, ne pas souscrire de parts à leur régionale afin de conserver à leur disposition, pour le service des prêts, les sommes destinées à cette caisse. Sans doute il faut tenir compte, pour

fixer le montant de ces avances, de l'importance des parts souscrites à la caisse régionale, car ces dernières constituent la garantie du remboursement, mais pourquoi imposer une règle plus rigoureuse que celle admise par l'État à l'égard des caisses régionales? Pourquoi ne pas élever le maximum des avances contre effets, au quintuple du montant des parts? Il est vrai qu'une caisse régionale présente plus de sécurité qu'une caisse locale, étant constituée par l'association de ces dernières et aussi des sociétés coopératives maritimes qui ont les moyens, d'ordinaire, de souscrire des parts plus élevées que des individus; mais cette raison ne suffit pas à justifier la disposition de l'article 40 du décret du 5 avril 1910, car le comité d'escompte des caisses régionales est à même d'apprécier avec prudence la mesure du crédit qu'il peut consentir aux caisses affiliées et pour que l'organisation du crédit maritime soit capable de rendre tous les services qu'on attend d'elle, il faut lui donner la liberté de ses mouvements, assouplir le plus possible son mécanisme. Telle est, d'ailleurs, la politique suivie par la caisse locale à l'égard de ses membres; elle ne limite pas, sauf exception, le montant de ses prêts à celui des parts souscrites par ceux-ci, mais prend en considération les facultés de crédit de ses membres; ce qui permet à ces caisses d'étendre leur rayon d'action.

L'escompte permet donc aux caisses locales de se

procurer les fonds nécessaires à la marche de leurs affaires; mais ce n'est pas le seul procédé par lequel les caisses régionales peuvent faciliter les opérations des caisses locales. Lorsque ces dernières se constituent, leur capital social immédiatement versé, c'est-à-dire le quart du capital souscrit, est souvent insuffisant pour assurer la marche de la société; force lui est donc de recourir à des capitaux provenant de l'extérieur, soit de dépôts faits par des sociétaires et des membres de syndicats, soit surtout des avances faites par l'État aux caisses régionales pour aider au développement du crédit maritime.

Cependant, d'après la législation sur l'organisation du crédit maritime, il n'apparaît pas que les fonds mis par l'État à la disposition des caisses régionales soient destinés à faire l'objet de prêts aux caisses locales pour constitution de fonds de roulement. En effet, l'article 2 de la loi de 1909 stipule bien que des avances peuvent être consenties par les caisses régionales à leurs affiliées, mais il leur assigne une destination spéciale : ces avances sont faites en faveur des sociétés coopératives maritimes et ne peuvent, par conséquent, être versées dans les caisses des sociétés locales pour leurs opérations propres. D'autre part, l'article 2 de la loi du 25 mars 1910 précise que : « le montant des avances faites aux caisses régionales pour *l'escompte des effets souscrits* par les membres des sociétés locales ne pourra excéder, etc. » : ce qui semble affecter les

avances de l'État à une destination déterminée et exclure la possibilité de faire des prêts directs aux caisses locales pour les aider à constituer leur fonds de roulement.

On ne trouve donc pas dans ces deux lois un texte autorisant les caisses régionales à disposer d'une partie des avances consenties par l'État en faveur des sociétés locales, et, sur ce point, la législation sur le crédit maritime est inférieure à celle qui organise le crédit agricole. La loi du 31 mars 1899 stipule, en effet, que les caisses régionales « peuvent faire à ces sociétés (locales) des avances nécessaires pour la constitution de leur fonds de roulement » (art. 2). Le silence des lois de 1909 et 1910 sur ce genre d'opération ne peut s'expliquer que par une omission du législateur, dans la hâte qu'il apporta à les rédiger, ce qui, d'ailleurs, s'est déjà produit, et fut avoué par le rapporteur, à la Chambre, de la loi de 1910, M. Chaumet, dans son rapport, où l'on peut lire, au sujet de l'incapacité où se trouvaient, du fait du silence de la loi de 1909, les caisses régionales de recevoir légalement des avances de l'État, la déclaration suivante : « Il s'agit de *réparer une omission* du législateur qui a pour conséquence de priver des ressources escomptées les caisses de crédit maritime, etc. »

Quoiqu'il en soit, pour faire bénéficier les sociétés locales de tous les avantages que procure, dans le crédit agricole, l'organisation des caisses régionales, il

faut autoriser ces dernières à venir en aide à leurs affiliées par l'avance de sommes toutes les fois que le capital social serait insuffisant. A défaut de texte plus précis, l'article 2 de la loi de 1909, assignant pour but aux caisses régionales de faciliter les opérations concernant l'industrie maritime aux membres des sociétés locales, peut être invoqué pour habiliter les premières à fournir aux secondes des avances pour fonds de roulement.

Quelle est, en effet, la conséquence, à l'égard des membres des sociétés locales, des versements effectués par une caisse régionale à ses locales affiliées pour les aider à constituer leur fond de roulement? Celles-ci, disposant de ressources plus considérables, peuvent consentir beaucoup plus de prêts qu'auparavant et souvent à des conditions meilleures, parce que, sur le nombre d'opérations qu'il leur est ainsi donné de faire, elles réalisent une masse plus grande de bénéfices qui leur permet de diminuer quelque peu le taux des prêts; d'où sérieux avantage pour les sociétaires. D'autre part, les membres des caisses locales qui ont souscrit des parts, seraient peut être obligés, si les caisses régionales ne consentaient pas d'avances, d'effectuer d'importants versements sur le montant des parts par eux souscrites; or il est rare que les marins soient en état de verser des sommes quelque peu élevées et, la plupart du temps, ceux qui souscrivent ont très peu ou même pas du tout d'avances. Là encore, la caisse régio-

nale rend un très grand service aux membres des sociétés locales en facilitant les opérations de ces dernières par l'accroissement de leur fonds de roulement.

Et ainsi le droit explicitement reconnu aux caisses régionales agricoles, par le paragraphe 3 de l'article 2, de la loi du 31 mars 1899, est, à la faveur de l'imprécision de l'article 2 de la loi de 1909, légalement accordé aux caisses régionales maritimes; d'ailleurs, la loi ne permettrait-elle pas cette large interprétation de l'article 2, que dans la pratique aucune caisse régionale ne refuserait ces avances parce qu'elles sont indispensables à la création des caisses locales.

Puisque les caisses régionales ont la faculté de consentir des avances, quelles seront les règles qui considéreront à cette opération?

Et d'abord, qu'entend-on par fonds de roulement? On entend par là l'encaisse métallique que doit posséder une société pour parer aux éventualités journalières et assurer le fonctionnement normal de la société. Ce fonds se compose du capital versé en espèces, des dépôts faits à la société, et des avances faites par la caisse régionale sur la demande du conseil d'administration de la caisse locale. La distribution de ces avances n'étant pas prévue par la loi, n'est pas réglementée par le décret du 4 novembre 1909; il appartient alors au directeur ou au conseil d'administration de la caisse régionale de préciser les conditions que doivent réaliser les caisses affiliées, pour obtenir les subventions nécessaires à la constitution du fonds de

roulement, à moins que les statuts n'en aient décidé autrement.

Ces conditions sont, en principe, très variables, car elles sont déterminées, d'un côté, par la situation financière de la caisse régionale qui dispose, il est vrai, des avances de l'État, mais qui doit en réserver une grande partie aux opérations d'escompte ; de l'autre, par la composition de la caisse locale, son mode d'administration, l'importance de son capital souscrit et versé. On peut cependant établir certaines règles générales qu'il est difficile de méconnaître sans risquer de compromettre la situation de la caisse régionale.

D'abord, comme nous l'avons déjà dit, la mesure du crédit que la caisse régionale peut consentir à ses locales dépend du nombre de parts que ces dernières ont souscrites à la première, car ces souscriptions forment le gage, la garantie du remboursement des valeurs avancées ; le conseil d'administration de la caisse régionale tiendra donc compte de cet élément pour fixer le montant de ces avances. D'ailleurs, sur ce point, l'article 10 du décret de 1909 impose une solution puisqu'il ne permet pas d'accorder aux caisses locales des avances supérieures à la souscription faite par elles dans la caisse régionale. Appliquée à ces subventions pour constitution de fonds de roulement, la règle posée par l'article 10 se comprend, elle est même excellente, parce qu'elle intéresse la caisse locale à la bonne gestion de son fonds social par la crainte de perdre le capital versé à la caisse régionale si elle se

montre négligente. Mais que penser, encore une fois, de la limitation aux parts souscrites de la masse des avances directes à faire aux caisses locales !

Ensuite, le conseil d'administration doit exiger de la caisse qui lui demande un emprunt, un billet constatant la remise de la somme consentie, le taux de l'intérêt de cette somme ainsi que les garanties accordées pour son remboursement.

Ce sont là des précautions élémentaires, prises dans toutes les opérations de ce genre, mais il en est d'autres suggérées par les circonstances particulières et dont les directeurs doivent s'appliquer à s'entourer, surtout à l'égard des caisses de crédit mutuel qui n'ont pas encore fait leurs preuves.

La loi du 18 juin 1909 donne donc aux sociétés régionales le pouvoir d'escompter les effets des locales affiliées, et nous leur avons reconnu, en outre, en sollicitant, avec quelque exagération peut-être, l'article 2 de cette loi, le droit de faire des avances pour constitution de fonds de roulement, aux caisses locales. Mais là se bornent les opérations permises à ces sociétés, réserve faite pour les avances spéciales aux sociétés coopératives maritimes dont nous parlerons dans le prochain paragraphe.

L'article 2, *in fine*, indique, en effet, que toutes autres opérations leur sont interdites. Si on rapproche de cette loi, le texte de la loi du 31 mars 1899 sur le crédit agricole, on constate combien grande est la différence entre ces deux espèces de caisses régionales,

au point de vue de la capacité de faire des opérations commerciales. Sans doute, l'article 2 de la loi de 1899, après avoir reconnu, aux sociétés en question, le droit d'escompter les effets présentés par leurs affiliées et de consentir à ces dernières des avances pour constituer leurs fonds de roulement, déclare bien que toutes autres opérations leur sont interdites, mais dans l'article 5, il est parlé des dépôts en comptes-courants, d'émissions de bons jusqu'à concurrence du montant des effets en portefeuille. La loi de 1909, au contraire, ne fait aucune de ces mentions et ne semble habiliter les caisses régionales que pour les opérations qui se rattachent directement au crédit maritime et exclure les autres opérations commerciales. Faut-il donner ce sens étroit à l'interdiction de l'article 2 ou tirer argument, au contraire, de l'énumération faite dans l'article 5 de la loi de 1899 malgré l'interdiction stipulée dans l'article 2 de cette même loi, pour prétendre que le législateur n'a pas eu l'intention de restreindre à ces deux seules opérations commerciales le champ d'action des caisses régionales ?

M. l'abbé Lemire soutint (1), au sujet du crédit agricole, que l'énumération de l'article 2 de la loi de 1899 n'a pas un caractère limitatif ; la loi a seulement voulu interdire aux caisses régionales de se livrer à des opérations « d'un autre ordre », étrangères au but que se proposent ces sociétés, qui est de favoriser les indus-

1. Voir *Journ. off.*, 24 février 1902 : Chambre. Docum. parl., p. 5.

tries agricoles. Suivant cette opinion, il n'y aurait pas de différence à établir entre l'énumération faite à l'article premier de la loi du 5 novembre 1894 et celle de l'article 2 de la loi de 1899, en donnant à la première un caractère énonciatif et à la seconde un caractère limitatif.

On pourrait tenir le même raisonnement à l'égard du crédit maritime, étant donné le parallélisme qui existe entre les deux législations. Mais l'opinion de M. Lemire appliquée au crédit qui nous intéresse n'aurait pas, à notre avis, la même valeur. En effet, le texte même de la loi de 1899 rend assez plausible la thèse précédente, car il prévoit la réglementation d'opérations autres que celles indiquées dans l'article 2, ce qui permet d'affirmer que les caisses régionales ont le pouvoir de faire les mêmes opérations commerciales que les caisses locales, pourvu qu'elles aient trait aux industries agricoles. Mais, en ce qui concerne le crédit maritime, rien, dans la loi, ne laisse entendre que le législateur ait adopté ce point de vue, et on peut même prétendre que c'est à dessein qu'il n'a pas reproduit l'énumération contenue dans l'article 3 de la loi de 1899, afin d'assigner aux sociétés régionales un objet très limité, par crainte de spéculations, de leur part, qui auraient pu compromettre le remboursement de ses avances.

Nous croyons que cette dernière opinion est la vraie

et nous regrettons que le législateur n'ait pas accordé aux caisses régionales maritimes la même latitude qu'aux caisses régionales agricoles, car une bonne réglementation de la pratique des comptes courants et des émissions de bons à court terme aurait pu rendre de grands services aux caisses locales, tout en les familiarisant avec les opérations de banque.

§ 5. — *Avances aux sociétés coopératives maritimes*

L'article 2 de la loi de 1909, étendant aux caisses régionales maritimes les dispositions de la loi du 29 décembre 1906, leur permet de consentir : « aux sociétés locales, des avances spéciales destinées aux sociétés coopératives maritimes et remboursables, par amortissement, dans un délai maximum de dix années ».

Les sociétés coopératives de production et surtout de vente en commun, tant agricoles que maritimes, sont un puissant moyen de développer ces branches d'industrie et d'améliorer ainsi la condition des populations qui s'y adonnent. Elles permettent, en effet, par l'union des capitaux et des activités de ses membres, d'entreprendre la transformation des conditions auxquelles ces industries sont soumises, soit en luttant contre les spéculateurs qui s'emparent du marché et

entravent l'essor de la production, en organisant la vente directe des produits et en s'efforçant de trouver des débouchés nouveaux, soit en organisant la production de tout ce qui est utile à ces industries et ne demande pas de coûteuses installations. Les coopératives maritimes exercent une action des plus bienfaisantes en achetant, en grande quantité et à bon compte, les rogues qui, sur le marché seraient d'un prix exorbitant, ou encore des engins que le pêcheur pourra se procurer à moins de frais que chez le commerçant qui prélève un bénéfice parfois important. Grâce à leur union en sociétés, les marins peuvent obtenir d'excellents résultats, mais à la condition qu'ils aient les moyens de donner à ces sociétés l'impulsion nécessaire.

C'est précisément pour leur donner cette impulsion que des avances spéciales doivent leur être consenties, à des conditions particulières, et il a paru logique au législateur, d'unir dans une étroite collaboration, le crédit maritime et les sociétés coopératives, puisque ces deux institutions se proposent le même but : le développement des industries maritimes. De cette solidarité entre les sociétés de crédit et celles de production ou de vente pouvaient résulter les plus heureux effets, tant à l'égard du crédit maritime qu'à celui des membres de ces diverses sociétés. Et c'est beaucoup pour ce motif, en dehors des arguments que nous avons examinés plus haut, qu'on a jugé indispensable la

confection d'une loi spéciale autorisant la création de caisses régionales (1).

La loi du 23 avril 1906 ne prévoit pas, en effet, ces avances aux sociétés coopératives, et pour la bonne raison qu'elles n'ont été autorisées, à l'égard des sociétés coopératives agricoles, que par la loi du 29 décembre 1906. Or, on ne pouvait songer à traiter avec moins de bienveillance les coopératives maritimes que les coopératives agricoles ; d'ailleurs, pour intéresser ces sociétés à l'organisation du crédit maritime il fallait leur assurer quelque avantage résultant de leur affiliation aux caisses de crédit, et le seul sérieux était bien la concession d'avances à long terme dans le but de favoriser le développement de leurs opérations. La loi de 1909 habilita donc les caisses régionales à consentir ces avances suivant certaines conditions que nous allons examiner.

Quelles sont, d'abord, les sociétés coopératives susceptibles de recevoir des avances des caisses régionales ?

L'article 3 de la loi du 18 juin 1909 énumère les sociétés qui pourront, seules, recevoir des avances de ces caisses, et indique les conditions que devront remplir ces sociétés. Aux termes de cet article, aucune société ne peut être privée du bénéfice de la loi susdite, en rai-

1. Voir le rapport de M. Chaumét. *Journ. off. Docum., parlam.*, Chambre, août 1908, p. 661.

son de son régime juridique : donc la mesure s'étend à toutes les sociétés coopératives dont l'objet est conforme à celui que définit l'article 3 et que nous analyserons plus loin. Cette disposition est importante et prévient de nombreuses contestations, car les sociétés coopératives n'ont pas de régime juridique uniforme ; les unes adoptent la forme des sociétés à capital variable, conformément aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867, et ce sont les plus nombreuses ; d'autres, la forme anonyme, quelques-unes même, se constituent en associations d'après la loi du 1^{er} juillet 1901. Toutes ces sociétés, à caractères différents se proposent cependant un but commun qui est de procurer à leurs membres une plus grande aisance ; c'est pourquoi toutes doivent avoir part au bénéfice de la loi, quel que soit le régime qui les régisse ; et l'article 3, en leur accordant ce droit, à toutes, comme d'ailleurs l'accorde aux coopératives agricoles, indistinctement, la loi du 29 décembre 1906, facilite beaucoup la répartition des avances qui, autrement, eût suscité de nombreuses difficultés.

Mais, si le régime juridique importe peu, il est des conditions que toutes doivent réaliser pour prétendre aux avances de l'État.

En premier lieu, ces sociétés doivent être constituées : « par tout ou partie des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels maritimes. » Donc, seuls, des inscrits maritimes seront admis dans ces coopératives

par ce qu'elles n'ont d'autre objet que le service des intérêts professionnels des marins pêcheurs. Cette disposition, commune aux caisses de crédit et à ces sociétés, est édictée en vue de mettre obstacle à la spéculation de la part d'individus étrangers aux choses de la mer et qui verraient dans les entreprises des coopératives un excellent moyen de faire fortune au détriment d'autrui. Les sociétés coopératives sont faites, en principe, pour favoriser l'essor de certaines branches du commerce ou de l'industrie, au profit des différentes corporations d'industriels ou de commerçants qui ont constitué ces sociétés, mais elles ne doivent pas se laisser vicier par les mœurs mercantiles contre lesquelles, comme le fait remarquer M. Charles Gide, elles veulent réagir ; et pour éviter ce danger, le meilleur procédé à suivre est de fermer la porte à tous ceux qui ne sont pas directement intéressés dans la constitution des sociétés.

En second lieu, la loi de 1909 n'autorise les caisses régionales à faire des avances qu'aux coopératives qui se proposent, pour objet, l'une des opérations énumérées dans l'article 3 et qui sont : soit la construction ou l'achat de bateaux de pêche, d'instruments, d'engins ou d'appâts, soit l'élevage ou le parage des huîtres et crustacés par des gens de mer, soit la conservation ou la vente en commun des produits de la pêche. Toutes ces opérations visent au développement des industries maritimes, suivant des procédés divers, en permettant

la transformation du matériel de pêche devenu insuffisant, en facilitant l'achat des appâts, en particulier des rogues, en assurant, enfin, aux pêcheurs, une meilleure rémunération de leur travail par la vente directe du poisson, sans subir les dures conditions de mareyeurs. Les coopératives, dont les opérations entreront dans ce cadre, pourront donc recevoir des avances, mais, là encore, faut-il attribuer à cette énumération un caractère limitatif ou simplement énonciatif ? Si une coopérative se propose une entreprise non prévue dans l'article 3 mais dont l'objet est bien de favoriser le développement de l'industrie maritime, ou, au moins, d'améliorer la condition des gens de mer, pourra-t-elle revendiquer le droit à participer aux avances de l'État ? C'est là une simple hypothèse qui ne se réalisera sans doute jamais dans la pratique, étant donné que la loi de 1909 est très complète au point de vue des opérations susceptibles de servir les intérêts des marins pêcheurs, et que nous émettons à seule fin de déterminer le caractère de cette énumération. A notre avis, la caisse régionale, recevant une demande d'avance d'une coopérative de ce genre, devra surtout examiner si son objet est conforme au but que se propose la loi de 1909, s'il vise à développer les industries de la pêche, et lui accordera les avances demandées sans commettre d'illégalité parce que l'article 3 énumère les genres d'opérations donnant droit à des subventions, sans prétendre prévoir toutes les opérations que comprennent ces genres.

Les sociétés coopératives, pour être appelées à bénéficier de la loi de 1909, ont une dernière condition à remplir : elles ne doivent pas réaliser de bénéfices commerciaux. En effet, le but de toute société coopérative n'est pas d'enrichir ses membres par les procédés du commerce qui consistent à assurer un gain par la différence entre le prix d'achat et le prix de vente, mais de leur permettre de réaliser une économie par l'achat, à meilleur compte que dans le commerce, des engins, appâts, etc., qui leur sont nécessaires. Ainsi les sociétés de ce genre n'entrent pas en concurrence avec le petit commerce, quand elles s'en tiennent aux principes de la coopération, et la loi de 1909 a pris soin de rappeler à ces sociétés le véritable esprit qui doit présider à leurs opérations pour s'éviter le reproche de favoriser la coopération au détriment de la classe des petits et moyens commerçants qui redoutent tant cette concurrence.

Il ne faudrait cependant pas croire que tous bénéfices soient interdits aux coopératives maritimes ; elles peuvent d'abord s'assurer un gain suffisant pour couvrir les frais de gestion, et ensuite, pour se constituer un fonds de réserve, comme les caisses de crédit, afin de fortifier leur capital de fondation et augmenter ainsi la mesure du crédit que pourront leur consentir les caisses régionales. La loi leur interdit de faire des bénéfices destinés à être partagés, sous forme de dividendes, entre leurs membres ; c'est une prohibition analogue à

celle dont nous avons parlé à propos des caisses locales et qui s'applique également aux caisses régionales. Si la société fait des bénéfices, des bonis, sur ses opérations, elle doit, chaque année, ou à sa dissolution, les partager entre ses membres, au prorata des opérations faites par eux. De cette façon le principe de la mutualité est respecté ; chacun retire de ses relations avec la société tout le bénéfice auquel il a droit.

Il nous reste à connaître maintenant les règles qui régissent l'attribution de ces avances, tant au point de vue de la procédure à suivre, de la part des sociétés coopératives pour les obtenir, qu'à celui des garanties exigées par les caisses régionales, du maximum et de la durée de ces avances. Nous signalons, au cours de cet examen, les principales différences existant, relativement à ces règles, entre les avances aux coopératives agricoles et celles aux coopératives maritimes.

La loi du 18 juin 1909 stipule que des avances aux sociétés coopératives maritimes sont consenties par l'État sur le montant des sommes affectées aux sociétés de crédit maritime, par l'intermédiaire des caisses régionales qui sont habilitées à les recevoir. Les coopératives, désireuses d'obtenir ces avances, devront donc s'adresser aux caisses régionales chargées de transmettre leurs demandes au ministre de la Marine. L'article 2 ne détermine pas le rôle que doivent jouer ces caisses à ce sujet, à la différence de l'article 4 de la loi du 29 décembre 1906, qui stipule que les demandes

d'avances : « seront présentées au gouvernement par l'intermédiaire des caisses régionales de crédit agricole mutuel » . Mais le décret du 5 avril 1910, précise ce rôle en s'inspirant des dispositions qui régissent les avances faites aux coopératives agricoles.

D'après l'article premier de ce décret, ces sociétés doivent adresser leurs demandes aux caisses régionales en y joignant les pièces ci-après :

1° Leurs statuts en double exemplaire. Cette formalité, exigée également des caisses locales et régionales, a pour but de renseigner les caisses régionales sur l'organisation et le fonctionnement des coopératives. Aussi le décret du 5 avril 1910, indique-t-il, afin d'assurer la précision de ces renseignements, un certain nombre de mentions obligatoires que ces statuts doivent contenir. Ils ont, notamment à spécifier la circonscription territoriale de la société, le siège social, le mode d'administration et le montant du capital social, ce qui est particulièrement intéressant au point de vue de la garantie de remboursement des avances.

Il n'importe pas moins de connaître la composition de ce capital ; aussi les statuts seront-ils tenus de dire que les parts des sociétaires sont nominatives et réservées aux seuls inscrits maritimes, membres d'un syndicat professionnel maritime, deux conditions indispensables pour que les coopératives puissent s'affilier aux caisses de crédit et faire des opérations avec elles. D'autres men-

tions seront également faites, concernant le taux des intérêts qui ne pourra pas dépasser 4 0/0, les prohibitions d'attribuer au capital ou aux fractions de capital aucun dividende, les dispositions prévues pour la constitution d'un fonds de réserve par des prélèvements à opérer sur les bénéfices éventuels, en vue d'amortir le montant des avances de l'État, la répartition des excédents annuels, déduction faite de toutes les charges, intérêts, réserve légale, etc, entre les coopérateurs, au prorata du montant des opérations faites par eux avec la société. Les statuts spécifieront enfin, qu'aucune modification ne pourra leur être apportée sans avoir été préalablement portée à la connaissance de la caisse régionale qui la soumettra à son tour, au ministre de la Marine, par la Direction de la navigation et des pêches maritimes, qui aura à lui donner son approbation pour la rendre définitive. Cet ensemble d'indications mettront immédiatement à même de savoir les garanties qu'offrent les sociétés qui présentent des demandes d'avances et éviteront ainsi aux caisses régionales des enquêtes longues et parfois difficiles.

2° La liste des souscripteurs avec mention de leur quartier, folio et numéro d'inscription, ainsi que du syndicat professionnel maritime auquel ils sont inscrits.

3° La liste des membres du conseil d'administration et des commissaires de surveillance, avec mention de leurs qualités et domicile, afin que les caisses régio-

nales puissent apprécier leur compétence et les garanties morales de bonne gestion qu'ils présentent.

4° Une copie des délibérations de l'assemblée générale constitutive.

5° La désignation de la société locale de crédit maritime à laquelle les sociétés coopératives sont affiliées. C'est là une obligation imposée par le décret, car la loi du 18 juin 1909 ne subordonne pas le droit de demander des avances aux caisses régionales à l'obligation de souscrire des parts dans les caisses locales. On fait ainsi aux sociétés coopératives des conditions plus dures qu'aux syndicats qui peuvent bénéficier d'avances sans avoir souscrit dans aucune caisse ; il est vrai que le bénéfice accordé aux coopératives est d'une nature spéciale, puisqu'il s'agit de prêts à long terme pour lesquels des garanties plus grandes ne sont pas superflues.

6° La nomenclature de tous les biens possédés par la société et leur situation hypothécaire dûment certifiée, avec estimation de leur valeur. Il importe, pour le remboursement des avances, que la fortune immobilière des sociétés soit connue ainsi que les charges qui la grèvent, car elle constitue une garantie plus sérieuse que le capital social et le fonds de réserve, que des circonstances fortuites, des détournements, par exemple, peuvent toujours amoindrir ou même anéantir tout à fait.

7° Dernière pièce, un mémoire justificatif à l'appui de la demande, avec projet et devis estimatif si les sommes avancées doivent être employées à l'exécution de travaux, ou à l'achat et l'installation d'un matériel spécial.

Telles sont les justifications que doivent obligatoirement produire les sociétés coopératives, mais il est toujours loisible aux caisses régionales d'en exiger de complémentaires, si elles le jugent nécessaire, particulièrement en ce qui concerne la régularité de la constitution et des opérations de ces sociétés. D'autre part, les coopératives doivent se mettre à l'entière disposition des caisses régionales pour leur fournir tous les renseignements se rattachant aux demandes d'avances, si besoin est.

Lorsque les caisses régionales sont en possession de toutes les pièces et renseignements utiles, elles examinent, par l'organe de leurs directeurs ou de leur conseil d'administration s'il y a lieu d'accepter les demandes d'avances, et d'engager en même temps leur responsabilité vis-à-vis de l'État, à l'occasion des prêts. C'est qu'en effet le rôle des caisses régionales, tel que le précise le décret du 5 avril 1910, ne consiste pas dans la simple transmission des demandes, après vérification de la présence de toutes les pièces exigées, au ministre de la Marine: les caisses régionales, en acceptant de transmettre les dossiers, s'engagent personnellement, se solidarisent avec les sociétés coopératives, vis-à-

vis de l'État, pour le remboursement des avances. Bien qu'aucun texte précis n'impose, dans la loi du 18 juin 1909, ni dans celle de 1910 cette responsabilité, puisqu'il n'y est parlé que des avances que pourront recevoir les caisses régionales en faveur des sociétés coopératives maritimes, le décret qui réglemente ces avances, complète très nettement la loi à cet égard.

Il est nécessaire ici, pour bien comprendre la situation des caisses régionales, d'après le décret du 5 avril 1910, de donner un aperçu de la loi du 29 décembre 1906, sur les avances aux sociétés coopératives agricoles, car elle a inspiré au législateur du crédit maritime ses dispositions relatives aux coopératives des gens de mer. Dans son article 2, cette loi stipule que les caisses régionales agricoles garantissent le remboursement, à l'expiration des délais fixés, des avances spéciales qui leur sont faites pour les sociétés coopératives. Les caisses régionales, en agréant les demandes, consentent donc à partager avec les coopératives la responsabilité du remboursement et diminuent d'autant les risques que court l'État de ne pas récupérer les sommes prêtées. Les lois de 1909 et 1910 n'ont pas reproduit cette disposition, de sorte qu'on pourrait attribuer aux caisses régionales maritimes un rôle tout à fait passif dans ces opérations d'avances. Mais le décret, rendu sur l'application de la loi de 1910, appliquant aux caisses régionales maritimes la même

sanction qu'aux caisses régionales agricoles, les déclare responsables, du fait de leur approbation des demandes.

Cette mesure a été très critiquée, à l'égard du crédit agricole et pourrait l'être à celui du crédit maritime. N'y a-t-il pas lieu de craindre, en effet d'aller à l'encontre même du but que se propose la loi, en imposant aux caisses intermédiaires entre l'État et les coopératives, une lourde charge, car celles-là, pour s'éviter de fâcheux mécomptes, se montreront très sévères à l'égard des demandes d'avances; en outre, il paraît injuste, de la part de l'État, de faire peser une aussi grande responsabilité sur des caisses qui n'interviennent qu'en qualité d'intermédiaires; cette rigueur n'a-t-elle pas seul pour but comme le fit remarquer M. Fortier, sénateur de la Seine-Inférieure, au cours des débats sur la loi du 29 décembre 1906 (1), d'assurer l'État contre tous les risques de pertes, de créer des sociétés tampons entre l'État et les coopératives?

Sans doute les caisses régionales, tenues de garantir le remboursement des avances, se montreront d'une grande prudence à l'égard des demandes, mais faut-il songer à s'en plaindre? Assurément non, car l'action bienfaisante des prêts consentis par l'État aux coopératives ne peut s'exercer que si toutes les conditions de bon emploi de ces fonds sont réalisées, et les caisses

1. Voir *Journ. officiel*, Débats parlement., Sénat, séance du 6 décembre 1906 p. 1088.

régionales, responsables, exigeront, de la part des coopératives, l'affectation des prêts à des entreprises lucratives. Ainsi l'intervention de l'État ne favorisera pas, comme il arrive trop souvent, le gaspillage de subventions accordées sans contrôle suffisant et sur le rapport d'agents indifférents au bon ou mauvais usage qui en est fait ; ici, les agents de l'État, courant les mêmes risques que l'État, constituent l'autorité régionale susceptible de distribuer les avances d'une façon compétente et féconde.

D'ailleurs, à bien examiner l'objet des caisses régionales de crédit, on remarque qu'il entre dans leurs attributions de favoriser toutes les opérations, relatives à l'industrie de la pêche, effectuées par des membres de caisses locales ou de syndicats. Or, nous avons vu que les coopératives doivent être affiliées aux caisses locales pour avoir droit aux avances ; d'où il suit que ces dernières, bien que concédées pour une durée plus longue que les avances consenties aux caisses de crédit, sont de la même nature, tendent à la même fin et doivent être transmises de la même manière et contre les mêmes garanties que les avances faites aux sociétés de crédit : c'est-à-dire, sous la responsabilité des caisses régionales. Ainsi l'objection présentée par M. Fortier, tendant à démontrer combien est injuste cette responsabilité au sujet des avances à long terme, n'a plus de force, car les caisses régionales ne jouent également

que le rôle d'intermédiaires dans les opérations de prêts aux locales affiliées, et personne ne trouve exagérée la responsabilité à laquelle les soumet l'État à l'occasion de ces opérations.

D'ailleurs la charge qui incombe aux caisses régionales du fait des demandes d'avances présentées par les coopératives n'est pas sans compensation. Nous savons, en effet, que toutes les avances de l'État sont gratuites, mais les caisses régionales ont la faculté, bien que le décret du 5 avril 1910 n'y fasse pas allusion, de demander aux sociétés coopératives un intérêt pour les sommes prêtées, égal à celui que paient les caisses locales. Cet intérêt rémunère les caisses régionales des services qu'elles rendent et les dédommage en même temps, en leur procurant une nouvelle source de revenus, de l'obligation où elles sont de garantir le remboursement des prêts.

Lorsque les caisses régionales ont décidé de présenter, sous leur responsabilité, les demandes d'avances, elles doivent joindre aux dossiers, sous la signature de leurs représentants : une copie de la délibération par laquelle ces caisses auront couvert de leur responsabilité les demandes d'avances, l'exposé des garanties prises par elles pour le remboursement des avances et des conditions de contrôle à exercer sur les opérations des sociétés intéressées, enfin un tableau des engagements déjà contractés par les coopératives et leur dernier bilan.

La commission supérieure de contrôle et de surveillance du crédit maritime examine le dossier et les pièces annexées et donne son avis motivé sur les deux points suivants :

1° Sur le montant des avances, qui ne pourra être supérieur au triple du capital de la société coopérative, versé en espèces ; ces sociétés sont donc moins favorisées que les caisses régionales auxquelles l'État accorde des avances égales au quintuple de leur capital versé ; mais, par contre, elles sont mieux partagées que les coopératives agricoles qui ne peuvent obtenir des avances supérieures au double du capital versé en espèces (art. 6 de la loi du 29 décembre 1906).

2° Sur la durée des prêts à consentir. Nous savons que la loi accorde, au point de vue de la durée, un bénéfice particuliers aux sociétés coopératives ; tandis que les caisses régionales ne peuvent obtenir des avances pour plus de trois ans, les sociétés coopératives jouissent d'un délai de dix ans (1), au maximum, pour le remboursement. Cette faveur leur a été accordée, en raison de la nature des opérations auxquelles elles sont

1. Ce délai a été fixé par la commission du Sénat qui a réformé sur ce point le projet du gouvernement et le texte adopté par la Chambre où le délai de remboursement n'était que de six ans. M. Boivin-Champeaux, dans son rapport au Sénat sur la loi de 1909, fait remarquer que ce délai de six ans est trop court : « Si l'on songe que le coût d'un bateau chalutier varie entre 15.000 et 20.000 francs. Le délai de vingt-cinq ans, qui est celui de la loi du 29 décembre 1906, serait excessif. Nous proposons d'adopter dix ans. »

destinées. Une société coopérative a toujours pour objet, en effet, une entreprise de large envergure, de longue haleine qui nécessite un crédit prolongé. Les avances à court terme, même renouvelées ne peuvent suffire, comme le fait remarquer l'exposé des motifs de la loi de 1909, à la Chambre des députés, que pour des opérations de faible portée. Seules, les avances à long terme sont capables de donner les moyens, aux sociétés coopératives, de renouveler et de transformer le matériel de pêche devenu insuffisant, d'organiser la vente en commun des produits de la pêche, etc.

La commission supérieure donnera donc son avis sur la durée des prêts, sans pouvoir leur accorder un délai supérieur à dix ans ; quant au minimum, il est laissé à la libre détermination de la commission, mais il doit être supérieur, logiquement, à la durée des prêts à court terme pour conserver aux coopératives le privilège que leur accorde la loi.

D'après l'article 3 de la loi du 29 décembre 1906, l'intérêt fixé par la caisse régionale doit être approuvé par le gouvernement après avis de la commission supérieure. Le décret du 5 avril 1910 ne fait pas mention de cet avis ; il faut en conclure que les caisses régionales sont libres de déterminer le taux de l'intérêt des avances.

La commission supérieure ne statue pas sur le montant et la durée des prêts ; cette mission incombe au

ministre de la Marine qui s'en acquitte après avoir pris connaissance du rapport de la commission. La décision par lui rendue est ensuite transmise, par l'autorité maritime, aux caisses régionales intéressées qui peuvent alors recevoir les avances accordées pour les verser aux sociétés coopératives.

Une question se pose au sujet du versement de ces avances : l'article 2, § 3, de la loi du 18 juin 1909 autorise les caisses régionales à consentir aux caisses locales des avances spéciales, destinées aux sociétés coopératives maritimes. D'après ce texte, les avances à long terme doivent être consenties, ou plutôt versées, d'abord aux caisses locales avec charge de les faire parvenir aux sociétés coopératives, ce qui semblerait indiquer que les demandes doivent être adressées en premier lieu à ces caisses. Et ce système serait préférable, au point de vue de la solidité des prêts, car les derniers présenteraient, comme garantie de remboursement, la double responsabilité des caisses locales et des caisses régionales. Cependant le décret qui réglemente la dispense de ces avances indique bien que les demandes sont adressées directement aux caisses régionales, et d'autre part, il ne fait pas intervenir les caisses locales pour le versement des sommes prêtées ; on ne peut donc pas considérer le paragraphe 3 de l'article 2, comme imposant une procédure et les caisses locales ne doivent pas être considérées comme un organe indispensable à la transmission de ces prêts.

Après la concession des avances aux sociétés coopératives, les caisses régionales ont encore à surveiller l'emploi de ces fonds afin qu'ils ne soient pas détournés de leur affectation. D'ailleurs l'article 8 du décret stipule que les avances accordées en vue de constructions, d'acquisitions ou d'améliorations à réaliser progressivement, ne seront versées qu'au fur et à mesure de la réalisation des projets et sur pièces justificatives. En outre, les caisses régionales doivent se faire délivrer, chaque année, avant le 31 janvier, les inventaires et bilans de l'exercice précédent, ainsi que le relevé des opérations effectuées ou en cours pour l'emploi des avances. Par ce contrôle et la remise progressive des travaux, les caisses régionales se prémunissent contre les détournements, sans pour cela gêner l'exécution des entreprises projetées, parce que les coopératives n'ont pas à craindre de se voir refuser des versements si les travaux sont ponctuellement exécutés. Et c'est là une différence avec la méthode adoptée au Danemark, suivant laquelle l'association doit commencer la réalisation de son projet, sans être assurée que les avances lui seront accordées.

Les sociétés coopératives qui ont obtenu des avances sont tenues, naturellement à les rembourser, et l'article 10 du décret du 5 avril 1910 impose à tous leurs membres la responsabilité solidaire ; cette garantie s'ajoute à celle déjà fournie par le montant du capital

social et augmente de beaucoup le crédit des coopératives. L'article 10 spécifie que des hypothèques terrestres ou maritimes, suivant la nature des entreprises, pourront encore être exigées, au profit de l'État, de la part des coopératives, sur les biens pour l'acquisition, la transformation ou la construction desquels les avances auront été consenties. Dans ce cas les coopératives doivent fournir la preuve que ces biens sont francs d'hypothèques, et s'engager à ne consentir aucune hypothèque au profit des tiers, ni aucune cession portant préjudice à la garantie de l'État. Les administrateurs sont personnellement responsables de ces engagements.

En outre les caisses régionales exigeront que tous ces biens soient assurés contre l'incendie par une compagnie agréée par les caisses régionales, pour une valeur égale au moins au montant des avances et veilleront à ce que les primes soient régulièrement payées. Si les sociétés ont négligé de contracter assurance, les caisses régionales peuvent leur imposer le remboursement immédiat des avances déjà faites, de même qu'elles ont le pouvoir, au cas de non-paiement des primes, d'effectuer elles-mêmes ces versements et d'en imputer le montant sur les versements faits, pour intérêts ou remboursement.

Les sociétés coopératives qui ont demandé des avances pour la construction ou l'achat de bateaux, sont tenues de les assurer contre les risques de mer

pour une valeur égale au montant des avances faites.

Toutes ces dispositions du décret du 5 avril 1910, relatives aux garanties de bon emploi et de remboursement des avances sont empruntées à la législation danoise, sur le crédit maritime, qui exige également la concession d'hypothèques sur les biens, au profit de l'État, et l'assurance obligatoire par une compagnie agréée du gouvernement. Ce sont les seuls moyens efficaces pour assurer à l'État la récupération des sommes avancées, et aussi pour contrôler l'utilité technique des travaux effectués.

§ 6. — *Contrôle et surveillance des caisses régionales*

Comme les caisses locales, les caisses régionales sont soumises au contrôle et à la surveillance organisés par le décret du 4 novembre 1909, modifié par celui du 5 avril 1910, au sujet des opérations effectuées par ces caisses. Ces opérations sont vérifiées par les officiers ou fonctionnaires de l'administration de la marine désignés par le ministre, sur présentation de la commission supérieure. Toutes les formalités exigées des caisses locales pour la remise des statuts, la liste des administrateurs ou directeurs, le relevé des opérations faites au cours de l'année précédente, et que nous avons étudiées dans le chapitre traitant de ces caisses, doivent être remplies par les caisses régionales.

L'article 9 du décret impose, en outre, aux caisses régionales, d'adresser au ministre de la Marine (Direction de la navigation et des pêches maritimes), par l'intermédiaire des autorités maritimes, dans les huit jours du mois suivant chaque trimestre, une situation donnant la balance des comptes du grand livre et le mouvement du portefeuille. Elles doivent également fournir, dans la deuxième quinzaine de février de chaque année, avec le relevé de leurs opérations, celui des opérations des caisses locales affiliées qui sont soumises à leur contrôle.

Toutes ces pièces sont examinées par la direction centrale de la navigation et des pêches qui peut toujours demander des renseignements complémentaires aux sociétés régionales ou aux administrateurs de l'inscription maritime.

Une question fut soulevée, à propos du contrôle et de la surveillance des caisses locales, lors de la discussion à la Chambre (1), du projet de loi qui les organise, et l'objection présentée par M. Lamy au sujet du contrôle de ces sociétés conserve le même intérêt à l'égard des caisses régionales.

Il s'agit de déterminer si toutes les caisses de crédit doivent être soumises au contrôle et à la surveillance de l'État. Il va de soi, et M. Lamy ne contesta pas ce point,

1. Voir *Journ. officiel*. Chambre, séance du 10 avril 1906.

que les caisses organisées conformément à la législation sur le crédit maritime, qui reçoivent des avances de l'État, sont par là même assujetties à son contrôle ; mais les caisses libres, constituées en dehors des lois spéciales sur le crédit maritime, qui ne demandent aucune subvention à l'État, et les sociétés qui, ayant adopté le régime créé par la législation nouvelle, vivent sans rien toucher de l'État, seront-elles soumises à ce contrôle ?

Personne ne conteste que les caisses, créées sous le régime de la loi de 1867, qui ne sollicitent pas de secours de l'État, n'ont pas à subir une surveillance spéciale ; seules les sociétés, constituées suivant les lois de 1906 et 1909, et vivant indépendantes, sont en question. M. Lamy a prétendu que ces dernières ne devaient pas être soumises au contrôle de l'État. « A mon sens, dit-il, le gouvernement ne pourra exercer son contrôle et sa surveillance que sur les caisses qui auront reçu des avances ou des subventions de la part de l'État ; mais non sur les autres » Et M. Goujon, soutenant la même thèse ajouta : « Il me semble qu'il serait plus logique que la surveillance ne soit que le corollaire des subventions que l'État donnera. » Donc, suivant cette thèse, les caisses locales ou régionales, ne seront soumises à un contrôle spécial que si elles touchent des subventions.

Mais à cette thèse, M. Thomson, ministre de la Marine, opposa celle du gouvernement, d'après laquelle

le contrôle et la surveillance de l'Etat ne sont pas le corollaire des subventions touchées par certaines sociétés : « mais de la situation privilégiée donnée à certaines sociétés, en dehors même de toute subvention ». Telle est d'ailleurs le principe admis à l'égard des caisses de crédit agricole, et le ministre déclara que le gouvernement entendait suivre d'une façon stricte les règles de la loi de 1894.

La conclusion de cette discussion est donc que toutes les sociétés de crédit maritime, créées suivant les dispositions des lois organisant ce crédit, sont soumises au contrôle et à la surveillance de l'État qui apparaissent, ici, comme la contre-partie des faveurs accordées par la législation spéciale, laquelle exige, pour éviter tout désordre, que les sociétés bénéficiaires justifient de leur aptitude à jouir de ce privilège.

Au reste, comme le fit remarquer M. Thomson, il est fort probable que le cas présenté par M. Lamy sera, très rare, car on ne voit pas l'avantage qu'auraient des caisses de crédit de dédaigner les avances consenties par l'État, qui nous paraissent indispensables au succès du crédit maritime.

CHAPITRE VI

FONDATIONS DE CAISSES DE CRÉDIT MARITIME ET MESURES NÉCESSAIRES AU DÉVELOPPEMENT DE CE CRÉDIT.

Nous venons d'étudier l'organisation législative du crédit maritime, mais nous n'avons pas dit si l'œuvre du législateur est sortie du domaine théorique pour devenir une réalité vivante, si, en d'autres termes, elle a reçu des applications pratiques. C'est cette question que nous nous proposons d'examiner dans le premier paragraphe de ce chapitre ; après quoi, nous indiquerons, dans le deuxième paragraphe, les mesures à prendre pour permettre le développement, le plein fonctionnement du crédit maritime.

§ 1. — *Les applications pratiques*

Avant de passer en revue les principales organisations relatives au crédit maritime, il importe de remarquer que cette institution est de date très récente, puisque la dernière loi en la matière a été votée le 25 mars 1910. Il ne faudra donc pas s'étonner des modestes résultats

obtenus jusqu'alors ; ce ne sont que les premières et timides réalisations dont les effets se font peu sentir ; mais si on considère les difficultés qu'ont rencontrées leurs auteurs, on est surpris de la rapidité avec laquelle, dans certaines régions de la France, des groupements se sont formés et ont réussi à se maintenir, ce qui permet d'augurer un avenir prospère pour cette institution.

Il a fallu, en effet, beaucoup de persévérance et de force de persuasion aux organisateurs des sociétés de crédit, pour parvenir à faire entendre aux marins pêcheurs combien leur est préjudiciable l'état d'isolement économique où ils se trouvent, résultat de leur esprit individualiste qui les rend rebelles à l'association et leur fait craindre l'ingérance d'étrangers dans leurs affaires. En outre, les populations maritimes sont en général dépourvues d'instruction et n'ont, *a fortiori*, aucune notion du fonctionnement des coopératives de crédit. Ce n'est donc qu'après avoir triomphé des préjugés et fait l'éducation de cette classe que des réalisations ont pu être conduites avec succès.

Le crédit maritime, comme nous l'avons déjà fait remarquer, a pour but de venir en aide aux petits patrons pêcheurs et armateurs ; aussi n'a-t-il reçu aucune application dans la mer du Nord où l'industrie de la pêche est centralisée dans les mains de quelques gros capitalistes armateurs. Sur les côtes de la Manche, au contraire, son action eût été des plus fécondes, mais

l'enquête, à laquelle nous nous sommes livré, nous a, malheureusement, amené à constater que, dans cette région, le crédit maritime est resté lettre morte. Malgré la propagande faite par les administrateurs de l'inscription maritime et les personnes qui ont à cœur le relèvement de la classe maritime, aucune caisse n'a été fondée. Au Tréport, à Dieppe, à Fécamp, les pêcheurs qui n'ont pas connu la grande misère de la côte bretonne et ont réussi jusqu'à ce jour à gagner leur pain, ne comprennent pas les avantages qu'ils pourraient retirer de cette institution ; et d'autre part, n'étant pas poussés par la famine à rechercher les moyens susceptibles de remédier à leur état, ils reculent devant l'effort qu'il faut faire pour s'initier aux choses de la coopération et s'astreindre à la discipline qu'impose toute œuvre de mutualité. D'ailleurs, vivant dans la plus grande imprévoyance, ils ont déclaré, partout, à ceux qui les engageaient à fonder des caisses, qu'il leur serait impossible de réunir les fonds nécessaires à la constitution du capital social ou même au fonctionnement des sociétés. Au Havre, les conditions de réalisation sont plus favorables, parce que d'abord les marins y sont en assez grand nombre, ce qui est un élément à considérer, et ensuite ils ont une instruction plus développée ; ils sont au courant des questions concernant la coopération et par suite leur éducation au point de vue de l'association est beaucoup plus avancée que celle des marins habitant

les petits ports. Les pêcheurs havrais doivent sans doute cette supériorité à l'existence d'un syndicat professionnel ; mais par malheur, à côté de cette influence bienfaisante, de nature à favoriser la création des caisses de crédit, exercée par le syndicat, il en est une autre, émanant de ce même organe, qui a pour effet d'entraver les œuvres exigeant l'union de tous les membres d'une corporation. Et cette mauvaise influence provient de ce que le syndicat, au lieu de s'occuper uniquement de défendre les intérêts professionnels de ses adhérents, s'est transformé en cercle de propagande et d'agitation politique où l'on a représenté aux marins que le crédit maritime, organisé par en bas, imposant aux intéressés de distraire une partie de leurs maigres ressources, est une institution inique, une nouvelle forme d'exploitation des travailleurs ; de telle sorte que l'impulsion qui eût dû être donnée par le syndicat a été entravée par lui, et dans cette grande cité maritime le crédit maritime n'a reçu aucune application.

A Cherbourg, les pêcheurs n'ont pas montré plus d'empressement qu'au Havre, à tirer parti de l'institution nouvelle, mais dans cette région, la cause de cet insuccès est toute autre et réside dans l'indifférence profonde que témoignent les gens de mer à l'égard de leur organisation professionnelle. Très attachés aux anciens procédés, transmis par leurs pères, pleins de méfiance, pour ce qui est nouveau et tend à les faire sortir de

leur routine, ils ont opposé la plus invincible force d'inertie à ceux qui, instruits des heureux résultats qu'on peut obtenir par l'association, ont essayé de créer des groupements professionnels. Ainsi, un patron pêcheur du Becquet, petit port près de Cherbourg. M. Durand, avait entrepris de créer un syndicat dans le but d'étudier et de solutionner quelques questions intéressantes pour les pêcheurs, entre autres, la vente en commun du poisson ; après une active propagande, il avait réussi à obtenir 150 adhésions, chiffre très suffisant pour assurer la vie du syndicat. Mais quand il s'est agi d'organiser le fonctionnement intérieur de ce groupement, d'étudier et de résoudre les questions au programme, les adhérents refusèrent de se mettre, en peine d'en prendre connaissance, et les quelques bonnes volontés qui cherchèrent à s'éclairer sur ces matières, ne comprirent pas le profit à tirer de l'union des pêcheurs pour la vente de leurs produits et la défense de leurs intérêts en général. Dans ces conditions l'œuvre entreprise par M. Durand était destinée à périr, et elle disparut, en effet, bientôt, pour ne pas être remplacée. Dès lors on comprend facilement que, l'organe indispensable à la création de caisses de crédit faisant défaut, il ait été impossible de fonder dans le quartier de Cherbourg des sociétés locales et régionales.

Le crédit maritime ne compte donc pas d'applications sur les côtes de la Manche. Il faut aller en Bretagne et

en Vendée pour y rencontrer les premières caisses de crédit mutuel, et c'est assez naturel, étant donné que la législation spéciale sur cette matière a été élaborée, dans l'intérêt de tous les marins pêcheurs sans doute, mais surtout des sardiniers qui, ainsi que nous l'avons exposé, ont été particulièrement éprouvés et réclamaient le bénéfice de cette institution.

Nous avons vu, en faisant l'historique de l'organisation du crédit maritime en France, que M. Rivoal a fondé, avant le vote de la loi du 23 avril 1906, des caisses locales (1) dans les principaux quartiers du Finistère. Il créa la caisse de Douarnenez qui compte 102 membres ; celle d'Audierne, 60 membres ; celle du Guilvinec, 82 membres ; celle de Concarneau, 81 membres, et quelques autres de moindre importance. En même temps, des sociétés coopératives étaient organisées, dans le but d'acheter, à l'aide des avances fournies par les caisses locales, les appâts et spécialement la rogue, directement aux producteurs, pour le compte commun des sociétaires. Ces sociétés sont régies par la loi du 24 juillet 1867 et stipulent dans leurs statuts la solidarité de tous les membres. A l'aide de ce mécanisme, d'importants achats de rogues purent être effectués dans de bonnes conditions. Ainsi en 1908, les sociétés ont pu

1. Il avait même créé, au paravant, de mars à août 1905, neuf petites sociétés mixtes, de coopération et de crédit, qui furent la première étape du crédit maritime, mais qui disparurent, faute de ressources.

acheter 4.225 barils de rogue et 4.981 sacs de farine pour la somme totale de 185.967 fr. 35, qui fut entièrement payée avant le 31 décembre.

Cet excellent résultat a été acquis grâce à l'intervention des caisses de crédit et surtout de l'association des prêts maritimes de Quimper, dont nous avons déjà parlé. Cette caisse régionale provisoire, et qui est maintenant définitive, bien qu'elle ait été constituée, en dehors de la loi du 18 juin 1909, sous l'empire de la loi de 1901, disposant d'une avance gratuite de l'État de 100.000 francs, fit des avances aux caisses locales, contre le versement d'une petite somme à titre de garantie ; ainsi *l'association des prêts* a consenti, en 1906, une avance de 12.000 francs à la caisse locale de Douarnenez, constituée par les coopératives de Douarnenez et de Tréboul, contre un versement de 1.200 fr.

Au début du fonctionnement des caisses, les administrateurs simplifièrent le plus possible les opérations et n'exigèrent pas d'effets bancaables, étant donné l'inexpérience commerciale des sociétés ; puis, graduellement, ils ont introduit la pratique de l'escompte qui peut rendre tant de services, et se proposent d'augmenter progressivement l'activité de ces caisses pour en faire de véritables banques. Sans doute, il faudra beaucoup de temps pour donner à ces organes une pleine activité, mais comme le fait remarquer M. Le Bail dans son rapport sur le crédit maritime, au congrès des pêches des Sables-d'Olonne, de 1909 : « Avec une

autre race d'hommes plus impatiente et plus mobile que les Bretons, nous pourrions peut-être faire des tentatives quelque peu hasardées, quitte à les recommencer si elles échouaient. Mais avec nos compatriotes, les pêcheurs bretons, nous pourrions aller lentement vers la réalisation d'une réforme sociale, ce qui nous permet de nous entourer de toutes les précautions possibles. » (1)

L'Association des prêts de Quimper est constituée sans capital social, mais tous les membres sont solidairement responsable, de sorte que les rentrées ne donnent pas d'inquiétude. Quant aux caisses locales affiliées elles ne sont pas soumises à la responsabilité illimitée, mais elles bénéficient, par contre-coup de l'obligation solidaire imposée aux membres de la caisse régionale. D'ailleurs, il faut dire ici, que jusqu'alors tous les engagements pris ont été régulièrement tenus ; on a même vu une veuve régler ce que son mari devait encore !

Depuis 1908, le crédit maritime a étendu son action, relativement aux achats d'appâts, et l'année dernière les coopératives du Finistère ont fait des achats dépassant le chiffre de 500.000 francs, ce qui permet de constater que les opérations faites par ces sociétés ont plus que triplé. Et en même temps elles demandent des avances moins fortes aux caisses de crédit, tant est grande la confiance qu'elles inspirent depuis la fondations de *l'Association*

1. Cf. IV^e section. Compte rendu du congrès des Sables-d'Olonne.

des prêts. Ainsi, lorsque l'année est bonne, comme l'année dernière, par exemple elles n'empruntent que 20.000 ou 30.000 francs, ce qui est peu en comparaison du chiffre des affaires faites, et surtout des premières avances réclamées à la caisse régionale de Quimper, lesquelles absorbèrent près des trois quarts de la subvention fournie par l'État (1).

En ce qui concerne l'achat en commun des appâts et des engins, le crédit maritime donne donc d'excellents résultats ; mais il n'est pas encore entré en jeu, relativement à l'acquisition ou la construction de bateaux et par conséquent il n'a pas encore été consenti d'avances à long terme. Une seule demande d'avances de ce genre a été faite jusqu'ici, par la Fédération des inscrits maritimes de l'ouest, en vue de l'achat d'un chalutier à vapeur, mais le prêt ne fut pas accordé parce que : d'abord, les statuts de cette Fédération ne donnaient pas des garanties suffisantes pour le remboursement, et ensuite la demande fut adressée à la caisse de Quimper avant la promulgation du décret du 5 avril 1910, de sorte que *l'Association des prêts*, refusa de transmettre la demande.

En dehors des caisses instituées par M. Rivoal, d'autres furent fondées, après 1908. On peut citer la caisse locale de Quiberon, dont le président est

1. A l'heure actuelle, les caisses du Finistère peuvent se libérer entièrement.

M. Delahousse, de la Trinité-sur-Mer ; la caisse régionale de crédit mutuel maritime du Morbihan, dont le siège social est à Auray (1), et qui groupe, la caisse de Quiberon comprise, six caisses locales. Cette organisation n'a encore fait aucune opération : elle devait commencer à fonctionner le 1^{er} janvier 1911.

Le crédit maritime a donc reçu d'heureuses applications en Bretagne, mais cette province n'est pas le seul coin de la France où il ait été réalisé ; la Vendée connaît et apprécie également les bienfaisants effets de son action. Une caisse régionale, à laquelle sont affiliées plusieurs caisses locales, a, en effet, été créée dans l'île d'Yeu, et sa situation financière, à la fin de l'année dernière, témoigne de l'état de prospérité où elle se trouve.

Cette caisse, constituée par les membres des sociétés locales et des coopératives du quartier de l'île d'Yeu, est soumise au régime des lois du 23 avril 1906 et du 18 juin 1909, à la différence de l'Association des prêts de Quimper, et elle ne stipule pas dans ses statuts, seconde différence, la responsabilité solidaire de ses membres ; les caisses locales affiliées, ainsi que les sociétés coopératives, ne sont tenues que jusqu'à concurrence des parts qu'elles ont souscrites, n'ayant

1. Les caisses de Quiberon et du Morbihan sont l'œuvre de M. Joseph Le Bouzic, professeur d'agriculture des Côtes-du-Nord.

pas accepté la responsabilité illimitée qui eût cependant permis à l'État de leur consentir de plus fortes avances.

Constituée avec un capital social de 15.000 francs auquel l'État a ajouté une avance de 25.000 francs destinés à escompter les effets souscrits par les membres des caisses locales et endossées par elles, cette caisse, bien que fonctionnant depuis un an, à peine, a déjà atteint un chiffre d'affaires assez élevé, étant donné les ressources limitées dont elle dispose. L'examen de sa situation financière au 31 décembre 1910 révèle l'état de prospérité où se trouve cette caisse de crédit; voici d'ailleurs la nature et le montant des opérations par elle effectuées au cours de l'année dernière.

Elle a escompté aux caisses locales pour 54.383 fr. d'effets, et renouvelé à ces dernières pour 5.725 francs d'effets; son réescompte à la Banque de France s'élève à 31.280 francs; son dépôt à vue à cette banque est de 23.000 francs; enfin les valeurs déposées dans ses caisses s'élèvent à 28.530 francs.

On voit par ces chiffres que la caisse régionale de la Vendée, bien que venant loin encore derrière *l'Association des prêts* de Quimper qui dispose, d'abord, d'un capital beaucoup plus fort, puisque l'État lui a remis 100.000 francs, et qui se trouve, ensuite, dans une région où la population maritime est beaucoup plus dense, a pris une extension très rapide et a déjà

rendue de grands services aux pêcheurs vendéens. Les caisses locales qui étaient constituées avant elle l'ont beaucoup aidée à se développer, il est vrai, parce qu'elles avaient acquis une vitalité suffisante, grâce au zèle apporté par les marins ; et c'est de première importance, pour les caisses régionales de pouvoir de suite entrer en relation d'affaires avec des affiliées prospères qui, non seulement, lui permettent de faire des opérations, mais aussi, font la première éducation des populations maritimes.

Dans la Méditerranée, une association provisoire de prêts a été fondée à Port-Vendres, pour tenir lieu de caisse régionale. C'est à l'administrateur principal de l'inscription maritime de ce quartier qu'on doit cette institution ; avec le concours de quelques personnalités, politiques et autres de la région, il obtint de l'État une avance de 25.000 francs pour constituer le fonds de roulement. Comme la caisse de Quimper, celle de Port-Vendres a été formée sans capital social, et la garantie qu'offre ce dernier a été remplacée par la responsabilité illimitée des membres, ce qui d'ailleurs n'assure guère l'État contre les risques de non-remboursement, car les adhérents sont tous de pauvres pêcheurs dépourvus de biens, mais le ministère de la Marine a aidé à la création de cette caisse, à titre d'expérience, pour éprouver les qualités d'association du marin pêcheur.

Cette caisse régionale compte plusieurs locales

affiliées, dont la plus importante est *la Confiance* de Collioure, constituée avec un capital social de 5.000 fr., divisé en parts de 20 et 40 francs. En dehors de ce capital, elle a reçu de la caisse de Port-Vendres une avance de 15.000 francs pour constitution de fonds de roulement.

Au point de vue pratique, *l'Association des prêts* de Port-Vendres n'a pas exercé une action très efficace, car d'après les renseignements qui nous ont été fournis, en dehors des 15.000 francs avancés à *la Confiance*, et du dépôt de 10.000 francs, reliquat des avances de l'État, à la Banque de France, elle n'a effectué aucune autre opération. Cette inaction s'explique par l'insuccès des caisses locales, qui ont pu être constituées, mais n'ont jamais trouvé l'occasion de fonctionner.

Seule, la *Confiance*, fait quelques opérations avec ses associés, mais encore, en fraude de la loi et de l'article 15 de ses statuts ; car, au lieu de s'adonner aux différentes opérations de banque prévues dans cet article, elle ne fait qu'acheter des appâts et des engins pour les revendre à ses adhérents, comme une simple société coopérative. Cette caisse pourrait cependant se livrer à de nombreuses et lucratives opérations avec la société coopérative de vente en commun du poisson, *l'Anchois*, de Collioure, constituée au capital de 500.000 francs et qui fonctionne très bien. Malheureu-

sement, cette société ne compte que 114 inscrits maritimes, représentant seulement 5.000 francs du capital souscrit, et la caisse locale, se conformant aux prescriptions rigoureuses de la loi de 1906, a refusé de consentir des avances. Cette exemple tend à prouver que, s'il est prudent de prendre des précautions pour écarter les spéculateurs des sociétés mutuelles, il est exagéré d'en interdire systématiquement l'accès aux personnes étrangères à la corporation, dont le concours est reconnu indispensable à l'organisation de ces sociétés.

Telles sont, jusqu'à ce jour, les réalisations accomplies au sujet du crédit maritime; encore une fois, elles sont peut nombreuses et leur activité, sauf en Bretagne et en Vendée, laisse à désirer, mais on peut espérer, qu'après certains perfectionnements apportés à son organisation, et dont nous allons dire quelques mots maintenant, le crédit maritime exercera une action des plus fécondes.

§ 2. — *Mesures nécessaires au développement du crédit maritime.*

Le crédit maritime mutuel, tel qu'il est organisé par les lois de 1906 et 1909, repose sur des garanties de deux ordres différents : les unes morales, résultant des qualités propres des sociétaires, de leur honorabilité, de leur amour du travail, de leur sobriété, etc., les

autres matérielles, qui consistent dans l'existence de biens, de valeurs destinées à servir de gage pour le remboursement des prêts. Ainsi nous avons vu, qu'avant de consentir les avances, l'État ou les caisses se livrent à de minutieuses enquêtes sur la valeur morale des emprunteurs, leur capacité de crédit, et exigent, sauf exception, la constitution d'un gage de remboursement qui consiste, d'ordinaire, dans le montant des parts du capital social, souscrites par les emprunteurs, quand ces derniers sont des individus, ou dans le capital social lui-même quand il s'agit de sociétés. On peut donc conclure de là, que le crédit maritime, bien que fondé sur la mutualité et revêtant un caractère personnel, a besoin pour assurer son développement d'être étayé par des garanties matérielles, autrement dit, le crédit personnel n'a de chance de succès que s'il est doublé du crédit réel.

Pourquoi, en effet, le crédit agricole s'est-il répandu beaucoup plus rapidement que le crédit maritime ? C'est parce que l'agriculteur possède, en général, une fortune immobilière ou mobilière suffisante pour inspirer confiance au prêteur, et comme nous l'avons dit dans notre introduction, son gage est moins fragile que celui du marin pêcheur. Si le prêteur est assuré de rentrer dans les sommes avancées, il accordera facilement les sommes demandées et le crédit produira alors tout son effet.

L'idée de crédit éveille donc, dans la généralité des cas, celle de gage ; il suit de là que pour favoriser le développement d'une organisation de crédit, il faut faire en sorte que les objets, les valeurs qui constituent le gage du prêteur puissent dans tous les cas, quoiqu'il arrive, désintéresser ce dernier. En d'autres termes, il faut que le créancier ait, dans les biens meubles ou immeubles de son débiteur, ou dans leur valeur en argent, la garantie de sa créance. Et le seul moyen de parvenir à ce résultat est de prévenir la disparition du gage en l'assurant contre les risques qui peuvent l'atteindre.

Ici apparaît, alors, la relation qui doit exister entre le crédit maritime qui a pour objet de procurer aux pêcheurs le matériel de pêche nécessaire, et l'assurance qui conserve ce matériel et permet au prêteur non remboursé de faire saisir l'objet du prêt ou de réclamer sa valeur à la compagnie d'assurances, s'il y a eu sinistre, en se faisant subroger dans les droits de son emprunteur. C'est dans ce but que le décret du 5 avril 1910, ne consent des avances aux sociétés coopératives, pour la construction ou l'achat de bateaux, qu'à la condition que ces bateaux soient assurés. Il est évident que la question de l'assurance est très importante dans le crédit maritime, car la fortune du pêcheur est exposée aux plus grands risques : une tempête, un simple coup de vent peut anéantir la

barque et les engins, seul bien du marin, et lui-même, dont la force de travail représente une valeur, est exposé aux mêmes dangers. Or, quel recours aura, en pareille occurrence, la caisse de crédit qui a prêté les sommes nécessaires à l'achat de cette barque, de ces engins, si ces pertes ne sont pas couvertes par une assurance? La caisse intéressée devra considérer comme perdues ces sommes avancées et si une tempête cause de grands ravages dans tout un quartier, comme cela s'est vu les années dernières, c'est la ruine des sociétés de crédit maritime.

L'assurance du matériel s'impose donc, tant dans l'intérêt des marins pêcheurs que des sociétés de crédit : or, quelle est, relativement à l'assurance la situation des barques et des engins?

Tout le monde sait qu'il existe des compagnies ou sociétés d'assurances maritimes qui, moyennant le paiement de primes d'un certain taux, assurent les navires et leurs accessoires contre les sinistres de mer, perte totale ou grosses avaries et même contre l'incendie. Ces compagnies passent des contrats avec tous les grands armateurs et rédigent leurs polices, mais elles refusent systématiquement d'assurer les petites barques de pêche et les bateaux dont la capacité n'est pas au moins égale à 20 tonneaux (1) limite imposée

1. Et même la plupart ne consentent à assurer que des navires de 100 tonneaux et au-dessus et quelquefois des chalutiers à vapeur de 60 tonneaux.

par la loi de 1885, pour l'hypothèque sur les navires, parce que, à leur avis, les risques à couvrir sont trop grands et surtout difficilement contrôlables, en particulier pour les engins. Elles ont à craindre, en effet, qu'un pêcheur dont le bateau ou les filets sont en mauvais état ne succombe à la tentation d'avoir des instruments de travail en meilleur état, et dans ce but ne jette son embarcation à la côte ou ses filets dans les rochers ; la compagnie ne pourra pas établir que l'accident a été causé par la volonté du propriétaire de la barque et devra payer l'indemnité. Même en dehors de ces cas où les sinistres seraient dûs à la mauvaise foi, les barques de pêche sont si légères, sont si facilement englouties par les vagues que les compagnies auraient une proportion d'accidents trop élevée pour réaliser des bénéfices, ou seraient obligées d'augmenter considérablement le taux des primes pour se rémunérer de leur travail. Elles préfèrent ne pas assurer ces petits bateaux ; car, en supposant qu'elles puissent réaliser un bénéfice sur ces opérations, il leur faudrait payer un personnel supplémentaire et surtout la marche de leurs affaires serait considérablement retardée.

En présence de ce refus de la part des compagnies, les marins pêcheurs constituèrent des sociétés mutuelles d'assurances de leurs instruments de travail, soit d'après les dispositions de la loi de 1867, soit suivant la loi de 1901, sur les associations, soit enfin en utilisant, comme le firent les agriculteurs avant la loi du

4 juillet 1900, sur les assurances agricoles, l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats qui permet la « défense des intérêts professionnels », termes qui autorise, suivant la déclaration faite par Waldeck-Rousseau dans une consultation demandée par le Musée social, la constitution de sociétés mutuelles d'assurances. Ces sociétés maritimes se sont développées dans certaines régions et on peut citer parmi les plus prospères : *l'association mutuelle de prévoyance* du quartier maritime de Caen qui compte 1.250 pêcheurs et 287 bateaux, mais qui n'assure que pour les avaries survenant aux bateaux et aux engins de pêche ; *l'association de la Hougue* qui groupe 1.080 pêcheurs et assure 487 bateaux contre la perte totale et les avaries graves ; *la société de secours mutuels* entre propriétaires de bateaux du port de Cancale qui garantit, pour 400 bateaux, les pertes totales et les grosses avaries (1).

Le 1^{er} avril 1898 le Parlement vota une loi organisant la mutualité chez les marins pêcheurs. Elle autorise, en effet, ces derniers à se grouper pour s'assurer contre les risques résultant de leur profession, mais elle ne prévoit pas, dans ses dispositions, les sociétés mutuelles d'assurances contre la perte du matériel ; elle n'a en vue que l'assurance mutuelle des marins contre les accidents ou les maladies. Cependant le gouvernement autorisa les pêcheurs à créer des sociétés

1. Voir le rapport de M. Barret sur la mutualité maritime, au congrès des pêches de Bordeaux (1907).

mixtes, assurant à la fois le matériel et les personnes et des subventions prélevées sur la retenue de 6 0/0 des primes à la marine marchande, leur furent accordées; 120 sociétés de ce genre, comptant 30.000 adhérents, se constituèrent assez rapidement, mais la loi du 25 décembre 1905, modifiant celle du 1^{er} avril 1898, organisa la caisse de prévoyance *obligatoire* et ruina par là même un grand nombre de ces sociétés, car leurs adhérents ne pouvaient payer deux cotisations.

La constitution de ces sociétés était illégale puisque la loi de 1898, ne s'applique pas aux sociétés d'assurances; mais au ministère de la Marine, on ne trouva pas d'autre moyen de permettre aux marins pêcheurs d'assurer leur matériel sans avoir à subir les formalités longues et coûteuses qu'exigent la loi de 1867 et le décret de 1868. Ce régime ne peut donc pas être considéré comme définitif, et il faut même ajouter qu'il serait dangereux de propager ces sociétés mixtes, parce que l'une d'elles, ne pouvant satisfaire à ses obligations, on ne pourrait exercer aucun recours contre elle à cause de son caractère illégal dont il lui serait facile d'exciper, comme il serait également facile à un membre de ces mutuelles de refuser de payer sa cotisation en invoquant le même motif.

Le seul moyen de favoriser l'assurance des barques et engins de pêche est donc d'organiser par une loi spéciale les sociétés mutuelles à cet effet. Une campagne a été menée par différentes personnes s'inté-

ressant aux choses de la mer, entre autres par MM. Le Bail, de Seilhac, Deléarde, pour obtenir du Parlement le vote de cette loi qui existe d'ailleurs déjà en faveur des agriculteurs (1). Il s'agit de la loi du 4 juillet 1900 destinée à faciliter aux agriculteurs la formation de caisses mutuelles d'assurances contre les différents risques dont sont menacés leurs biens, sans avoir à remplir de nombreuses formalités.

Cette loi, due à l'initiative de M. Viger, a pour objet de favoriser le développement des sociétés de prévoyance par des mesures qui facilitent beaucoup leur organisation, en les dispensant, d'abord, des formalités prescrites par la loi de 1867, pour la constitution de ces sociétés, et ensuite, en les exemptant de certains droits dont sont grevés les sociétés ordinaires. Les seules conditions requises pour la formation de ces caisses sont les suivantes :

1° Il faut que la société créée soit une société d'assurance mutuelle agricole, c'est-à-dire, que tous ses membres soient des *agriculteurs* qui s'associent pour assurer leurs biens contre les risques relatifs à leur profession (grêle, inondation, mortalité du bétail et même l'incendie), et que la *mutualité* soit la base sur laquelle repose la société.

1. Voir le rapport de M. de Seilhac, au congrès des pêches des Sables-d'Olonnes *Bulletin trimestriel Technique des pêches maritimes* p. 556 (année 1909)

2° Il faut que la société soit étrangère à toute idée de lucre, qu'elle ne se propose pas pour but, de faire des bénéfices, en dehors des gains nécessaires à la constitution d'un fonds de réserve, et au paiement des frais généraux de la société. Aussi le texte de la loi stipule-t-il que ces caisses seront gérées et administrées gratuitement, afin de bien marquer que ces institutions ne doivent être l'occasion de bénéfices pour personne et écarter ainsi ceux qui seraient tenté d'y adhérer dans un but de spéculation.

Quant aux formalités prescrites pour la publicité de ces sociétés, elles sont aussi simplifiées que pour les caisses de crédit agricole : le législateur a supprimé toutes les mesures compliquées, exigées par la loi de 1867, dont peuvent se passer des associations assez restreintes pour que tous les membres se connaissent et a spécifié, dans le paragraphe 2 de la loi, que les sociétés mutuelles n'auront qu'à se soumettre aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884, c'est-à-dire, déposer leurs statuts à la mairie du lieu où elles se formeront, avec la liste des administrateurs ou directeurs. Ces sociétés sont libres de déterminer leur circonscription territoriales qui peut comprendre plusieurs communes comme les syndicats et les sociétés de crédit.

En dehors des mesures de faveur ci-dessus énumérées, accordées par le législateur, ces sociétés sont exemptées de tous droits de timbre et d'enregistre-

ment, autres que le droit de timbre de dix centimes prévu par le paragraphe premier de l'article 18 de la loi des 23 et 25 août 1871.

Grâce à la loi du 4 juillet 1900, les agriculteurs peuvent se mettre à l'abri de la ruine, sans payer à des compagnies commerciales de lourdes primes ; les sociétés mutuelles perçoivent des cotisations, soit fixes, soit variables, suivant la valeur des choses assurées et les besoins des caisses, qui donnent droit, en retour, aux sociétaires, de toucher une indemnité en cas de sinistré, dont le montant est déterminé par les directeurs, mais qui doit toujours être légèrement inférieure à la valeur des biens assurés, afin d'obliger les [§]adhérents à prendre toutes les mesures susceptibles de conserver leurs biens.

Au-dessus de ces organes locaux on peut créer des caisses à circonscriptions plus vastes, par la réunion de plusieurs de ces petites sociétés, afin de prémunir ces dernières contre l'inconvénient résultant de l'exiguïté de leur terrain d'action et contre les dangers que leur ferait courir un sinistre général dans toute l'étendue de leur circonscription, une inondation, par exemple, qui peut dévaster le territoire de plusieurs communes, la grêle, etc. Grâce à la constitution de caisse de réassurances, les sociétés locales ne supportent plus seules les risques, elles les partagent, dans une proportion établie entre elles, avec les premières, moyennant le co-partage des cotisations. Les caisses locales cèdent

à la caisse de réassurance 15 ou 20 o/o, suivant la part de risques acceptée par cette dernière, du montant des cotisations payées par leurs adhérents, et ainsi les sociétés mutuelles locales ont la base numérique nécessaire pour que puisse se réaliser la théorie de la compensation des risques. Les caisses de réassurance n'entrent en relations qu'avec les caisses locales et sont administrées par des sociétaires de celles-ci, délégués par leurs collègues à cet effet. Prenant à leur charge une partie des risques couverts par les caisses locales, elles ont, de ce fait, un contrôle sur les opérations dont leurs statuts déterminent le mode d'exercice.

Cet organisme à deux degrés, assez analogue à celui du crédit agricole, donne, par lui-même, des gages suffisants de sécurité et d'efficacité ; d'ailleurs le seul examen des résultats déjà obtenus en 1908, en est une preuve évidente. Ces caisses étaient en effet, à cette époque, au nombre de 7.824, groupant 432.607 sociétaires, et assurant un capital supérieur à 700 millions. Cependant le législateur a jugé utile de fortifier encore ce système en le reliant à l'organisation du crédit mutuel agricole, par la loi du 14 janvier 1908, qui modifie l'article premier de la loi du 5 novembre 1894 et autorise les caisses mutuelles d'assurances à collaborer à la constitution de caisses de crédit. Par suite de leur affiliation à ces sociétés, les caisses d'assurances peuvent participer aux avances consenties par les caisses locales

et les caisses régionales de crédit ce qui leur est d'un grand avantage, car le jour où elles ne disposent pas d'assez de fonds pour couvrir de fortes pertes provenant de sinistres, elles font appel au crédit des caisses auxquelles elles sont affiliées, lesquelles complètent les indemnités à verser. Mais cette extension de l'article premier de la loi de 1894 aux caisses d'assurances agricoles n'a pas seulement pour effet de favoriser les opérations de ces dernières, elle facilite par contre-coup, et c'est le point qui nous intéresse ici, le développement du crédit agricole, en contribuant à consolider le gage du remboursement des prêts par l'appui qu'elle permet de donner aux caisses d'assurances.

Cette loi donne même la ressource de combiner plus étroitement encore le crédit et l'assurance; il suffirait seulement que les sociétés de crédit fissent, de l'assurance à une des caisses à elles affiliées, une condition obligatoire du prêt. Par ce procédé, les risques de non-remboursement seraient réduits à leur plus simple expression, car la caisse qui ne recevrait pas le montant des avances consenties, à l'expiration du terme fixé pour leur remboursement, aurait la ressource, au cas où les biens du débiteur seraient anéantis par suite de sinistre, de faire opposition entre les mains de la caisse d'assurances, au paiement de l'indemnité due au sociétaire. Cette solidarité absolue entre les caisses de crédit et les caisses d'assurances mutuelles donne

rait une très grande puissance aux unes et aux autres, pour le plus grand bien de la démocratie rurale.

Cette excellente organisation de l'assurance mutuelle agricole, pourquoi le Parlement ne l'a-t-il pas étendue aux populations maritimes, quand il a voté l'institution du crédit mutuel en faveur des marins pêcheurs? Il eût été cependant aisé, en s'inspirant des dispositions des lois sur le crédit agricole, d'organiser du même coup et de combiner le crédit maritime et l'assurance mutuelle maritime. Les pêcheurs, ayant la faculté de former, dans les mêmes conditions que les agriculteurs, des caisses d'assurances, se seraient associés, par quartiers, pour assurer leurs instruments de travail. On peut objecter, il est vrai, que les risques courus par le matériel de pêche sont beaucoup plus considérables que ceux auxquels sont exposés les biens des cultivateurs et que, par conséquent, il est inutile de faciliter la création de sociétés locales d'assurances dont le champ d'action serait trop restreint pour réussir à couvrir toutes les pertes. A la campagne, en effet, il est heureusement rare que des régions entières soient ravagées, tandis que sur les côtes, la tempête sévit en même temps sur tout un quartier, et comme les barques gagnent le large en même temps, ne s'écartent jamais beaucoup les unes des autres, elles sont exposées aux mêmes risques; d'où il suit que, si un ouragan s'abat sur la zone fréquentée par ces barques, beaucoup d'entre elles,

sinon toutes, disparaîtraient ou subiraient des avaries, des engins seront détruits, les agrès emportés, etc., et la caisse d'assurances sera dans l'impossibilité de payer toutes les indemnités.

Cette objection est certainement très juste et nous ne contestons pas que le rôle assumé par les caisses locales d'assurances maritimes soit beaucoup plus délicat que celui des caisses agricoles, mais cet inconvénient n'est pas sans remède. Les caisses locales pourraient d'abord se grouper pour former une fédération dans le but d'organiser une caisse générale de réassurances. D'autre part, les caisses locales d'assurances pouvant s'affilier aux caisses de crédit, (droit que leur ont, d'ailleurs, reconnu, en fait, les organisateurs de ces sociétés), seraient autorisées à bénéficier d'avances, comme les caisses agricoles; ce qui les aiderait à couvrir les pertes subies par les sociétaires. Cette intervention des caisses de crédit paraît d'ailleurs indispensable depuis la circulaire du 31 décembre 1899 qui supprime ou diminue les subventions accordées par le ministère de la Marine à ces sociétés qui parvenaient ainsi à se sauver de la ruine.

Pour donner plus de stabilité encore aux caisses mutuelles locales, le législateur aurait pu réaliser, au profit des marins pêcheurs, le projet déposé sur le bureau de la Chambre, le 28 décembre 1909, par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, et qui a pour but la création d'une caisse centrale, destinée à réassurer les sociétés

locales de réassurances mutuelles agricoles, et gérée par la caisse des dépôts et consignations. L'organisme de l'assurance mutuelle maritime comprendrait ainsi trois degrés qui concourraient, chacun suivant leurs ressources, à garantir le matériel de pêche contre les événements de mer et même contre l'incendie si les caisses de réassurances et la caisse centrale étaient capables d'assumer cette charge. Dans cette combinaison, la caisse centrale jouerait, comme le fait remarquer M. de la Batut, dans son rapport (1) à la Chambre, sur le projet Ruau, le rôle de *régulateur* pour la répartition des risques et des primes, de sorte que les assurés ne seraient plus exposés à payer des cotisations, toujours lourdes pour leur maigre budget, pour ne pas être suffisamment indemnisés.

La principale difficulté d'organisation de cette caisse serait de trouver les fonds nécessaires à son fonctionnement ; mais l'article 3 du projet de loi présenté par M. Ruau donne, de ce problème, une solution très applicable aux assurances maritimes, puisqu'elle consiste dans le concours de l'État à la constitution du fonds social. Cet article indique, en effet, que les ressources de la caisse centrale se composent de la façon suivante :

1° Des cotisations des caisses de réassurances affiliées ;

1. Voir le rapport de M. de la Batut. *Journ. Off.*, du 25 mai 1910, annexe N° 3091.

2° D'une subvention de 300.000 francs, versée annuellement par l'État et prélevée sur les crédits accordés, chaque année, aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles ;

3° Des intérêts d'un fonds initial de dotation de 1.800.000 francs prélevés, en vertu de la loi du 15 juin 1907, sur les jeux dans les cercles et casinos ;

4° Des dons et legs faits à la caisse centrale, lesquels seront joints au fonds de dotation ci-dessus désigné et constitué en vertu de l'article 4 du projet. Toutes les ressources, (sauf le fonds initial de dotation), constituant le fonds commun, doivent être réparties après prélèvement des frais de gestion, entre les sociétés de réassurances et les sociétés locales, suivant la prescription du règlement d'administration publique prévu à l'article 5 du projet, qui aura à déterminer, en outre le taux maximum des cotisations à verser par les caisses de réassurances à la caisse centrale, ainsi que les règles d'abaissement et de relèvement du taux maximum des cotisations et la part proportionnelle du risque à laisser à la charge des assurés et des sociétés. Les sommes qui n'auront pas été réparties entre les caisses affiliées, seront affectées à la constitution d'un fonds de réserve destiné à être réparti, à son tour, en cas de besoin, pour le quart seulement de son montant, et par décision des ministres de l'Agriculture et des

Finances entre les sociétés de réassurances et les sociétés locales affiliées.

L'ensemble de ce projet est très facilement applicable à l'assurance maritime, car ce que l'État a fait en faveur des sociétés mutuelles d'assurances agricoles, il peut le faire en faveur des sociétés maritimes, et il doit montrer un égal souci du relèvement économique des populations rurales et des gens de mer. D'ailleurs le ministère de la Marine a déjà mis des subventions à la disposition des caisses d'assurances et des œuvres utiles aux marins, en général ; il suffirait d'élever un peu le taux de ces sommes pour permettre la constitution d'une caisse centrale capable de soutenir les caisses affiliées.

Il nous reste, avant d'en terminer avec cette question de l'assurance, à résoudre une dernière difficulté, qui apparaît si grave aux yeux de certains, qu'elle entraverait complètement le développement de l'organisme dont nous venons de proposer l'adoption. Il s'agit des fraudes, en matière de sinistre, auxquelles pourraient se livrer les sociétaires et qu'il serait particulièrement difficile de constater. Dans l'agriculture, beaucoup des sinistres prévus par les polices ne peuvent être provoqués par la volonté de l'homme, et les autres permettent le plus ordinairement aux inspecteurs des sociétés mutuelles d'en déterminer la cause. Dans l'industrie de la pêche, au contraire, tous les accidents peuvent être

provoqués par la volonté de l'homme, et la constatation de la faute, de l'imprudence, est très difficile à faire. Voici, par exemple, un pêcheur qui désire se procurer un bateau neuf ou d'autres filets : rien ne lui est plus aisé, la nuit, que de jeter son bateau à la côte, en profitant d'un vent un peu fort, ou de donner contre un récif. Sans doute, dans certains cas, il sera possible à des hommes du métier, d'établir la fraude ou tout au moins la faute, commise par l'assuré ; mais le plus souvent, les circonstances du sinistre seront tellement vagues que les caisses ne pourront éviter le paiement de l'indemnité.

Quel remède apporter à cet inconvénient qui est bien, en effet, de nature à compromettre gravement le succès des sociétés mutuelles d'assurances ? A notre avis, le meilleur moyen de maintenir l'assuré dans la voie de l'honnêteté, est de l'intéresser à la conservation de son bien, en lui faisant supporter une partie de la perte, en cas de sinistre. D'où il suit que les sociétés mutuelles ne devront jamais assurer le matériel de pêche pour la totalité de sa valeur, mais pour une partie seulement, à déterminer par les statuts ou les administrateurs. Ainsi les barques ne pourront être assurées que pour les quatre cinquièmes ou les neuf dixièmes, par exemple, et les engins pour un quart de leur valeur. En outre, il devra être tenu compte de la valeur décroissante du bateau et des engins. Grâce à ce procédé, le pêcheur n'aura guère d'intérêt à frauder les caisses pour

renouveler, au préjudice de tous, ses instruments de travail, et le mécanisme des assurances mutuelles que nous voudrions voir réaliser par le législateur, offrira les mêmes gages de succès dans l'industrie de la pêche que dans l'agriculture.

Espérons que bientôt le Parlement achèvera l'œuvre de mutualité qu'il a commencée au sein des populations maritimes, et que sera réalisé le vœu émis par le congrès des pêches de 1909, demandant : « que les dispositions de la loi du 4 juillet 1900, concernant l'assurance mutuelle entre agriculteurs, soient étendues aux sociétés de pêche entre marins pêcheurs, cette extension devant permettre aux pêcheurs de s'affranchir des frais onéreux et des formalités compliquées qui entravent la création des œuvres nécessaires, au moment où l'organisation du crédit maritime *exige que les instruments de travail du pêcheur deviennent le gage indispensable de ce crédit* ».

Réforme de l'hypothèque maritime. — Par l'assurance, le prêteur fortifie ses chances de remboursement; mais il dispose d'un autre moyen de se prémunir contre le non-remboursement: c'est de ne consentir des avances que sur hypothèque. Tout le monde sait que depuis la loi du 10 décembre 1874, modifiée par la loi du 10 juillet 1885, les navires sont assimilés à des immeubles et déclarés susceptibles d'hypothèque, afin de favoriser les constructions navales et le développe-

ment de notre marine marchande. Mais la législation sur l'hypothèque maritime n'a pas donné le droit d'hypothèque sur tous les navires : aux termes de l'article 36 de la loi de 1885, reproduisant l'article 29 de la loi de 1874, sont seuls susceptible d'hypothèque les navires supérieurs à 20 tonneaux. D'où il s'ensuit que la grande majorité des bateaux de pêche, pour ne pas dire la totalité, si on excepte les chalutiers à vapeur, ne sont pas compris dans la loi de 1885, et les caisses de crédit ne peuvent exiger, comme garantie de remboursement de leurs avances, la concession d'une hypothèque.

Quel est le motif de cette exclusion des petits bateaux ? Dans son rapport sur la loi de 1874, présenté au nom de la commission, à l'Assemblée Nationale, M. Grivart expose les raisons pour lesquelles cette disposition a été introduite dans le projet et adoptée par le Parlement. C'est, d'abord, pour rendre, par la limitation de son application, moins compliqué et moins lourd le nouveau service confié à l'administration des douanes, service qui exigera d'un nombreux personnel d'agents, beaucoup de soin, d'attention et d'exactitude. En second lieu, la commission, pensant que l'organisation du crédit hypothécaire ne présentait d'utilité que pour les navires d'un certain tonnage, a cru bon d'écarter « les bâtiments de mer qui ne constituent que de simples barques » parce que leur construction et leur armement

n'exigent l'emploi que de capitaux peu importants, pour lesquels l'appel au crédit est rarement nécessaire ; et si ce dernier cas se présente, le crédit personnel sera suffisant. « D'ailleurs, ajoute le rapporteur, comme troisième raison, un très petit navire n'a pas assez de valeur pour être facilement accepté comme garantie hypothécaire. » Donc, suivant M. Grivart, ce serait une mesure inutile que d'abaisser au-dessous de 20 tonneaux la limite imposée par la loi. Que faut-il penser de cette assertion ?

Il est évident que le but de la loi de 1874 est de favoriser la construction et l'armement des grands navires ou au moins des navires au cabotage, en procurant aux armateurs le moyen d'obtenir le crédit ; et il n'est pas moins évident, qu'à l'époque où écrivait M. Grivart, l'hypothèque sur les bateaux de pêche ne présentait pas un intérêt tel qu'on dut encombrer de son application le service confié à l'administration des douanes. Mais depuis l'organisation du crédit mutuel maritime, il en est tout autrement. Comme nous l'avons déjà fait remarquer maintes fois, la mutualité appliquée au crédit, entre gens, en général très pauvres, a besoin de l'appui de sûretés réelles. Or, l'hypothèque est la plus efficace de ces sûretés et doit par conséquent être applicable aux barques de pêche. Avant les lois de 1906 et 1909, le pêcheur ne recourait guère au crédit, et quand ce fait se présentait, le crédit personnel suffisait, ou bien encore, le pêcheur avait recours aux usuriers qui

prêtaient à leurs risques et périls. Aujourd'hui, le crédit est appelé à se développer parmi les gens de mer, et la garantie de remboursement des avances qu'offre la valeur des barques est à prendre en considération.

Aussi serait-il hautement désirable que l'article 36 de la loi de 1885 fût modifié dans un sens favorable aux caisses de crédit maritime (1). Ce vœu est d'ailleurs celui de toutes les personnes qui ont collaboré à l'organisation de cette institution. Ainsi, au congrès des pêches des Sables-d'Olonne, M. Pérard, membre du comité d'études et de patronage pour l'amélioration du sort des marins pêcheurs, et de la commission supérieure instituée au ministère de la Marine, pour la répartition des avances aux caisses de crédit a exposé l'avantage que donnerait au crédit maritime l'abaissement de la limite de 20 tonneaux, fixée dans l'article 36, à 10 et même 5 tonneaux afin que les pêcheurs, et particulièrement les sociétés coopératives maritimes, dans l'état actuel de la législation sur la matière, puissent obtenir d'amples crédits contre de sérieuses garanties. La commission supérieure, elle-même, a demandé au ministre de modifier, dans ce sens, la loi de 1885, affirmant que cette mesure permettrait la rapide diffusion du crédit maritime.

Mais pour que la barque de pêche de 10 ou 5 ton-

Quant à l'inconvénient résultant du surcroît de travail imposé à l'administration des douanes, il serait largement compensé pour les avantages que retireraient les pêcheurs de cette réforme.

neaux puisse être facilement acceptée en dépit de son peu de valeur, comme gerantie hypothécaire, il faut que le créancier soit préservé contre tous les risques de disparition du gage, par une police d'assurance; et ainsi l'organisation des sociétés mutuelles d'assurances et la réforme de l'article 36 sont deux questions solidaires et qu'il est urgent de solutionner au plus tôt, dans un sens favorable au crédit maritime, si l'on veut faire produire à cette institution tous les heureux effets qu'elle est susceptible de donner.

Le crédit individuel à longs terme(1). — Dans l'exposé des motifs de la loi du 18 juin 1909, à la Chambre des députés, une des raisons invoquées en faveur du vote de la loi est l'impossibilité où se seraient trouvées les caisses régionales, créées sous l'empire de la loi de 1906, de recevoir des avances spéciales, destinées aux sociétés coopératives maritimes, droit accordé aux sociétés coopératives agricoles, par la loi du 29 décembre 1906 qui organise, en leur faveur, le crédit collectif à long terme. En votant la loi de 1909, le Parlement a donc eu le souci de traiter de la même façon ces deux catégories de coopératives, ou plutôt,

1. Au cours du vote du budget de la caisse des invalides de la marine M. Delcassé, ministre de la Marine, a annoncé à la tribune de la Chambre, à la séance du 13 mars 1911 qu'un projet de loi, ayant pour objet l'organisation du crédit *individuel* à long terme, et auquel la commission supérieure de contrôle et de surveillance a donné avis favorable, sera déposé prochainement sur le bureau de la Chambre, après contrescoring du ministre des Finances. (Voir *Journ. officiel*, débats parlem., 2^e séance du 13 mars 1911).

de favoriser également le développement de l'agriculture et celui de la pêche.

Mais depuis cette loi de 1906, un changement s'est opéré, à l'avantage des populations rurales ; par la loi du 19 mars 1910, le Parlement a autorisé les caisses de crédit agricole, à accorder à leurs affiliés, des prêts *individuels* à long terme, pour faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales. A cet effet, des avances pouvant atteindre 8.000 francs et amortissables dans un délai de quinze ans, sont consenties. Ces prêts auront lieu, aux termes de l'article 2, par ouverture de crédit hypothécaire, et, en outre, les caisses pourront demander d'autres garanties, par exemple, un contrat d'assurance en cas de décès, passé entre le titulaire du prêt individuel et la caisse nationale d'assurances en cas de décès, autorisée à cet effet, par l'article 5 de la loi dont nous parlons.

D'après l'exposé des motifs de cette loi, le législateur, déclare que les caisses régionales agricoles ont montré tant de prudence dans les prêts consentis jusqu'alors qu'on peut, en toute sécurité, leur confier cette nouvelle mission. Le grand obstacle à la concession de prêts individuels est donc la crainte d'avances inconsidérées ou non suffisamment couvertes par des garanties, de la part des caisses régionales. L'excellente administration des caisses de crédit agricole donne

l'assurance que la loi du 19 mars 1910 sera appliquée avec succès.

Cette loi n'a pas été étendue au crédit maritime et on pourrait en donner, comme raison, que l'expérience faite sur les caisses agricoles et qui a décidé du vote de la loi, n'est pas encore terminée, touchant les caisses maritimes, et que, par conséquent, il serait imprudent d'autoriser ces caisses à faire des prêts individuels à long terme, alors que le fonctionnement des prêts collectifs n'a pas encore eu lieu. Il faut imposer au crédit maritime la même évolution qu'au crédit agricole, et quand le premier sera parvenu au même degré de développement, de maturité, que le second, on pourra alors lui concéder les mêmes droits.

L'argument n'est pas dépourvu de force, car il est évident que les modestes applications, que nous avons constatées, du crédit maritime, le laissent très loin, derrière le crédit agricole. Mais est-ce une raison réellement suffisante pour refuser aux pêcheurs le prêt individuel à long terme ? Il est entendu que l'éducation du marin est inférieure, au point de vue du crédit, à celle de l'agriculteur et que les directeurs de caisses pourraient commettre des fautes dans l'exercice de cette mission ; mais est-il, au fond, beaucoup plus dangereux de consentir un prêt à long terme à un individu isolé qu'à une société coopérative, si les avances consenties sont garanties solidement ? Sans doute, la coopérative s'engage, sur son capital social, et même sur tous

les biens de ses membres, à rembourser le prêt, et cette garantie s'ajoute à l'hypothèque et à la police d'assurance exigées par le décret du 5 avril 1910. Mais il y a là un solide faisceau de garanties nécessaires, parce que les avances faites aux coopératives, ayant, en général, pour objet l'achat ou la construction d'engins compliqués ou de chalutiers à vapeur, sont toujours considérables.

Au contraire, le prêt individuel, consenti suivant les dispositions de la loi de 1910, c'est-à-dire ne pouvant dépasser 8.000 francs, amortissables en quinze ans, garanti par une police d'assurance, par une hypothèque et un contrat d'assurance en cas de décès, ferait courir peu de risques aux caisses de crédit et à l'État. Le pêcheur mettrait à profit cette faculté, surtout pour acheter un bateau et des engins ; or, une petite barque de pêche coûte environ 2.000 francs, un jeu complet de filets, 1.500 francs, de sorte que beaucoup des prêts individuels ne dépasseraient pas 3.500 francs. Il est vrai que les barques de 2.000 francs sont très petites et que le crédit maritime n'a pas pour objet de favoriser ce genre de construction, mais plutôt les forts bateaux pontés appropriés à la pêche au large ; mais n'oublions pas que la loi de 1910 permet d'accorder jusqu'à 8.000 francs, et avec cette somme, un pêcheur ou une famille dont plusieurs de ses membres seraient inscrits maritimes pourrait se procurer un gros bateau hautu-

rier ou un chalutier à vapeur. On nous objectera que, dans ce cas, les prêts individuels feraient double emploi avec les prêts collectifs (1). Ce n'est pas exact, car ces derniers supposent d'abord résolue la difficulté d'organiser une société coopérative, et en second lieu, ils imposent l'exploitation par tous les membres de la société du bateau acquis par leur intervention; or, cette exploitation, excellente en principe, est difficilement réalisable, car, quelle sera l'autorité qui assignera à chacun son rôle dans cette exploitation collective? Les administrateurs de la société coopérative pourront-ils solutionner tous les conflits survenant entre les associés et qui peuvent menacer gravement la prospérité de l'industrie de la pêche?

Tous ces inconvénients seraient évités si les pêcheurs disposaient d'avances individuelles à long terme, et la transformation du matériel de pêche, imposée par les procédés nouveaux employés, se ferait beaucoup plus rapidement, parce que le marin qui n'est guère séduit par l'exploitation en commun, le serait bien davantage par la perspective de devenir propriétaire d'un bateau dont il aurait la libre jouissance.

Quant au surcroît de travail qu'imposerait cette réforme aux trésoriers des caisses régionales de crédit

1. La législation danoise sur le crédit maritime autorise, à côté des prêts collectifs à long terme, des prêts individuels, et ces deux sortes de prêts ont chacune leur utilité.

qui seraient dans l'obligation de tenir deux comptabilités, à cause du délai prolongé de remboursement, ce n'est pas une objection suffisante pour exclure les pêcheurs du crédit individuel à long terme, car les caisses régionales agricoles ont aisément surmonté cette difficulté et rien ne permet de penser que les caisses maritimes ne feraient pas de même.

Mais, pour étendre la loi du 10 mars 1910 aux sociétés de crédit maritime, il est plus indispensable encore que pour les prêts à court terme et les prêts collectifs à long terme, d'organiser, au préalable, l'assurance maritime et de modifier l'article 36 de la loi du 10 juillet 1885, car le prêt individuel, aux termes de la loi de 1910, étant consenti par l'ouverture d'un crédit hypothécaire, il faut, nécessairement, que toutes les barques, susceptibles de faire l'objet d'un prêt, puissent être hypothéquées, et il faut, en outre, pour que cette hypothèque ait toute son efficacité, garantir par une police d'assurance la valeur sur laquelle elle porte. C'est seulement après que ces perfectionnements auront été ajoutés à l'institution du crédit maritime, que le législateur, répondant au désir de nos populations maritimes, devra achever l'œuvre par lui commencée, en dotant les caisses régionales, d'avances spéciales, à charge de consentir aux pêcheurs des prêts individuels à long terme.

CONCLUSION

Nous avons étudié, au cours de ce travail, la condition économique du marin pêcheur français, condition trop souvent misérable, qui émut et inquiéta le pays ainsi que les pouvoirs publics dont les efforts, en vue de remédier à l'état de crise où se trouvait l'industrie de la pêche, aboutirent à l'institution du crédit maritime. Nous avons fait l'historique de cette institution et nous nous sommes longuement arrêté à l'étude des différents rouages qui constituent le mécanisme de cette organisation, après avoir donné un rapide aperçu de ce qui avait été fait déjà, à ce point de vue, à l'étranger. Enfin, en terminant, nous avons énuméré les principales applications pratiques, existant actuellement, du crédit maritime, et indiqué quelques mesures législatives indispensables à l'extension et au succès des sociétés de crédit.

Nous voudrions maintenant, comme conclusion à cette étude, et sans prétendre émettre une opinion sur le rôle que ses forces, sa vitalité lui permettront de jouer,

délimiter le champ d'action du crédit maritime, et déterminer le programme des améliorations, des transformations qu'il lui sera donné de réaliser dans les branches de l'industrie maritime. Nous voudrions aussi dire quelques mots sur le rôle moralisateur que la coopération de crédit, comme toute coopération d'ailleurs, est susceptible d'exercer à l'égard des marins pêcheurs.

Nous avons vu déjà que la principale cause de la misère dont souffre nos pêcheurs, et particulièrement les sardiniers, est l'épuisement des fonds situés près des côtes, et que des causes secondaires, telles que la cherté de la rogue, le rôle néfaste joué par les mareyeurs, viennent aggraver la crise.

Nous avons exposé également les différents remèdes proposés, pour l'application desquels le crédit maritime est indispensable et qui sont : la transformation du matériel de pêche afin de permettre aux marins de s'adonner à la pêche au large ou ils trouveront des fonds plus peuplés, l'organisation des coopératives pour l'achat direct de la rogue aux armateurs français et norvégiens, et la vente en commun du poisson, afin d'éviter l'accaparement du produit de la pêche par les mareyeurs. Le crédit maritime devra intervenir pour l'organisation de cet état économique nouveau ; par lui le pêcheur abandonnera ses anciennes barques pour les chalutiers à vapeur qui l'emmèneront au large ou plus loin encore, sur les côtes d'Espagne, du Maroc et jusqu'aux Antilles, à la recherche du poisson. Sur ces

bateaux, des appareils frigorifiques, comme il en existe déjà dans les flotilles norvégiennes et danoises, seront installés et permettront la conservation du poisson. Par le crédit, le marin français pourra, comme son collègue danois, adapter à son bateau voilier un moteur à gaz pauvre ou à pétrole qui lui facilitera la rentrée au port par temps calme et évitera par là des pertes de poisson, comme il arrive souvent, quand le voilier, loin au large, est *accalminé*, pendant de longues heures et par de hautes températures. Dans les ports, les syndicats ou les sociétés coopératives maritimes pourront établir des magasins frigorifiques, sortes d'entrepôts où le poisson, et particulièrement la sardine, pourront être conservés, suivant le procédé expérimenté au congrès des pêches des Sables-d'Olonne (1). et ainsi des réserves pourront être faites pour régulariser le marché. Le crédit maritime sera également d'un grand secours pour la préparation de la rogue de hareng, en facilitant, d'abord, l'établissement d'ateliers destinés à cette industrie, et ensuite, la préparation et la vente des harengs dérogués et sauris en façon *Kipper*. Dans le domaine de l'industrie ostréicole, le crédit maritime pourra également exercer une action des plus fécondes, et d'autant plus facilement que la loi du 30 avril 1906. (article 18) est étendue à cette industrie. Des parcs

1. Une expérience, très intéressante, fut faite avec un frigorifère inventé par M. Donane qui conserva du poisson en excellent état pendant plus d'une semaine.

d'élevage seront construits, des expériences seront tentées afin de trouver les meilleurs procédés de culture, etc. Et jusque pour la fabrication des engins de pêche, le crédit sera le grand auxiliaire du pêcheur qui se procurera ainsi des instruments de travail à meilleur compte que dans le commerce.

Le crédit maritime est donc appelé à rencontrer de multiples occasions de favoriser le développement de l'industrie de la pêche et d'exercer ainsi une action des plus heureuses en vue de l'amélioration de la condition économique du marin pêcheur.

Mais, dans le domaine moral, il peut exercer une influence non moins grande ni moins heureuse, en faisant naître et en développant dans l'âme du marin des idées et des sentiments auxquels, jusqu'alors, elle était peut-être restée étrangère. Il donnera d'abord, à l'associé, le sentiment de la solidarité, de l'intérêt général de la corporation dont il fait partie, sentiment puissant qui lui donnera la force morale de subir la contrainte qu'impose toute vie coopérative, la discipline nécessaire à l'éclosion de toute œuvre assise sur le principe de la mutualité.

Le pêcheur, affilié à une caisse de crédit maritime, accepte volontairement de participer aux bénéfices résultant des opérations faites par cette société, et aux charges qui peuvent naître de ces obligations, pour une part plus ou moins grande, suivant les statuts de la société. Du fait de son adhésion, il encourt donc

une responsabilité, et cette situation nouvelle qui lui est créée le grandit à ses propres yeux, éveille en lui un sentiment de légitime fierté, en même temps que l'idée du devoir social, avec toutes ses obligations, auquel il est astreint et qu'il doit s'efforcer de faire pratiquer à autrui, par la force de son exemple. Le marin qui vivait seul, et n'entretenait que de passagères relations avec ses semblables, découvre tout d'un coup, un monde nouveau où les hommes unissent leurs efforts et engagent mutuellement leur responsabilité à l'occasion des opérations faites par eux; ce n'est plus un monde où chacun vit sans se soucier de la conduite de son voisin, et n'encourt de responsabilité qu'à l'occasion de ses actes propres, mais où tous, au contraire, supportent le poids d'une obligation plus grave qui imprime profondément, dans la conscience de l'homme bien né, la notion du rôle qu'il doit jouer, de la conduite qu'il doit tenir s'il a le désir de conserver sa place au sein de cette société.

Ce sentiment de dignité qu'éprouve, le plus souvent, l'homme qui est chargé d'une mission quelconque, est la source de toutes les vertus sociales nécessaires au succès de toute coopérative, et surtout des coopératives de crédit. La première de ces vertus et la plus indispensable au bon fonctionnement des sociétés de crédit, c'est la probité, car ainsi que l'a défini M. Luzzatti, le crédit « est la capitalisation de l'honnêteté ». Le marin, ayant acquis la notion de la responsabilité,

de la dignité, ne restera pas longtemps indifférent à l'idée de probité, parce que, d'abord, la solidarité qui l'unit à ses coassociés lui fera sentir l'intérêt qu'ont tous les membres de la société à être honnêtes dans les affaires traitées avec celle-ci, et pour ce motif il s'appliquera à conduire sa vie suivant les règles de l'honneur, de la probité ; ensuite, il comprendra que, pour avoir le droit d'exiger des autres la fidélité aux engagements pris, de se livrer à des enquêtes sur la valeur morale de ceux qui demandent à entrer dans la société, il faut être à l'abri de tout reproche et pouvoir défier l'opinion publique. De plus, le pêcheur, heureux des résultats obtenus grâce à l'intervention des sociétés de crédit, prendra à cœur de favoriser leur développement, de répandre plus loin leur rayonnement. Et alors il exercera sa volonté, autre vertu sociale des plus utiles à la diffusion du crédit maritime. Par l'exercice, cette faculté se réveillera, se fortifiera et fera éclore à son tour de nouvelles vertus qui pourront accomplir dans la vie des marins pêcheurs une véritable révolution. Des exemples existent de ces profonds changements obtenus grâce à l'influence moralisatrice des coopératives ; on cite, entre autres cas, celui de membres d'une société, réputés pour leur alcoolisme, qui ont cessé de boire afin d'assurer le succès de leur société.

Quel service inappréciable rendrait le crédit maritime à nos pêcheurs s'il avait pour effet d'arrêter les progrès

de l'alcoolisme dans nos ports ! Ce seul résultat serait suffisant à transformer la condition de beaucoup de marins, car, pendant les bonnes années de pêche, c'est à cause de l'alcool qu'ils ne pratiquent pas l'épargne, « cette cristallisation du travail », qui leur permettrait de faire face aux nécessités de la vie, pendant les mauvais jours. Malheureusement ce mal est grand, surtout sur les côtes de Bretagne; c'est pourquoi l'organisation du crédit maritime est, dans cette région, une tâche bien ingrate. Mais il faut espérer que la force éducatrice de cette institution fera naître chez le pêcheur breton, et chez les autres, le goût de l'économie, en développant l'esprit de prévoyance qui est lié si intimement au sentiment de la responsabilité, et auquel forme si bien le contact fréquent avec la société coopérative, si soucieuse de réserver l'avenir.

A toutes ces vertus sociales, nées sous l'influence de la coopération, on peut ajouter la fraternité, l'entr'aide qui sont l'essence même de la mutualité, sur laquelle repose ce genre d'œuvre. Du fait des rapports continuels que les membres ont entre eux, la défiance, l'égoïsme disparaissent pour faire place aux sentiments plus nobles dont nous venons de parler. Et ainsi d'un organisme économique, institué pour assurer plus de bien-être à ses adhérents, se dégage une force éducatrice et moralisatrice si grande et si efficace qu'un curé de village des bords du Rhin a pu dire : « Une caisse

de crédit moralise plus mes paroissiens que tous mes sermons ! »

Souhaitons, en terminant, que le crédit maritime, qui a déjà commencé son œuvre, puisse la poursuivre, avec succès, comme son aîné le crédit agricole, et que son action assure à nos marins pêcheurs le bien-être matériel auxquels ils ont droit, ainsi que l'expansion d'une industrie que la France ne peut laisser périliter sans renoncer, du même coup, au maintien de sa puissance navale.

Vu : Le Président de la thèse,

TRUCHY

Vu : Le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Association coopérative des pêcheurs français. Paris, Laroche.
- BARRET. — La Mutualité maritime. Paris, Hôtel des Sociétés Savantes.
- BESSE (Ludovic de). — De la Solidarité dans les sociétés de crédit. (Réforme sociale, 1892).
- Bulletin trimestriel de l'enseignement professionnel technique des pêches maritimes (juin-septembre 1906; juin-mars 1910). Paris, Hôtel des Sociétés Savantes.
- Bulletin mensuel de la Ligue maritime (1905, n^{os} 50 et 55, décembre 1906). Ligue maritime française.
- CHABROL. — Du Crédit mutuel et coopératif. Thèse de Paris, 1896.
- CATELAIN. — Des Sociétés françaises de crédit agricole mutuel. Thèse de Poitiers, 1906.
- CHENUAU. — Notre législation sur le crédit agricole. Thèse de Paris, 1900.
- Comptes rendus des séances du comité d'études et de patronage pour l'amélioration du sort des marins pêcheurs (n^{os} de juillet 1907, mars 1908, février-mars-mai 1909). Imprim. A. Gout. Orléans. — Congrès international de la marine marchande, 1900. Paris, Dupont.
- Congrès maritime de : Martigues (1902); Douarnenez (1903) A. Gout, Orléans.
- Congrès des marins pêcheurs de Quimper (1906). Quimper, impr. Guillaumin.
- IV^e Congrès national des pêches maritimes de Bordeaux, 1907, 4^e section. (Économie sociale. Impr. A. Gout, Orléans).
- V^e Congrès national des pêches maritimes des Sables-d'Olonne, 1909, 4^e section. A. Gout, Orléans.

- Congrès des Sociétés Savantes (sciences économiques et sociales), 1906 et 1909. Hôtel des Sociétés Savantes.
- Crédit mutuel et populaire (Musée social). Paris, Noizette.
- Croix des Marins. (Le crédit maritime, n° des 31 octobre et 15 décembre 1909).
- CUNY. — Essai sur la condition des marins pêcheurs. Thèse de Rennes, 1904.
- DELAVALLE. — Les Assurances agricoles. Thèse de Poitiers, 1906.
- DELÉARDE. — Les Assurances sociales et les gens de mer. Hôtel des Sociétés Savantes.
- DESLOGES. — Epargne et crédit populaire à l'étranger et en France. Thèse de Nancy, 1899.
- DESPLANQUES. — La Mutualité dans l'assurance agricole. Thèse de Paris, 1902.
- Documents parlementaires (voir les références au bas des pages).
- DUFOURMENTELLE. — Congrès international du crédit populaire. Paris, 1900. Impr. Nationale, Paris.
- Annuaire de législation française, 1906. (Notice et notes sur le crédit maritime).
- Le Crédit populaire. Revue politique et parlementaire, 1897.
- LE BAIL. — Les Pêches, l'enseignement et le crédit maritime. Quimper, Imp. Guillaumin.
- LE GALL. — L'Industrie de la pêche dans les ports sardiniers bretons. Thèse de Rennes, 1904.
- LAYRLE. — La Coopération chez les marins pêcheurs. Revue maritime, août 1898.
- LYON-CAEN et RENAULT. — Manuel de droit commercial, 7^e édition.
- GEFFRIAUD. — Les Caisses régionales de crédit agricole mutuel et la loi du 31 mars 1899. Thèse de Paris, 1900.
- GOULET. — Les Petites pêches maritimes. Thèse de Paris, 1905.
- PARKER (Marc). — La Mutualité chez les inscrits maritimes. Paris, Challamel.
- PÉRARD. — Compte rendu de l'assemblée générale de la fédé-

- ration des syndicats des marins pêcheurs du sud-Finistère. A. Gout, Orléans.
- Le Crédit maritime à l'étranger. Congrès des Sables-d'Olonne.
A. Gout, Orléans.
- RAYNERI (Charles).— Le Crédit par l'association coopérative.
Paris, Guillaumin.
- Manuel des banques populaires, Guillaumin.
- Revue générale de la marine marchande, *passim*.
- Revue maritime et coloniale, *passim*.
- RIVOAL et LE BAIL. — Le Crédit maritime. Rapport au congrès du crédit populaire de Pau, 1909. (Bulletin du crédit populaire, mars 1910).
- RIVOAL. — Le Crédit maritime. Congrès des pêches de 1909.
A. Gout, Orléans.
- ROBERS. — La Condition économique et sociale des pêcheurs sardiniers. Thèse de Paris, 1906.
- ROSTAND. — Du Rôle éducatif, économique et social des institutions de crédit populaire (Réforme sociale, 1894).
- SANDRON. — Les Sociétés de crédit agricole. Thèse de Paris, 1899.
- SEILHAC (Léon de). — Les Formes diverses d'organisation chez les marins pêcheurs. A. Gout, Orléans.
- Les Marins pêcheurs. Paris, Rousseau.
- SEVÈNE. — Le Crédit populaire maritime. Rapport au XIV^e Congrès du crédit populaire. (Bulletin du crédit populaire Oran, 1906).
- Société d'Économie sociale. La crise sardinière. (Bulletin du 16 février 1910).
- TOUDOUZE. — La Crise économique du littoral breton. (Ligue maritime française).
- VASSE. — La Mutualité maritime (Revue de la Jeunesse catholique, mars-avril 1895).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	3
CHAPITRE PREMIER.— La condition économique des marins pêcheurs.— La crise sardinière.— Le remède dans le crédit maritime	17
CHAPITRE II.— Le crédit maritime à l'étranger.....	43
CHAPITRE III.— Historique de l'institution du crédit maritime en France	69
CHAPITRE IV.— Les caisses locales de crédit maritime. (Loi du 23 avril 1906)	81
§ I.— Qui peut créer une caisse locale de crédit maritime ?	81
§ II.— Nature des sociétés de crédit maritime.....	89
§ III.— Objet des sociétés de crédit maritime.....	95
§ IV.— Fondation d'une caisse locale.— Constitution du capital social.....	99
§ V.— Rédaction des statuts et administration de la société	108
§ VI.— Publicité et impôts.....	118
§ VII.— Droits et obligations des sociétaires.....	127
§ VIII.— Opérations	128
§ IX.— Prélèvements sur les opérations.— Réserves.	139
§ X.— Contrôle et surveillance des caisses locales.	145
CHAPITRE V.— Les caisses régionales de crédit maritime. (Loi du 18 juin 1909).....	151
§ I.— Constitution d'une caisse régionale	159
§ II.— Rédaction des statuts.— Publicité	167
§ III.— Les avances de l'État aux caisses régionales.	177
§ IV.— Opérations sociales	194
P. Ducastel	19

§ V.— Avances aux sociétés coopératives maritimes.	210
§ VI.— Contrôle et surveillance des caisses régionales	231
CHAPITRE VI.— Fondations de caisses de crédit maritime et mesures nécessaires au développement de ce crédit	235
§ I.— Les applications pratiques.....	235
§ II.— Mesures nécessaires au développement du crédit maritime.....	248
Conclusion.....	277
Bibliographie.....	285

